

ASSOCIATION DU PAYS DU GIROU-TARN-FRONTONNAIS



CONVENTION TERRITORIALE DU PAYS GIROU TARN FRONTONNAIS

2008 - 2013



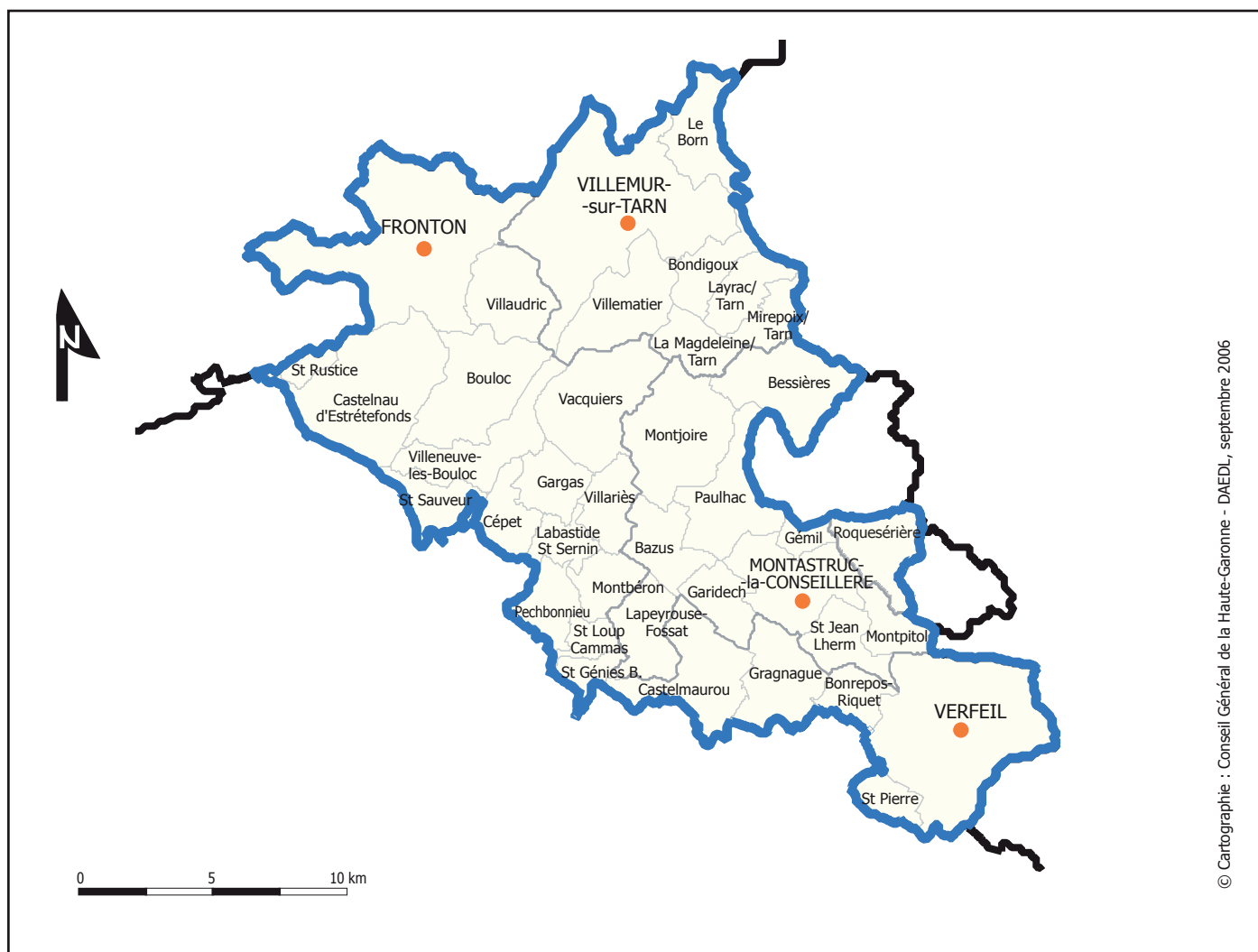
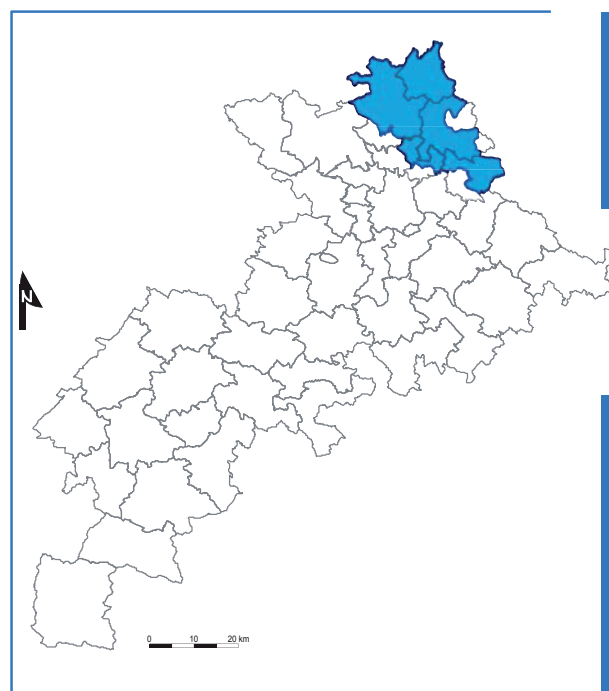
Pays Girou Tarn Frontonnais

Périmètre

Nombre de communes : **39**
Population estimée en 2008 : **69000 habitants**

Structure porteuse

Association du Pays Girou Tarn Frontonnais
Président : Didier Cujives



Entre,
L'Etat, représenté par Dominique BUR, Préfet de la région Midi-Pyrénées, Préfet de la Haute-Garonne

Le Conseil Régional de Midi-Pyrénées représenté par Martin MALVY, son Président,

Le Conseil Général de la Haute-Garonne, représenté par Pierre IZARD, son Président,

Le Pays Girou Tarn Frontonnais, représenté par Monsieur Didier CUJIVES, Président de l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Contrat de Projets 2007 / 2013 signé par l'Etat et la Région le 8 mars 2007 et notamment les articles 28 à 34,

Vu la Convention d'Application du Volet Territorial du Contrat de Projets signée par l'Etat, la Région et les Départements de Midi Pyrénées le 18 décembre 2007,

Vu la Convention Cadre du Schéma Régional de Développement Economique approuvée par la Région le 29 juin 2006

Vu la Convention Particulière du SRDE signée par la Région et le Département du XXXX en date du XXXX

Vu la Convention Particulière Tourisme signée par la Région et le Département du XXX en date du XXXX

Vu les délibérations du Conseil Régional du 15 octobre 2007 et du 13 mars 2008 relatives aux nouveaux dispositifs d'intervention de la Région en faveur des Politiques Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Régional en date du 30 mars 2007 concernant l'Agenda 21 Régional,

VU la décision C(2007) 3688.de la Commission européenne CCI 2007 FR162PO021du 25 juillet 2007 portant adoption du programme opérationnel d'intervention communautaire du Fonds européen de développement régional au titre de l'objectif «compétitivité régionale et emploi» (FEDER) dans la région Midi-Pyrénées

VU la décision C(2007 3446.de la Commission européenne du 19 juillet 2007 portant adoption du programme de développement rural hexagonal du Fonds européen agricole de développement rural (FEADER).

VU la décision CCI 2007FR052 PO 001.de la Commission européenne du 9 juillet 2007 portant adoption du programme opérationnel d'intervention communautaire du Fonds social européen (FSE)

Vu la circulaire DIACT du 17 septembre 2007 relative à la mise en œuvre des volets territoriaux des contrats de projet

Vu la Charte de Développement du Pays Girou Tarn Frontonnais

Vu la délibération du Conseil Régional en date du XXX

Vu la délibération du Conseil Général en date du XXX

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais en date du XXXXX,

Il est convenu ce qui suit

Préambule

Initiée par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, amendée par les lois de 1999 et 2003, la politique en faveur du développement des territoires a été un des points innovants et centraux du Contrat de Plan 2000-2006 pour un développement plus équilibré et plus durable des territoires, offrant ainsi diversité des initiatives locales, organisation des collectivités et des acteurs socioprofessionnels autour de projets partagés et de méthodes de travail en commun.

La mise en œuvre des lois précitées, reprise dans le volet territorial du Contrat de Plan 2000-2006 s'est traduite en Midi-Pyrénées par la conclusion de 32 Contrats de Pays, 3 Contrats Particuliers de Développement Territorial pour les Parcs Naturels Régionaux, 7 Contrats d'agglomérations, 1 Contrat de Développement Durable d'Agglomération et 11 Contrats de Pôles Touristiques Pyrénéens.

Les politiques territoriales ont ainsi contribué à renforcer l'intercommunalité autour de vocations territoriales et de projets collectifs, éléments essentiels d'une solidarité et d'une cohésion qui reflètent la richesse de potentialités qu'offre la région pour assurer la promotion des ressources et des qualifications mobilisables sur un territoire aussi vaste que diversifié.

Le partenariat entre l'Etat, le Conseil régional et les Conseils généraux doit donc maintenir et renforcer qualitativement ces dispositifs contractuels en faveur des Agglomérations, des Pays et des Parcs Naturels Régionaux.

Forte des acquis et des investissements réalisés au cours de ces 6 dernières années, la période 2007-2013 doit permettre la mise en œuvre d'une nouvelle génération des politiques territoriales fondée sur un partenariat renouvelé entre l'Etat, la Région, les Départements et les Territoires pour assurer leur évolution vers des projets présentant une taille critique pertinente, des thématiques d'action centrées sur les vocations économiques, le développement de l'économie résidentielle, des potentialités touristiques et culturelles.

Ce partenariat doit également concourir à l'attractivité du territoire et à sa compétitivité par le développement des services à la personne créateurs d'emplois et le développement numérique; il doit participer à la qualité de vie et valoriser durablement les ressources qui offrent un environnement préservé et des paysages d'une grande variété.

La Convention d'Application du Volet Territorial du CPER 2007-2013 réaffirme la pertinence du principe contractuel de ces politiques territoriales avec les Communautés d'Agglomération, les Pays et les Parcs Naturels Régionaux.

Cette Convention d'Application réaffirme également la volonté commune des partenaires co-financeurs que les programmes d'actions et les dispositifs d'aides publiques qu'ils mobiliseront permettent à chaque territoire d'affirmer et de valoriser ses « vocations territoriales majeures » autour desquelles se fera son développement dans les années à venir.

Ces politiques territoriales devront participer au maintien des activités dans les territoires ruraux les plus fragiles, à l'accueil de populations dans la périphérie des pôles urbains mais également à l'armature urbaine de Midi-Pyrénées très marquée par la prépondérance de la capitale régionale et par la présence de petites villes et de villes moyennes dont certains chefs-lieux de département n'atteignent pas la taille nécessaire pour se constituer en communauté d'agglomération.

Seule une politique résolument volontariste pourra répondre aux enjeux de développement équilibré du territoire, éviter les surcoûts de la désertification et par une mutualisation des investissements, garantir une offre résidentielle porteuse d'emplois durables.

Article 1 :
Objet

La Présente Convention Territoriale du Pays Girou Tarn Frontonnais a pour objet d'organiser la mise en œuvre du partenariat entre l'État, la Région, le Département de la Haute-Garonne et la structure porteuse pour le Développement du Pays Girou Tarn Frontonnais pour la durée du Contrat de projets.

Article 2 :

Présentation détaillée de la stratégie de développement du Pays Girou Tarn Frontonnais

Confère annexe n°1.

Territoire périurbain, le Pays Girou Tarn Frontonnais se trouve confronté à un accueil massif de nouveaux habitants. En effet, son positionnement géographique, à mi-chemin entre Toulouse et Montauban, sa bonne desserte routière (A68 et A62) et son cadre de vie de qualité font de lui un territoire très attractif. Aujourd'hui, il se trouve confronté à divers enjeux comme une demande forte en équipements et services, un étalement urbain important ou des voiries saturées par les flux domicile-travail.

Le Contrat du Pays Girou Tarn Frontonnais arrive aujourd'hui à échéance. Le bilan de ce contrat signé en juin 2005 montre que la majorité des projets inscrits dans les différentes maquettes de programmation relèvent de l'axe 4 « Développer les activités de tourisme culturelles et sportives pour une image forte du Pays » (14 projets), de l'axe 1 « Assurer un développement économique en préservant les ressources du territoire » (9 projets) et de l'axe 2 « Maîtriser et accompagner le développement démographique » (8 projets). Les actions touristiques, économiques et du domaine des équipements et services ont occupé une place prépondérante dans ce premier Contrat de Pays.

Aux termes de cette contractualisation, le Pays est considéré comme un bon niveau de cohérence qui a permis notamment la réalisation de Schémas Territoriaux (Schéma Territorial des Infrastructures Economiques, Schéma des Equipements et Services et Schéma Culturel). Il est à noter, en revanche, que l'axe 3 « Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement » si il a fait l'objet de réflexion n'a pas permis la mise en œuvre de projets. Plus particulièrement, la thématique environnementale a été peu travaillée. Enfin, d'un point de vue territorial, on déplore la faiblesse des relations entre le Pays et ses territoires voisins alors qu'ils ont des enjeux communs (cf : annexe 1, partie 4).

A partir de ce bilan (cf : annexe1, partie 2), le Pays Girou Tarn Frontonnais a élaboré la stratégie du territoire pour la période 2008-2013. Cette nouvelle phase de contractualisation repose sur les orientations générales retenues dans la Charte du Pays Girou Tarn Frontonnais mais le projet est soumis à l'accélération de certains processus d'évolution propres au territoire ou de projets d'envergures susceptibles d'influencer le développement du Pays Girou Tarn Frontonnais.

Ainsi, aujourd'hui, le Pays Girou Tarn Frontonnais souhaite lancer sept défis :

Mettre en place les conditions nécessaires à l'accueil des habitants tout en préparant l'avenir

L'accueil démographique s'est poursuivi de manière intense depuis le dernier Recensement Général de la Population, les projections effectuées sur l'évolution démographique du territoire mettent en évidence une continuité de cette tendance. Dans ce contexte, les conditions d'accueil de la population de l'enfance au quatrième âge apparaissent comme un enjeu majeur pour éviter une transformation du territoire en « banlieue dortoir ».

Permettre une mixité sociale de la population en développant la concertation entre les acteurs de l'aide sociale et de l'insertion

La structure sociale de la population du Pays Girou Tarn Frontonnais s'est modifiée d'une part en raison de l'afflux de populations nouvelles mais aussi d'autre part avec les difficultés rencontrées par le bassin industriel de Villemur. De nombreux habitants ont été touchés par les restructurations industrielles et aujourd'hui, les entreprises phares d'autrefois ne parviennent plus à embaucher la population locale. Dans ce contexte, on recense des personnes en difficultés sur le territoire du Pays. Ces difficultés sont renforcées par l'éloignement des structures d'aide à l'emploi, l'absence de centre de formation au sein même du territoire et les transports collectifs peu adaptés aux horaires méridiens. Dans ce contexte, il apparaît indispensable de développer la concertation entre les acteurs de l'aide sociale et de l'insertion afin d'apporter des réponses au plus près des enjeux propres au Pays Girou Tarn Frontonnais (éloignement des pôles d'emplois, difficultés de déplacements...).

Offrir une plus grande mixité du parc de logements notamment par le développement des logements sociaux

Depuis son essor démographique (dans les années quatre-vingt), le développement urbain des communes du Pays Girou Tarn Frontonnais s'est essentiellement effectué sous forme pavillonnaire en accession à la propriété. Les nouveaux habitants étant attirés par des prix fonciers moins élevés que dans l'agglomération toulousaine et un cadre de vie attractif : Ce territoire conjugue les bénéfices de la campagne tout en étant proche de la ville. Cependant, ce développement ne s'est pas accompagné d'une politique de création de logements locatifs dont sociaux. Aujourd'hui, la part de logements sociaux du territoire est extrêmement faible et les logements privés ouverts à la location sont peu nombreux et assez onéreux. Cette situation met un frein à la décohabitation : les jeunes ne trouvant pas à se loger au sein même du territoire doivent rechercher un logement dans l'agglomération toulousaine ou dans les départements limitrophes du Tarn et du Tarn et Garonne... Dans ce contexte le renouvellement des populations est menacé. C'est pourquoi, une politique volontariste de développement du parc de logements sociaux doit être mise en place.

Inciter le développement d'emplois locaux par la structuration de l'offre d'accueil d'entreprises

L'ancrage des populations sur le territoire ne peut s'effectuer sans le développement d'emplois locaux. Or, aujourd'hui la part du nombre d'emplois proposée par le territoire est bien en deçà des besoins de la population et la majorité des actifs travaillent en dehors du Pays Girou Tarn Frontonnais, au sein de l'agglomération toulousaine. Le Schéma Territorial des Infrastructures Economiques du Pays a permis de mettre en évidence les zones potentielles du développement économique futur. Aujourd'hui, il s'agit d'appliquer les préconisations de ce schéma.

Inscrire l'activité agricole dans la durée

Le maintien de l'activité agricole constitue un enjeu fort pour le Pays Girou Tarn Frontonnais. En effet, son empreinte sur le territoire est indéniable notamment à travers l'AOC Fronton mais aussi de par des cultures assez diversifiées comme la céréaliculture, le maraîchage ou l'arboriculture. Paradoxalement, l'accueil de nouveaux habitants et l'ouverture du territoire à l'urbanisation constitue un double enjeu : protéger les espaces agricoles en préservant les terres de la spéculation immobilière et « profiter » de la hausse démographique pour développer les ventes en circuits courts en soutenant l'activité agricole locale. C'est pourquoi, aujourd'hui, il apparaît fondamental de mettre en œuvre des actions visant à maintenir et à développer l'activité agricole locale notamment en tant que gestionnaire-jardinier de l'espace.

Mettre en œuvre le projet culturel

En 2006, le Pays Girou Tarn Frontonnais a engagé une étude pour construire un projet culturel, en concertation avec l'ensemble des acteurs culturels du territoire. Dans ce cadre, le diagnostic a été présenté au territoire en juin 2007. Ce premier travail a permis l'élaboration du projet culturel du Pays Girou Tarn Frontonnais envisagé à l'horizon 2015. Il s'articule autour de 24 actions qui seront débattues avec les partenaires institutionnels. Ces actions ont été définies sur la base de la Charte de Pays. Aujourd'hui, il s'agit pour le territoire de définir les actions et projets à privilégier ainsi que la stratégie globale de développement de l'activité culturelle sur le Pays.

Construire une stratégie touristique

Le Pays Girou Tarn Frontonnais a développé de manière spontanée l'accueil du tourisme et du loisir de journée sans qu'il y ait une réelle plus value économique : le but est bien de structurer ce secteur d'activités, de le valoriser pour en retirer des bénéfices en terme d'activité et de notoriété. C'est pourquoi, il s'agit aujourd'hui pour le Pays de réfléchir à une stratégie de développement touristique qui prenne en compte les atouts existants, les grands projets touristiques en cours et les actions à mettre en œuvre pour développer ce secteur.

Pour répondre à ces défis, la stratégie du Pays Girou Tarn Frontonnais s'organise autour de quatre axes de développement.

AXE 1 : Assurer un développement économique en préservant les ressources du territoire

AXE 2 : Maîtriser et accompagner le développement démographique

AXE 3 : Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement

AXE 4 : Développer les activités de tourisme culturelles et sportives pour une image forte du Pays

Pour la période 2008-2013, le territoire prévoit de poursuivre la mise en œuvre des objectifs prévus dans la Charte de Pays qui demeure le document de référence. Cependant, les actions envisagées seront adaptées à son évolution. La stratégie du territoire pour la période 2008-2013 est basée sur le bilan du premier Contrat de Pays.

Ainsi, la période 2008-2013 permettra d'une part de mettre en œuvre les actions émanant des différents Schémas réalisés et d'autre part d'engager tout un travail de réflexion sur les actions à mener pour répondre aux quatre axes et notamment à l'axe trois.

Les quatre axes constituent le cadre d'action et sont déclinés dans la présente convention en 16 mesures (cf : annexe 2). Ces mesures présentent sous forme de fiches les différentes actions à mettre en œuvre. Elles ne sont pas exhaustives et pourront être complétées pour répondre au mieux aux besoins du territoire. Le tableau présenté dans les pages suivantes met en évidence l'ensemble des mesures et actions envisagées.

Enfin, au cours des prochaines années, le périmètre du Pays Girou Tarn Frontonnais doit pouvoir évoluer. Ainsi, toute nouvelle structure intercommunale qui souhaitera intégrer le Pays devra s'adapter au cadre déjà fixé par la présente Convention.

Présentation synthétique de la stratégie de développement du Pays Girou Tarn Frontonnais

Axes stratégiques	Mesures	Actions
Axe I Accompagner le développement économique pour rapprocher emplois et habitants	1) Maintenir une agriculture de qualité respectueuse de l'environnement	-Réaliser une étude sur les potentialités de développement de l'agriculture du Pays -Mettre en place les actions émergeant de l'Etude -Développer les ventes en circuit court -Développer les actions de communication à destination de la population locale -Pérenniser l'activité agricole du territoire par l'aide au maintien des exploitations existantes et des installations -Coordonner les actions des différents intervenants à l'échelle de tout le Pays -Promouvoir les énergies renouvelables
	2) Développer le tissu artisanal et commercial	-Opérations de maintien et de renforcement du tissu commercial et artisanal -Aider à la transmission des entreprises artisanales lors des départs en retraite -Soutenir la création d'entreprises
	3) Favoriser l'accueil d'entreprises	-Engager la réflexion sur l'implantation d'une ZA HQE de niveau 2 -Renforcer l'attractivité économique du Pays en s'appuyant sur le parc Triangle et sur la zone de Pechnaquie comme zones à fort potentiel de développement en complémentarité avec le projet de Saint-Sulpice -Structurer l'animation économique autour de l'implantation d'un hôtel d'entreprises dans le parc Triangle et d'une pépinière d'entreprises dans la zone Pechnaquie -Favoriser l'implantation d'entreprises de l'économie résidentielle pour accompagner le développement démographique -Favoriser la création de zones intercommunales
	4) Favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire	-Créer un pôle de ressources de l'économie sociale et solidaire -Accompagner la création de structures de l'économie sociale et solidaire -Promouvoir l'économie sociale et solidaire par des actions de communication et de vulgarisation
Axe II Maîtriser le développement urbain en répondant aux différents besoins de la population	5) Assurer une mixité du parc de logements tout en préservant le cadre de vie	-Mettre en place un Plan Local de l'Habitat -Développer le parc locatif social -Mettre en place un observatoire foncier -Créer une Charte de Qualité de l'habitat
	6) Répondre aux besoins en structures d'accueil de la petite enfance à l'adolescence	-Mutualiser les équipements -Créer un guide d'accueil -Aider à la mise en place de partenariats inter structures -Mettre en place un système de transport pour faciliter l'accès à l'ensemble des structures du territoire -Créer des structures multi-accueil associées à des Réseau d'Assistantes Maternelles -Mettre en place des accueils 365 jours par an -Créer une ou plusieurs structures pour enfants handicapés

Axe II Maîtriser le développement urbain en répondant aux différents besoins de la population	7) Valoriser les activités sportives	<ul style="list-style-type: none"> -Développer les Activités Physiques de Pleine Nature -Relier le territoire à l'agglomération toulousaine -Structurer les chemins de randonnée -Créer des lieux ouverts à tous -Equiper le territoire d'infrastructures permettant le développement des activités sportives
	8) Répondre aux besoins des personnes âgées	<ul style="list-style-type: none"> -Engager la réflexion en vue de la création d'un centre d'accueil pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer -Permettre l'accueil des personnes handicapées vieillissantes -Développer des accueils temporaires pour des personnes âgées à la charge de leur famille -Créer ou mutualiser un CLIC -Développer les résidences pour personnes âgées -Favoriser la création de lieux d'échanges inter générations -Etudier la mise en place d'un service de transport adapté (TAD...)
	9) Optimiser les politiques d'insertion	<ul style="list-style-type: none"> -Initier des lieux d'accueil et de lien social regroupant les acteurs publics et privés intervenant dans les secteurs sociaux, culturels, sportifs, économiques... -Créer des centres sociaux intercommunaux -Dynamiser les parcours d'insertion par une offre de formations qualifiantes délocalisées -Développer des outils pour la mobilité des personnes les plus en difficulté -Mobiliser des places d'accueil en structures pour les enfants de familles en difficulté -Initier une politique d'implantation de structures de travail pour personnes handicapées -Initier une politique d'implantation de centres de formation
Axe III Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement	10) Améliorer la desserte du territoire	<ul style="list-style-type: none"> -Réaliser une étude sur la mobilité -Favoriser l'inter modalité avec les communes comprises dans le périmètre du PDU -Inciter la mise en œuvre de navettes de rabattement sur les pôles multimodaux (gares...) -Agrandir les parkings des gares -Améliorer l'accessibilité des personnes handicapées -Créer des structures « d'aide à la mobilité »
	11) Concourir à la préservation de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> -Veiller à la qualité environnementale des opérations d'urbanisme -Développer un Agenda 21 local pour le Pays -Elaborer une Charte Paysagère -Préserver l'activité agricole pour préserver la qualité paysagère du territoire -Développer les énergies renouvelables -Réduire les émissions de gaz à effet de serre -Mettre en place une réflexion sur les rivières Tarn et Girou -Favoriser la sensibilisation aux particuliers sur les énergies renouvelables et plus largement sur les économies d'énergie
Axe IV Développer les activités touristiques et culturelles	12) Inciter le développement touristique	-Réaliser une étude touristique en lien avec le projet de Maison des vins et du Tourisme de Fronton et le Domaine de Bonrepos-Riquet
	13) Développer les activités culturelles	-Mettre en œuvre le Schéma Culturel

Mesures transversales	14) Expérimentation	-L'action qui sera support d'expérimentation sera déterminée par le bureau de l'APGTF
	15) Ingénierie territoriale	-L'animation et la mise en œuvre de la Convention 2008-2013 passe par trois volets : -Le volet animation -Le volet études -Le volet communication
	16) Accompagner le développement des NTIC	-Veiller à la cohérence des différents dispositifs d'accès au réseau haut débit -Favoriser le très haut débit sur les pôles et les principales zones d'activités -Encourager les actions de formation et d'éducation des publics aux NTIC -Permettre une offre de services publics numériques de qualité

Mise en œuvre de la stratégie

Afin de mettre en œuvre la stratégie inscrite dans la convention territoriale 2008-2013, le Conseil de Développement du Pays Girou Tarn Frontonnais devra mettre en place une méthodologie de travail partagée par l'ensemble des acteurs.

Sur la base d'une concertation locale et dans le but de relancer les réflexions à l'échelle du territoire, le Conseil de Développement du Pays mettra en place diverses commissions de travail. Ces commissions devront prendre en compte les évolutions du contexte territorial et la mise en place du SCoT Nord Toulousain. Dans ce cadre, chaque commission aura pour mission le suivi d'une réflexion thématique et des grands projets qui émergent sur le territoire. Chaque commission associera les partenaires concernés aux réflexions (élus du territoire, services de l'Etat, de la Région, du Département, consulaires, personnes ressources, associations,...).

Enfin, une méthode d'évaluation devra être définie de manière à piloter le projet de territoire avec pertinence et efficience.

C'est le sens de cette nouvelle phase de contractualisation qui s'engage sur le Girou Tarn Frontonnais à partir de 2008 et jusqu'en 2013 : des défis, des axes, une méthode pour un projet de territoire renouvelé.

Article 3 :

Axes prioritaires d'intervention de l'Etat, de la Région et du Département de la Haute-Garonne définis par la Convention d'Application du Volet Territorial du CPER

Dès lors qu'ils correspondent à des bassins d'emplois, les Pays et les Parcs Naturels Régionaux constituent la bonne échelle pour soutenir les dynamiques de développement économique et d'emploi (Schémas Territoriaux des Infrastructures Economiques, Schéma d'organisation territoriale du Tourisme ...).

Pour l'Etat, la Région et les Départements de Midi-Pyrénées, les Pays et les Parcs Naturels Régionaux sont également les niveaux pertinents pour définir et agir en faveur de l'attractivité en termes d'accessibilité, d'éducation et de formation, de services aux entreprises et aux populations (santé, culture, vie associative, sport...) de qualité de l'environnement et du cadre de vie.

Les projets de développement territorial devront s'inscrire dans une démarche de développement durable en cohérence avec l'Agenda 21 Régional et l'Agenda 21 Départemental s'il existe, notamment dans le domaine des énergies renouvelables et d'accessibilité en faveur des personnes à mobilité réduite ou handicapées.

Les thématiques générales d'intervention qui sont privilégiées par l'Etat, la Région et les Départements au titre des conventions territoriales portent notamment sur les axes suivants :

a) Accompagner le développement économique

Le développement des Pays et des PNR repose en partie sur leur attractivité économique et leur capacité à se doter d'infrastructures d'accueil des activités économiques durables et adaptées aux besoins des entreprises.

Afin de poursuivre le partenariat engagé dans le Contrat de Plan 2000-2006 et le Schéma Régional de Développement Economique, les Pays (Parcs Naturels Régionaux), poursuivront l'élaboration d'un Schéma Territorial des Infrastructures Economiques, validé à l'échelon du territoire, afin de constituer une offre foncière aménagée, diversifiée, et d'offrir des équipements de qualité adaptés aux différents besoins des entreprises.

b) Conforter les potentialités de développement du tourisme

Les travaux préparatoires au Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs ont confirmé que le tourisme constitue l'une des priorités en matière de développement économique.

La mise en valeur coordonnée des sites, de l'organisation des producteurs et des acquis socioprofessionnels du tourisme de Midi-Pyrénées ainsi que l'évolution des marchés conduisent à agir simultanément à cinq niveaux :

1-Poursuivre l'effort de modernisation et de diversification de l'offre touristique d'hébergements et de produits dans le cadre du Plan Qualité Tourisme de Midi-Pyrénées ;

2-Favoriser l'attractivité touristique des territoires, des départements et de la région en soutenant l'offre de produits pertinents vis à vis des marchés dans les différents secteurs :

- ☐ le tourisme culturel ;
- ☐ le tourisme de montagne et de sports d'hiver ;
- ☐ le thermalisme et thermoludisme ;
- ☐ le tourisme scientifique et technique ;
- ☐ le tourisme fluvial ;
- ☐ la randonnée et activités sportives et de pleine nature.

3-Protéger, valoriser et organiser les grands sites culturels et naturels,

4-Favoriser l'offre de séjour dans les territoires ruraux et de montagne. Les Contrats de Pôles Touristiques de montagne pyrénéens sont maintenus sur la période 2007-2013. Pour l'Etat, la Région

et les Départements, les Pôles Pyrénéens peuvent constituer un sous-ensemble spécifique des Conventions territoriales avec les Pays concernés ;

5-Se doter d'une organisation territoriale du tourisme efficace pour valoriser et commercialiser l'offre des gisements et de produits. A ce titre, les nouvelles technologies sont intégrées dans les stratégies de promotion, de commercialisation et de fidélisation des clientèles.

c) Les services essentiels en espace rural

Les territoires les plus ruraux sont confrontés à des besoins croissants de services à la personne liés au vieillissement de leur population et à la disparition d'un certain nombre de services (y compris des services publics) compte tenu de la faible densité de population.

L'arrivée de nouveaux habitants dans les territoires ruraux, notamment périurbains génère une nouvelle économie (économie résidentielle) mais aussi de nouveaux besoins de services tant en direction des jeunes ménages que des retraités.

Dans les deux cas, les investissements nécessaires impliquent un partenariat pour permettre aux acteurs locaux de faire face à ces évolutions.

En application des dispositions portées au volet territorial du Contrat de Projets, les Conventions territoriales avec les Pays et les PNR auront vocation à soutenir le maintien et le développement de services essentiels en milieu rural dans le cadre des politiques propres à chaque collectivité.

L'Etat soutient pour sa part, la prise en charge des personnes âgées et handicapées dans le cadre de la médicalisation et de l'humanisation des services d'accueil.

d) La création d'équipements structurants

Sur la période 2000-2006, la mise en œuvre des politiques territoriales a permis à de nombreux projets d'équipements à vocation intercommunale d'émerger répondant à l'élargissement des périmètres.

Les conventions territoriales avec les Pays et les PNR permettront de soutenir la création d'équipements structurants (médiathèques, équipements sportifs, ...), notamment dans le domaine de la culture à l'échelle de bassins de vie pertinents tout en veillant à la complémentarité de ces projets à l'échelle du Pays ou du PNR. Pourront également être intégrés les projets d'inter modalité et leur complémentarité avec les modes doux et la voiture particulière.

Les fonctions de centralité que remplissent plusieurs villes moyennes qui n'ont pas le statut de Communautés d'agglomérations pourront faire l'objet d'un soutien par les partenaires cofinanceurs dans le cadre des conventions territoriales avec les Pays ou les Parcs Naturels Régionaux.

e) L'habitat et le cadre de vie

Les conventions territoriales conclues avec les Pays et les Parcs Naturels Régionaux contribueront à favoriser une offre attractive d'habitat locatif et un cadre de vie amélioré selon les dispositifs d'intervention propres à chacun des signataires des conventions territoriales.

f) Développement numérique des territoires

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) participent à l'aménagement du territoire et au renforcement de la cohésion sociale. En Midi-Pyrénées, l'accessibilité, l'offre de services et les usages des TIC se développent mais des disparités doivent être prises en compte dans l'élaboration des politiques publiques.

Les partenaires co-financeurs partagent pour cela les deux objectifs suivants :

- renforcer l'accès et la qualité des services publics sur tout le territoire,
- favoriser et consolider l'intégration de tous dans la société de l'information.

Dans ce cadre, les partenaires co-financeurs s'engagent conjointement sur deux domaines d'actions prioritaires : le développement d'une administration électronique et citoyenne ; le maillage du territoire en espaces d'animation et de ressources numériques de qualité.

Le développement d'une administration électronique locale et citoyenne :

- administration et démocratie : dématérialisation des procédures entre administrations ou vers l'utilisateur, portails de services publics mutualisés, démocratie participative ;
- éducation : généralisation des Environnements Numériques de Travail (ENT) dans l'enseignement secondaire sur la base de l'expérimentation menée en Midi-Pyrénées et en cohérence avec l'initiative de l'enseignement supérieur ;
- santé : télé-santé, soutien aux projets visant le maintien des personnes à domicile, notamment par le télé-diagnostic et la télé-surveillance médicale.

Le maillage du territoire en espaces d'animation et de ressources numériques de qualité :

- aide à la création, labellisation et mise en réseau d'espaces d'animation et de ressources numériques pour tous publics, favorisant une démarche qualité par la qualification et le maintien des animateurs ;
- aide au déploiement structuré de télé-centres et mise en réseau au niveau régional/national ;
- actions d'appropriation et immersion de filières dans la société de l'information (TPE, artisanat, agriculture et agro-alimentaire notamment).

g) L'ingénierie et l'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage des projets territoriaux

L'expérience des politiques territoriales montre le rôle central que jouent le partenariat et l'ingénierie dans la réussite des politiques publiques mais aussi la place qu'occupent les opérateurs publics ou privés dans la mise en œuvre des projets. Les conventions territoriales avec les Agglomérations, les Pays et les Parcs Naturels Régionaux continueront à bénéficier de l'ingénierie nécessaire à la conduite des projets du territoire.

L'Etat, le Conseil Régional et les Conseils Généraux qui le souhaitent, peuvent convenir de mettre à la disposition de la structure juridique locale, signataire de la convention territoriale, les moyens financiers et d'ingénierie nécessaires à la mise en œuvre coordonnée des projets de territoire, objet de la convention précitée.

Les domaines concernés par cet appui à la conduite du projet territorial sont les suivants :

- l'animation territoriale et en particulier la constitution d'équipes dédiées à la maîtrise d'ouvrage coordonnée des projets, à l'animation des instances de concertation et de prospective du territoire ;
- la mobilisation des compétences extérieures au territoire en direction des porteurs de projets ;
- la réalisation d'études stratégiques et d'études spécifiques liées à l'affirmation des vocations territoriales ou à la faisabilité des projets structurants et d'études prospectives ;
- la réalisation de schémas thématiques (développement économique, touristique, culturel, habitat/urbanisme, environnement...) ;
- l'évaluation qualitative et quantitative pour accompagner l'évolution du projet de territoire et en mesurer les impacts ;
- le soutien des programmes de réflexion et d'animation conduits à l'échelle du territoire, notamment par les conseils de développement ;
- l'aide à la formation continue et à la mise en réseau des développeurs territoriaux (échanges d'expérience et de savoir faire...).

Article 4 :

Modalités d'intervention de l'Etat, de la Région et du Département de la Haute-Garonne

L'Etat, la Région et le Conseil Général de la Haute-Garonne interviendront dans le respect des principes définis par la Convention d'Application du Volet Territorial du CPER et de leurs propres dispositifs d'intervention qui sont présentés en annexe 3 de la présente convention.

Article 5 :

Dispositifs de concertation, de pilotage et de programmation

Les dispositifs de pilotage, de concertation et de programmation sont les suivants :

5.1 : Le Comité Territorial de Concertation et de Pilotage

Ce Comité associe l'Etat, le Conseil Régional, le Conseil Général de la Haute-Garonne, l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais, ainsi qu'un représentant du Conseil de développement.

Le Comité territorial a pour rôle :

- de favoriser la concertation entre les différents partenaires institutionnels concernés ;
- de proposer et de préparer le contenu de chacune des étapes de mise en œuvre de la convention territoriale qui lui est soumise ;
- de suivre l'état d'avancement des programmes opérationnels annuels et de veiller à la cohérence des réflexions préparatoires à leur élaboration ;
- d'identifier, de proposer et de sélectionner les projets présentés aux co-financeurs dans le cadre du programme opérationnel annuel ;
- de procéder à l'évaluation en continu de la convention territoriale ;
- de mobiliser, en tant que de besoin, les compétences techniques extérieures au territoire.

Le Secrétariat de ce Comité est assuré par l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais. Le secrétariat procède à l'organisation des réunions du Comité territorial.

5.2 : Le Comité des financeurs

Ce Comité est composé à parité de représentants de l'Etat, de la Région et du Conseil Général de la Haute-Garonne.

Le Comité des financeurs peut convenir d'associer, en tant que de besoin, d'autres partenaires et d'auditionner toute personnalité qualifiée.

Le secrétariat du Comité est assuré par les services du Conseil Général de la Haute-Garonne en liaison avec ceux de l'Etat et de la Région.

Il est chargé de coordonner et de stabiliser les propositions des plans de financement des programmes opérationnels annuels qui seront ensuite soumis à l'examen des instances décisionnelles de chacun des signataires de la présente convention. Les relevés de décisions seront transmis dans les deux mois au plus suivant la réunion du comité.

Ce Comité peut examiner des projets d'envergure « exceptionnelle » n'émanant pas des territoires éligibles au titre de la présente convention.

5.3 : Mesures communes relatives à l'élaboration des programmes opérationnels annuels

Les programmes opérationnels annuels pourront faire l'objet d'une programmation scindée en deux phases et donneront lieu en fin d'année à l'établissement d'un bilan physico-financier de sa réalisation. Celui-ci sera présenté à l'appui du projet de programme opérationnel de l'année suivante.

L'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais adressera simultanément ses propositions de Programme Opérationnel annuel et les dossiers finalisés des projets correspondants, à l'Etat, à la Région et au Conseil Général, au moins 6 semaines avant la tenue du Comité Territorial de Concertation et de Pilotage sur la base d'un support administratif commun défini conjointement par les signataires de la présente Convention.

Les dossiers transmis aux partenaires financiers devront comprendre au minimum les pièces suivantes :

- ❑ Une lettre de demande du maître d'ouvrage,
- ❑ Une note descriptive d'opportunité du projet (et, le cas échéant, les études préalables),
- ❑ Un échéancier de réalisation des travaux (phasage pluriannuel s'il y a lieu),
- ❑ Les plans,
- ❑ Les éléments d'appréciation sur la viabilité économique du projet ainsi que la présentation détaillée de son mode de gestion, d'exploitation,
 - ❑ Un estimatif détaillé des dépenses,
 - ❑ Un plan de financement prévisionnel,
 - ❑ Une attestation de l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais justifiant l'intérêt du projet au regard de la stratégie de Développement du territoire.

La composition définitive des dossiers devra correspondre aux procédures propres à chaque partenaire co-financeur.

Article 6 :

Les Décisions et les notifications

Les décisions sont prises :

- pour ce qui concerne les aides de l'Etat par le Préfet de Région, selon les procédures propres à la LOLF et aux réglementations afférentes aux crédits d'Etat tels que présentés à l'article 4 ;
- pour ce qui concerne les aides du Conseil Régional, par ses Instances Délibérantes et notifiées par son Président ;
- pour ce qui concerne les aides du Conseil Général, par ses Instances Délibérantes et notifiées par son Président.

Article 7 :

Suivi et Evaluation

Conformément aux articles 35, 36, 37 et 38 du Contrat de projets et à la convention de suivi et d'évaluation du CPER, le suivi financier du volet territorial sera présenté sous forme de rapport d'exécution au comité de suivi et d'évaluation du Contrat de projets lors de sa réunion annuelle sur l'exécution du CPER. Ce suivi doit s'inscrire dans les dispositifs respectifs prévus par l'Etat (Présage) et le Conseil Régional, sur la base des délibérations et des rapports de présentations des opérations financées par le Conseil Régional qui seront transmis à l'Etat.

Une évaluation à mi-parcours en 2009 et une évaluation finale en 2013 de la procédure contractuelle seront réalisées. Ces évaluations porteront sur l'efficacité de la démarche contractuelle en faveur du développement durable et équilibré des territoires par l'encouragement des démarches de projet et le soutien des initiatives locales.

Ces évaluations seront conduites à l'échelle de chaque Pays notamment sur la base des bilans physico-financiers établis par l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais dans le cadre de ses programmes opérationnels.

Article 8 :

Modalités de publicité et d'information

Mention sera faite par l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais de la référence au Contrat de Projets sur toute opération tant intellectuelle que matérielle conduite à ce titre.

En particulier, les logotypes de l'Etat, de la Région, du Conseil Général de la Haute-Garonne et de l'Union Européenne, conformes à leurs chartes graphiques et de dimensions égales doivent figurer sur tous les documents, matériels ou réalisations qu'ils financent dans le cadre de la présente convention

Article 9 : **Les Fonds Européens**

Les moyens financiers inscrits dans la présente Convention Territoriale de Pays ou de PNR, peuvent être mobilisés, en tant que de besoins, comme contreparties nationales aux financements européens. Dans ce cas, les projets retenus comme contreparties (y compris ceux qui ne bénéficient pas de crédits européens) doivent être présentés au Comité Régional de Programmation concerné.

Toutes les obligations prévues par la mise en œuvre des programmes européens s'appliquent (saisie dans PRESAGE, éligibilité des dépenses et des bénéficiaires, respect des politiques communautaires, comptabilité séparée ou d'un équivalent suffisant permettant l'enregistrement des transactions relatives aux projets co-financés, mesures de publicité, contrôles, etc...).

Article 10 : **Durée, avenant et résiliation**

La présente convention est conclue pour la durée du Contrat de projets Etat-Région 2007-2013. Elle expire au terme de celui-ci. Un bilan intermédiaire sera effectué fin 2009. A l'issue de ce bilan, d'éventuels avenants à la présente convention pourront être proposés par l'une ou l'autre des parties, notamment dans le cadre d'une révision du Contrat de projets ou suite à une évaluation intermédiaire de ces procédures.

Fait à , le

Pour l'Etat
Le Préfet de Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne

Dominique BUR

Pour le **Conseil Régional**
Midi-Pyrénées
Le Président,

Pour le **Conseil Général**
de la Haute-Garonne
Le Président,

Martin MALVY

Pierre IZARD

Pour le **Territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais**
Le Président
de l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais

Didier CUJIVES

Annexes

Sommaire

ANNEXES	19
SOMMAIRE.....	20
ANNEXE 1 : PRESENTATION DETAILLEE DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DU PAYS	22
1 - PRESENTATION DU TERRITOIRE ET ELEMENTS DE DIAGNOSTIC.....	23
FICHE D'IDENTITE DU PAYS GIROU TARN FRONTONNAIS	23
POSITIONNEMENT DU TERRITOIRE	24
ORGANISATION DU PAYS GIROU TARN FRONTONNAIS	29
2 - BILAN DU CONTRAT DE PAYS ENGAGE SUR LA PERIODE 2000-2006	32
DE LA CONSTITUTION DU PAYS A LA CONVENTION TERRITORIALE 2008-2013	32
BILAN GLOBAL DU CONTRAT 2000-2006.....	32
AGIR POUR UNE STRATEGIE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	32
BILAN QUANTITATIF : ANALYSE DES PROJETS FINANCES	36
BILAN GLOBAL (2005-2007).....	36
BILAN ANNÉE 1 (2005).....	38
BILAN ANNÉE 2 (2006).....	39
BILAN ANNÉE 3 (2007).....	40
RAPPEL DES SCHEMAS TERRITORIAUX ET ETUDES ENGAGES.....	41
3 - STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE (2008-2013).....	45
AXE 1 : ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE POUR RAPPROCHER EMPLOIS ET HABITANTS	46
ELEMENTS DE DIAGNOSTIC	46
STRATEGIE	48
AXE 2 : MAITRISER LE DEVELOPPEMENT URBAIN EN REpondANT AUX DIFFERENTS BESOINS DE LA POPULATION.....	51
ELEMENTS DE DIAGNOSTIC	51
STRATEGIE	52
AXE 3: AMELIORER L'ACCESSIBILITE TOUT EN PRESERVANT L'ENVIRONNEMENT	56
ELEMENTS DE DIAGNOSTIC	56
STRATEGIE	58
AXE 4 : DEVELOPPER LES ACTIVITES TOURISTIQUES ET CULTURELLES	59
ELEMENTS DE DIAGNOSTIC	59
STRATEGIE	60
4 - ARTICULATION DU PROJET DE TERRITOIRE AVEC LES AUTRES DYNAMIQUES TERRITORIALES	62
LE SCOT NORD TOULOUSAIN	62
LE PAYS MONTALBANAIS.....	62
LE PAYS DE COCAGNE ET LE SCOT VAURAI	63
LE SCOT DE LA GRANDE AGGLOMERATION TOULOUSAINE	63
ANNEXE 2 : FICHES MESURES	65
FICHES MESURE RELATIVES A L'AXE 1 :	66
FICHE MESURE N°1	67
FICHE MESURE N°2	69
FICHE MESURE N°3	70
FICHE MESURE N°4	72
FICHES MESURE RELATIVES A L'AXE 2 :	73

FICHE MESURE N°5	74
FICHE MESURE N°6	75
FICHE MESURE N°7	77
FICHE MESURE N°8	78
FICHE MESURE N°9	80
FICHES MESURE RELATIVES A L'AXE 3 :	82
FICHE MESURE N°10	83
FICHE MESURE N°11	84
FICHES MESURE RELATIVES A L'AXE 4 :	86
FICHE MESURE N°12	87
FICHE MESURE N°13	88
FICHES MESURE TRANSVERSALES :	90
FICHE MESURE N°14	91
FICHE MESURE N°15	92
FICHE MESURE N°16	94
ANNEXE 3 : PRESENTATION DES DISPOSITIFS D'INTERVENTION DE L'ETAT, DE LA REGION ET DU DEPARTEMENT.....	95
ANNEXE 4 : SUPPORT ADMINISTRATIF COMMUN POUR LA PRESENTATION DES PROGRAMMES OPERATIONNELS	103
INDEX DES ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES ET ILLUSTRATIONS.....	105

Annexe 1 : Présentation détaillée de la stratégie de développement du Pays

1 - Présentation du territoire et éléments de diagnostic

Fiche d'identité du Pays Girou Tarn Frontonnais

	Pays du Girou Tarn Frontonnais
Structure porteuse	Association du Pays Girou Tarn Frontonnais créé le 12 novembre 2004
Population	54 000 habitants en 1999 – 69 000 habitants en 2008
39 communes	5 cantons et 3 Communautés de communes (15 communes isolées) Périmètre fixé par arrêté préfectoral le 15 novembre 2005
Evolution démographique-1999-2008	+ 27 % (moyenne départementale + 8,5 %)
Superficie	489 km ²
Densité	70 hab. /km ² (moyenne départementale 180 hab./km ²)
Salariés-2006	9 320 salariés – Evolution 1996-2006 : 68 %
Nombre de logements-2006	26 605
Nombre d'établissements-2007	4 212
Part des établissements par secteurs-2007	17 % dans l'Agriculture ; 6 % dans l'Industrie; 18 % dans la construction, 16 % dans le Commerce ; 42 % dans les Services
Nombre de zones d'activités-2008	22 zones d'activités

Sources : INSEE, Coface-ORT, UNEDIC

Positionnement du territoire

Un territoire périurbain au nord de l'aire urbaine toulousaine ...

Depuis 1996, l'INSEE a classé les grandes agglomérations françaises en « aires urbaines ». Elles sont composées d'un « pôle urbain » et d'une « couronne périurbaine » dont au moins 40% des actifs travaillent dans le pôle urbain.

En 1999, l'**aire urbaine de Toulouse** regroupe 342 communes, 964 800 habitants et 400 000 emplois. Elle compte 3 Communautés d'Agglomération : le Grand Toulouse (25 communes et 582 292 habitants), le Muretain (14 communes et 58 743 habitants), et le SICOVAL (36 communes et 57 832 habitants) (Source : INSEE, RGP 1999). La croissance de l'aire urbaine est alimentée essentiellement par des migrants originaires de l'extérieur de la région Midi-Pyrénées venant s'installer près des pôles industriels concentrés dans l'agglomération.

Le **pôle urbain** concentre 761 000 habitants et 361 000 emplois sur 71 communes, soit 1 emploi pour 2 habitants en 1999. La **couronne périurbaine** accueille 200 000 habitants et seulement 40 000 emplois répartis dans 271 communes, soit 1 emploi pour 5 habitants. Elle dépasse les limites du département de la Haute-Garonne pour inclure des communes de l'Ariège, du Gers, du Tarn et du Tarn et Garonne.

Le **Pays Girou Tarn Frontonnais** est un territoire périurbain composé de 39 communes situées au nord de l'aire urbaine toulousaine, entre Toulouse et Montauban. Territoire à forte vocation résidentielle, le Pays se trouve dans une dynamique de croissance démographique semblable à celle de l'ensemble de la périphérie toulousaine. Les nouveaux habitants sont souvent d'origine urbaine, ils ont des attentes fortes en matière d'équipements et de services.

De la vallée de la Garonne au nord jusqu'aux confins du Lauragais au sud-est, ce territoire est formé d'une succession de terrasses caillouteuses qui se déclinent du Tarn à la Garonne. Au sud, il est traversé par le Girou.

Son riche terroir permet la culture des vins de Villaudric et de Fronton certifiés Appellation d'Origine Contrôlée depuis 1975.

...fortement dépendant de Toulouse

En terme d'emploi

Le Pays Girou Tarn Frontonnais regroupe d'un nombre d'emplois relativement faible par rapport à la population active accueillie. En effet, l'activité économique n'est pas assez forte pour atténuer le déséquilibre habitat/emploi : 70% des actifs qui vivent sur le territoire travaillent dans le pôle urbain toulousain (1999).

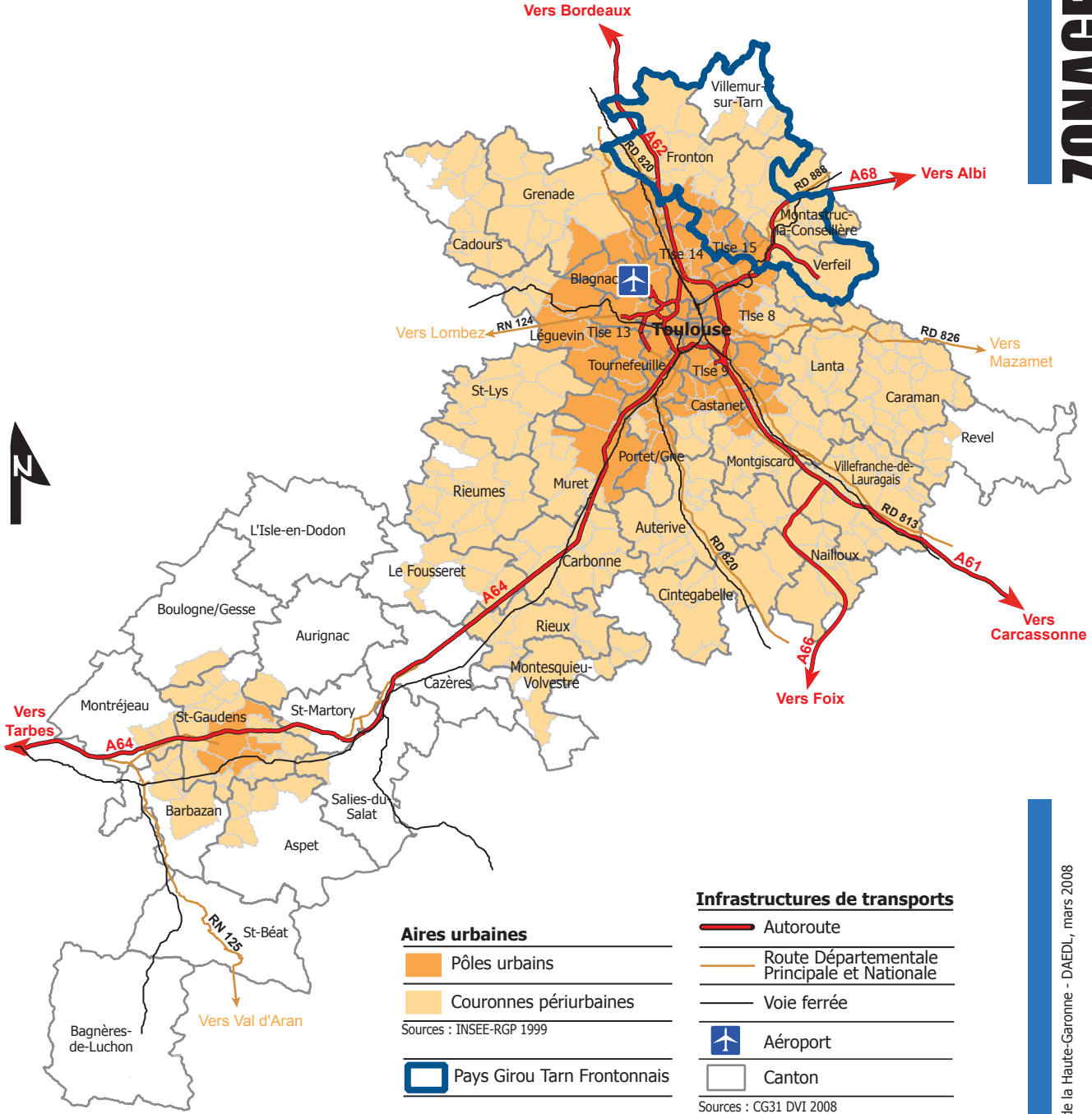
En terme de transports

L'organisation des axes routiers et des transports publics structurés en étoile à partir de Toulouse reflète la dépendance à la métropole. Le réseau des transports publics (voies ferrées et lignes de bus) converge vers Toulouse. On dénombre quatre gares (Saint-Jory, Castelnau d'Estretfonds, Gragnague et Montastruc) desservies par deux lignes Toulouse - Montauban et Toulouse - Albi, ce dernier axe étant cadencé depuis décembre 2006. La gare de Saint-Sulpice, bien que n'étant pas sur le territoire du Pays, est également utilisée par les habitants du secteur. La desserte ferroviaire est complétée par un réseau de bus et des navettes de rabattement. Toutefois, les temps de parcours sont assez longs et les usagers préfèrent le plus souvent utiliser leur véhicule personnel. En effet, le Pays Girou Tarn Frontonnais est traversé par deux voies de communication majeures : l'A68 (Toulouse/Albi) et l'A62 (Toulouse/Bordeaux). On dénombre deux échangeurs : Gragnague (A68) et Castelnau d'Estretfonds (A62). Dans la vallée du Tarn, La RD630 qui relie Villemur à Bessières constitue l'axe majeur du nord du territoire.

Le réseau des transports publics (voies ferrées et lignes de bus) converge vers Toulouse. On dénombre quatre gares : Saint-Jory, Castelnau d'Estretefonds, Montastruc et Gragnague. La gare de Saint-Sulpice (Tarn) achemine également des habitants du territoire vers Toulouse. Ces gares complètent le réseau des bus grâce à des navettes de rabattement. Cependant, les temps de déplacement sont assez longs et les usagers préfèrent le plus souvent utiliser leur véhicule personnel.

Positionnement du Pays Girou Tarn Frontonnais

ZONAGE



Une organisation territoriale complexe

Sur l'ensemble des communes qui forment le Pays Girou Tarn Frontonnais, 24 sont regroupées en intercommunalités :

- ❑ Communauté de communes des Coteaux de Bellevue : 5 communes
- ❑ Communauté de communes des Coteaux du Girou : 12 communes
- ❑ Communauté de communes du canton de Villemur : 7 communes

Ne font pas partie d'un EPCI à fiscalité propre:

- ❑ Canton de Fronton : 12 communes
- ❑ Commune de Bessières
- ❑ Commune de Bonrepos-Riquet
- ❑ Commune de Saint-Jean-Lherm

Au total, plus de 60% des communes appartiennent à une structure intercommunale.

EPCI* à fiscalité propre dans le Pays Girou Tarn Frontonnais



Organisation du Pays Girou Tarn Frontonnais

Organisation fonctionnelle de la structure porteuse de la Convention Territoriale

Présentation de la structure porteuse

L'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais (APGTF), créée le 12 novembre 2004, est la structure porteuse du Pays Girou Tarn Frontonnais. Elle a pour but d'assurer le développement et la maîtrise d'ouvrage du Pays Girou Tarn Frontonnais. Elle doit engager l'ensemble des démarches techniques et administratives pour la mise en œuvre du contrat de Pays. L'APGTF a notamment pour missions :

- de favoriser la mobilisation de tous les acteurs concernés,
- d'assurer l'animation et la sensibilisation des différents acteurs par le projet de développement global et durable du Pays Girou Tarn Frontonnais,
- de soutenir et promouvoir les initiatives émergeant du territoire qui seront en cohérence avec le projet de développement territorial et le contrat de Pays,
- de prendre en charge la coordination de la procédure de mise en œuvre du contrat de Pays en liaison avec l'État, le Conseil Régional de Midi-Pyrénées et le Conseil Général de la Haute-Garonne.

L'APGTF se compose des membres adhérents suivants :

- Les communautés de communes du territoire (CC des Coteaux du Girou, CC du Canton de Villemur, CC des Coteaux de Bellevue)
- Les communes du territoire ayant conservé la compétence aménagement du territoire (hors communauté de commune)
- Les conseillers généraux des cantons du territoire
- Les conseillers régionaux et les parlementaires résidant sur le territoire
- Le président du Conseil de Développement
- Les membres de droit : le président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées et le président du Conseil Général de la Haute-Garonne

Administration et fonctionnement

❑ Le conseil d'administration

Le conseil d'administration est l'organe délibérant de l'APGTF. Il est composé des communautés de communes, des communes non regroupées en intercommunalité, du président du Conseil de Développement et des présidents du Conseil Régional et du Conseil Général.

❑ Le bureau

Il est élu par le conseil d'administration et comprend un président, six vice-présidents, un secrétaire, un trésorier et trois membres. Le bureau est chargé de suivre régulièrement l'état d'avancement des programmes.

Le président est chargé de mettre en œuvre les décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration et d'assurer le bon fonctionnement de l'association. Il est assisté par les vice-présidents et les membres du bureau.

❑ Le Conseil de Développement

Le Conseil de Développement est une structure très souple qui a un rôle d'aide à la décision, une mission de conseil et de concertation et qui assure la transversalité avec les groupes de travail. Il doit se réunir au moins une fois par an.

Le Conseil de Développement du Pays Girou Tarn Frontonnais est composé de 57 membres environ répartis dans quatre collèges :

- Collège des élus : présidents des intercommunalités, représentants des communes isolées, un représentant du Conseil Général et un représentant du Conseil Régional (15 personnes).
- Collège des personnes ressources : rapporteurs des groupes de travail, représentants des commissions et personnes référentes (15 personnes).

- Collège des représentants de la vie économique : Chambres consulaires (chambre d'agriculture, chambre de métiers, chambre de commerce et d'industrie), organisations professionnelles (maison du vin de Fronton, UNAPL, UPA), organisations syndicales (CFDT, CGC, JA), organismes de formation (AFPA, GRETA, Vidéo 3/4) (12 personnes).
- Collège des représentants de la vie associative (pôle social, pôle sportif, pôle culturel, pôle scolaire/périscolaire, pôle environnement/cadre de vie (15 personnes).

Le Conseil de Développement est associé à toutes les étapes du Pays. Ainsi, il a participé à la rédaction de Charte de Développement du Pays. Il peut être consulté sur toute question relative à l'aménagement et au développement du territoire. Il doit être associé à l'élaboration du programme d'actions, informé lors de la négociation du Contrat de Pays. Il peut participer au dispositif de suivi du projet de développement du territoire. Enfin, le Conseil de Développement est associé à l'évaluation de la portée des actions engagées pour la mise en œuvre du projet de développement du Pays.

Suivi des études et réflexions territoriales :

Des commissions composées de membres du Conseil de Développement (élus, socioprofessionnels et représentants institutionnels) sont constituées pour participer aux différentes réflexions menées dans le cadre du Pays (études, schémas...).

Les dispositifs de pilotage, de concertation et de programmation sont les suivants :

▪ Le Comité Territorial de Concertation et de Pilotage

Ce Comité associe l'Etat, le Conseil Régional, le Conseil Général, l'instance porteuse de la convention territoriale, ainsi qu'un représentant du Conseil de Développement.

Le Comité territorial a pour rôle :

- de favoriser la concertation entre les différents partenaires institutionnels concernés ;
- de proposer et de préparer le contenu de chacune des étapes de mise en œuvre de la convention territoriale qui lui est soumise ;
- de suivre l'état d'avancement des programmes opérationnels annuels et de veiller à la cohérence des réflexions préparatoires à leur élaboration ;
- d'identifier, de proposer et de sélectionner les projets présentés aux co-financeurs dans le cadre du programme opérationnel annuel ;
- de procéder à l'évaluation en continu de la convention territoriale ;
- de mobiliser, en tant que de besoin, les compétences techniques extérieures au territoire.

Le Secrétariat de ce Comité est assuré par l'instance porteuse de la convention territoriale.

Le secrétariat procède à l'organisation des réunions du Comité Territorial.

▪ Le Comité des financeurs

Ce Comité est composé à parité de représentants de l'Etat, de la Région et du Conseil Général, signataires de la présente convention.

Le Comité des financeurs peut convenir d'associer en tant que de besoin d'autres partenaires et d'auditionner toute personnalité qualifiée.

Le secrétariat du Comité est assuré par les services du Conseil Général en liaison avec ceux de l'Etat et de la Région.

Il est chargé de coordonner et de stabiliser les propositions des plans de financement des programmes opérationnels annuels qui seront ensuite soumis à l'examen des instances décisionnelles de chacun des signataires de la présente convention.

Ce Comité peut examiner des projets d'envergure « exceptionnelle » n'émanant pas des territoires éligibles au titre de la présente convention.

Appui Technique du Conseil Général

Grâce à un protocole d'accord signé en 2000 puis en 2004, le Conseil Général de la Haute-Garonne apporte un appui technique au Pays Girou Tarn Frontonnais depuis son élaboration. Dans ce cadre, il a accompagné l'APGTF pour la rédaction de la Charte de développement et du premier Contrat de Pays (2003). Il a également été sollicité pour réaliser un diagnostic économique (2005) et l'étude prospective des équipements et services à la population (2007).

2 - Bilan du Contrat de Pays engagé sur la période 2000- 2006

De la constitution du Pays à la convention territoriale 2008-2013

Validée par le Comité de Pilotage (novembre 2003), la Charte de développement du Pays (document fondateur du projet de développement) a fixé les orientations du territoire pour les dix prochaines années. Ces orientations sont déclinées en 4 axes :

- ❑ Axe 1 : Assurer un développement économique en préservant les ressources du territoire
 - ❑ Maintenir une agriculture de qualité
 - ❑ Développer le tissu artisanal et commercial
 - ❑ Favoriser l'implantation d'entreprises
- ❑ Axe 2 : Maîtriser le développement démographique
 - ❑ Assurer un développement raisonnable sans perte d'identité des territoires
 - ❑ Satisfaire les nouveaux besoins en matière de services
- ❑ Axe 3 : Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement
 - ❑ Préserver l'environnement
 - ❑ Améliorer la desserte du territoire
- ❑ Axe 4 : Développer les activités de tourisme, culturelles et sportives pour une image forte du Pays
 - ❑ Inciter le développement touristique
 - ❑ Développer les activités culturelles et de loisirs
 - ❑ Valoriser les activités sportives et de loisirs

Traduction opérationnelle de la Charte de Développement, le contrat de Pays a été signé le 28 juin 2005. La stratégie de développement du territoire pour la période 2000-2006 déclinait les quatre axes et les dix mesures de la Charte de Développement en 24 sous-mesures opérationnelles.

Bilan global du contrat 2000-2006

Agir pour une stratégie territoriale de développement durable

Le Pays Girou Tarn Frontonnais s'est fondé sur une démarche de développement territorial entreprise depuis de nombreuses années sur le secteur Nord Est du département de la Haute Garonne. Il s'est structuré et a trouvé sa cohésion autour des problématiques rencontrées par ces territoires périurbains d'accueil de populations. Sa capacité à mutualiser et capitaliser ses expériences, à organiser une cohérence de développement territorial a permis de mettre en œuvre une véritable stratégie de développement territorial.

La stratégie générale du Pays Girou Tarn Frontonnais se décline pour chacun des bassins de vie qui le composent.

▪ **Les groupes de travail : éléments de base de la gouvernance locale**

Des groupes de travail correspondant aux axes de la Charte de Pays puis du Contrat ont été mis en place. Ces groupes ont été moteur dans l'appropriation de la démarche Pays par tout le territoire, en permettant aux membres de la société civile, aux élus, techniciens, personnes ressources de participer à la réflexion puis à l'élaboration de la Charte et du Contrat. Ils sont des lieux de confrontation des différentes stratégies d'acteurs mais aussi des espaces de négociation et d'arbitrage qui préparent les décisions du Bureau de l'Association.

Le CBE du NET anime et soutient techniquement les groupes de travail qui sont à la source de l'émergence de projets, de réflexions ou d'études. Ils ont permis également une implication pérenne des structures institutionnelles et des partenaires économiques et sociaux (Services de l'Etat, Région, Département, chambres consulaires...).

▪ **Un pays périurbain : de la difficulté d'exister**

La mise en place du Pays s'est accompagnée, pour les acteurs locaux, d'une forte attente pour parvenir à trouver une cohérence territoriale. En effet, le Pays compte quinze communes isolées sur les trente neuf qui le composent. Un premier travail de fond a été effectué pour dépasser ces représentations territoriales afin que chacun conserve sa propre identité tout en s'intégrant au sein du Pays. Chaque collectivité a pu mutualiser son expérience et ses attentes lors des expertises et études menées.

Le projet de territoire, contenu dans la Charte de Pays a été la pierre angulaire de toute la démarche : il a été traduit dans le premier Contrat de Pays et a permis de réaliser, en fonction des priorités définies, des schémas territoriaux du Pays, et donc des réalisations menées ou à venir.

▪ **La méthodologie de travail : faire émerger les projets correspondants aux choix de développement**

La méthodologie appliquée demande une gestion et une organisation rigoureuse et partenariale.

Les élus du Pays, en Bureau, ont mis en place une procédure d'émergence de projets :

- appel à projets auprès des territoires chaque année,
- examen des projets (collectivités, personnes privées) qui doivent répondre aux impératifs de la Charte, des Schémas Territoriaux, être soutenus par des intercommunalités,
- validation ou soutien du Conseil de Développement,
- examen par la commission thématique auquel le projet se rattache
- validation de la pré maquette par le Bureau du Pays.

▪ **Les avancées du projet de Pays**

La Charte de Pays a guidé l'ensemble des travaux de réflexion. Dans ce cadre, le Bureau de l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais a mis en place la méthodologie suivante : les études et schémas sont réalisés en deux étapes : un état des lieux (atouts, manques), des préconisations. Ce processus associe tous les partenaires. Les travaux sont présentés et débattus au sein des bassins de vie. Le Bureau de l'APGTF valide les différentes étapes.

1. Maîtriser le développement démographique

Assurer un développement raisonnable sans perte d'identité des territoires :

Expertise Foncier Habitat

La hausse démographique que connaît le Pays Girou Tarn Frontonnais a induit de nouveaux besoins en matière d'équipements et services. Ainsi, les collectivités sont confrontées quotidiennement aux attentes et besoins de leurs concitoyens.

La première étape, l'état des lieux et le rapport entre l'accueil et la maîtrise du foncier a été présentée et validée par l'APGTF et les membres du Conseil de Développement en mai 2006, pour permettre à chacun de s'approprier cette étude et ses conclusions.

La deuxième partie de l'expertise Foncier Habitat s'est déroulée courant premier semestre 2007 par la tenue d'ateliers territoriaux. Ils ont été menés par secteurs géographiques, représentant les quatre bassins de vie, déclinant les opportunités et les risques courus par le territoire ainsi que les scénarii prospectifs de développement. Cette étude prospective a été transmise au Syndicat Mixte du SCOT Nord Toulousain et au SMEAT pour le SCOT de la Grande Agglomération Toulousaine qui pourront l'exploiter lors de la rédaction du PADD.

Satisfaire les nouveaux besoins en matière de services :

Expertise Equipements et Services A la Population tout au long de la Vie (SAPV)

Une étude prospective a été engagée en mars 2006 pour établir un schéma de développement et de maillage du pays des structures d'accueil du public tout au long de la vie, afin de mieux répondre à la demande et d'organiser la planification de ces équipements au cours des dix prochaines années. L'état des lieux s'est enrichi des contributions d'actions ; chacun des quatre bassins de vie a décliné localement son diagnostic pour rédiger les besoins futurs de leur territoire.

Au vu des besoins exprimés lors de la réunion de synthèse, il a été décidé de réaliser un Schéma territorial du Pays sans localisation des équipements et ou infrastructures. Il laisse aux municipalités et générations futures un éventail de choix pour répondre à leurs besoins et actions.

2. Soutenir et conforter un développement économique de qualité.

L'expertise économique

Le Pays s'est engagé dans la réalisation d'un Schéma Territorial des Infrastructures Economiques (STIE) qui a été validé en 2006 : il a permis de bien poser la problématique de ce Pays périurbain, et de mettre en évidence ses atouts et faiblesses. Il a amené au positionnement des zones susceptibles d'accueillir une zone d'activité de niveau 2 sur le Pays. Cette zone, pour l'instant n'en est qu'au stade de la réflexion, même si le secteur le plus approprié semble se trouver dans la vallée du Tarn. Un consensus a été trouvé entre la communauté de communes du canton de Villemur qui portera le projet de pépinières d'entreprises et la commune de Bessières qui développera l'accueil avec un hôtel d'entreprises. Il représente une base de réflexions et de programmations efficace afin d'élaborer un projet en concordance avec les attentes et les besoins des acteurs économiques du territoire.

Des projets sont portés par les Communautés de communes et les communes isolées pour la création de zones d'activités artisanales et commerciales à vocation locale ou de proximité : on assiste au développement de l'économie résidentielle sur notre territoire.

L'Economie Solidaire

En parallèle, l'APGTF a mis en œuvre une expertise de l'économie sociale et solidaire sur son territoire : il s'agit de réaliser un état des lieux et de définir ce concept. L'état des lieux et le Schéma Territorial des Equipements et Services à la Population ont enrichi la méthodologie et nourrit les conclusions de cette expertise sur l'Economie Sociale et Solidaire.

3. Préserver les ressources naturelles, la qualité des paysages et des cadres de vie.

Le Pays Girou Tarn Frontonnais bénéficie d'une excellente image en terme d'environnement et de préservation d'espaces naturels. Pourtant l'accroissement de sa population a développé la péri urbanisation et remet en question l'équilibre de son environnement. Une première réflexion a été menée avec le CAUE sur la banalisation des espaces périurbains, et devrait continuer par la mise en œuvre d'une Charte architecturale et paysagère pour préserver cette identité environnementale.

4. Développer les activités culturelles et de loisirs

Le Schéma Culturel Territorial :

L'activité culturelle sur le Pays est intense : de nombreux festivals s'y déroulent, de nombreux artistes animent le territoire par des actions ponctuelles ou isolées géographiquement. La culture populaire est omniprésente dans tous les villages. L'identité culturelle du Pays est au cœur même de la dynamique territoriale.

Un cahier des charges a été réalisé avec le Conseil de Développement pour définir la stratégie de développement culturel par le territoire et ses acteurs, sans pour autant dénaturer ce qui s'y passe, mais en renforçant et en communiquant sur l'existant, tout en laissant la possibilité de créer ou développer d'autres actions.

Le 21 juin 2007, la restitution de la première étape, l'état des lieux, la vision globale des actions et des porteurs de projets a été effectuée devant le Bureau de l'APGTF et les partenaires de cette expertise.

Le Schéma Culturel qui comprend 24 propositions d'actions a été présenté au territoire en janvier 2008. Il est actuellement en cours de validation auprès des services de Région Midi-Pyrénées. La signature d'une convention entre le territoire et la Région Midi-Pyrénées permettra la mise en œuvre de la politique culturelle du Pays.

Inciter le développement touristique

Ce territoire a développé de manière spontanée l'accueil du tourisme et du loisir de journée sans qu'il y ait une réelle plus value économique qui l'accompagne : le but est bien de structurer ce secteur d'activités, de le valoriser pour en retirer des bénéfices en terme d'activité et de notoriété.

Un partenariat a été établi avec le Comité Départemental du Tourisme qui suit l'ensemble de la démarche de Pays et plus particulièrement les projets touristiques (Maison des Vins et du Tourisme de Fronton, Domaine de Bonrepos-Riquet).

▪ Les actions structurantes : Economie et Bien Etre

Gastronomie et Vin

Le Château Capdeville, dont l'achat par la commune de Fronton avait été financé par le Conseil Général de la Haute-Garonne, accueillera La Maison des Vins et du Tourisme de Fronton, associant le Syndicat des Vins de l'AOC Fronton, l'Office du Tourisme ainsi que des services publics et associatifs liés à la viticulture et à son patrimoine qui auront le rôle de vitrine de la notoriété du Pays. Le Syndicat des Vins a apporté sa participation pour la réalisation de ce projet et participera au fonctionnement de la future structure.

L'Etat a labellisé cette Maison des Vins et du Tourisme de Fronton dans l'appel à projet « Pôle d'Excellence rurale »

Le Grand Projet de Pays, labellisé par la Région, « Maison des Vins et du Tourisme de Fronton » pourrait être le levier pour :

- ✗ développer l'activité touristique et de loisir du Pays en s'appuyant sur la notoriété déjà acquise de l'AOC Fronton,
- ✗ ouvrir dans un même lieu (Château Capdeville) un office de tourisme recensant toutes les activités et richesses à découvrir, une maison des vins de l'AOC et des produits du Pays, en lien avec les autres offices du Pays,
- ✗ avoir une vitrine de notoriété, un lieu d'accueil et de réception digne de la seule AOC viticole de la Haute-Garonne, qui soit un lien vers d'autres itinéraires dans le Pays, le Département et la Région Midi Pyrénées.

La Maison des vins et du Tourisme permet de marquer l'entrée du Nord du Pays par un site d'accueil et d'informations de qualité et un produit d'appel reconnu, le Fronton, et, la Route des Vins, permet une première approche de ce territoire.

... Eau et loisirs verts

L'achat du château de Pierre-Paul Riquet par la commune de Bonrepos-Riquet avec la participation financière de la Région et du Département a été acté le 28 décembre 2007. Sa restauration ainsi que le projet d'animation culturelle et de loisir sont en cours de réflexion : l'objectif est ambitieux, il devrait porter sur :

✕ **un musée éclaté**, lieu d'expositions permanentes, tourné vers les arts techniques et le génie humain, en articulation avec le « Musée et jardins du Canal du Midi à Saint-Ferréol »,

✕ **la thématique de l'eau**, à travers la rénovation de la maquette technique du Canal du Midi élaborée par Pierre Paul Riquet.

Par ces deux axes, il pourra être ainsi référencé, en partenariat et en complémentarité avec la Maison de l'Ingénieur à Revel comme un lieu de culture et de découverte du génie humain et de loisirs verts.

✕ **Le jardin** dessiné par le Nôtre sera le lien entre le thème de l'eau et le fil conducteur de la démarche Grand Projet de Pays : le développement de l'économie touristique et culturelle par des propositions de loisirs verts, ludiques, environnementaux et culturels.

Il pourrait devenir le pôle du Sud du Pays, mariant la culture, les loisirs et le tourisme vert.

Pour trouver une cohérence entre les différents lieux déjà repérés comme sites d'intérêt touristique patrimonial, environnemental, viticole et gastronomique ou de loisirs verts, d'Activités Physiques et Sportives de Pleine Nature, une réflexion a été engagée avec tous les acteurs du territoire (élus, associations, socioprofessionnels) pour dégager une méthodologie de travail et d'actions .

Communication

En 2004, le Pays GTF a élaboré un logo et une charte graphique pour réaliser des supports de communication : site Internet, journal de Pays...

Cependant, cette politique de communication n'a pu être cohérente et globale tant à l'échelle du Pays que vers l'extérieur. Le Pays doit se doter d'outils de communication performants et ce d'autant plus qu'il développe une politique d'accueil de nouveaux habitants et de promotion touristique de son territoire.

Bilan quantitatif : analyse des projets financés

Bilan global (2005-2007)

Depuis la signature du contrat de Pays, le 28 juin 2005, trois maquettes de programmation ont été réalisées. Au total, les Comités Territoriaux de Pilotage du Pays Girou Tarn Frontonnais ont retenu 44 projets de natures différentes.

Les Comités Départementaux des Politiques Territoriales ont retenu deux projets comme étant structurants :

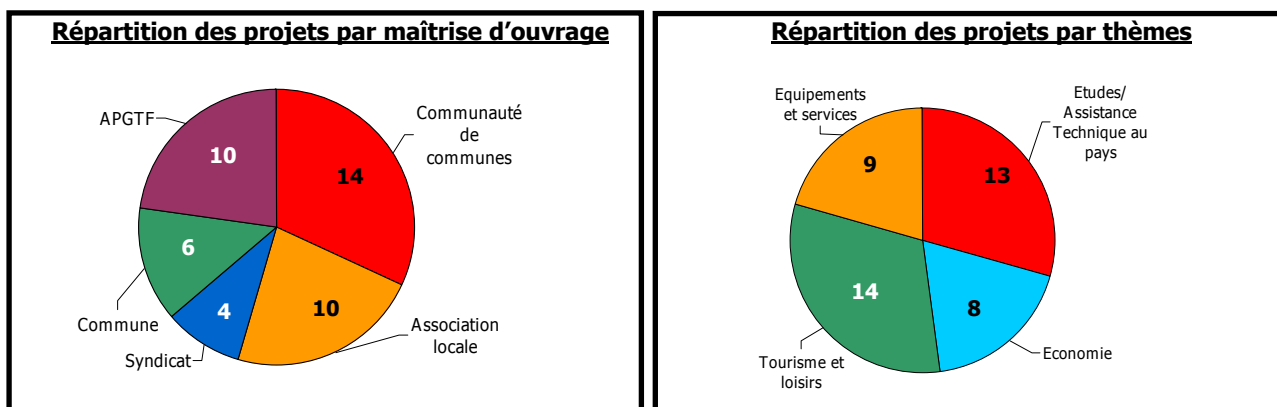
- La Maison des Vins et du Tourisme de Fronton (année 1) : ce projet a été également labellisé Pôle d'Excellence Rurale par l'Etat et Grand Projet de Pays par la Région Midi-Pyrénées.
- L'acquisition du Domaine de Bonrepos-Riquet (année 2)

Ces deux projets ont pu bénéficier de financements publics jusqu'à 80% (les 20% restant étant à la charge du maître d'ouvrage).

Durant ce contrat, cinq études ont été réalisées :

- Diagnostic économique (année 1)
- Schéma Territorial des Infrastructures Economiques (année 1)
- Etude Prospective des Equipements et Services à la Population (année 2)
- Etude Foncier/Habitat (année 2)
- Expertise culturelle (année 2)

Au total, les 44 projets inscrits dans les trois maquettes de programmation représentent un montant total de 22 858 573 €HT.



La répartition des projets par thèmes met en évidence à la fois tout le travail de réflexion réalisé dans ce premier contrat (13 projets composés d'études diverses et d'appui technique à l'APGTF) mais également les enjeux majeurs du territoire : 9 projets d'équipements et services pour répondre à l'axe 2 du contrat, 8 projets économiques pour répondre à l'axe 1 et 14 projets touristiques ou de loisirs pour répondre à l'axe 4.

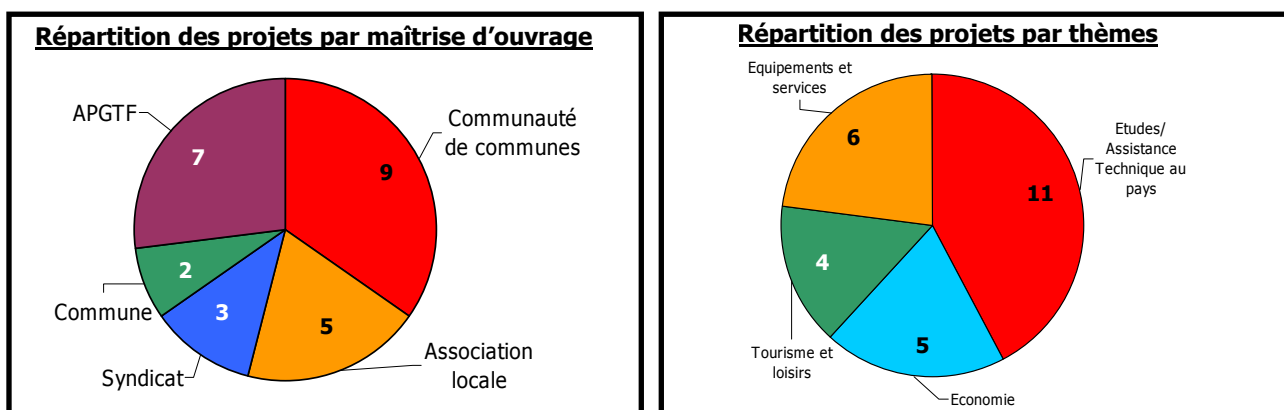
On retiendra donc que ce premier contrat aura permis l'émergence de deux projets d'envergure pour le territoire (Maison des Vins et du Tourisme et Domaine de Bonrepos-Riquet) mais également la mise en place de réflexions répondant aux différents axes de développement du Pays Girou Tarn Frontonnais. Ces réflexions permettront la mise en œuvre d'actions durant la Convention Territoriale 2008-2013.

Bilan année 1 (2005)

La maquette financière du Pays Girou Tarn Frontonnais – Année 1 contient 26 projets de maîtrises d'ouvrages différentes :

- 9 projets portés par une communauté de communes
- 5 projets portés par une association locale
- 3 projets portés par un syndicat (le SIGEP)
- 2 projets portés par des communes
- 7 projets portés par l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais (APGTF)

Le coût de cette première maquette financière atteignait 12 529 111€.



La première maquette du Pays Girou Tarn Frontonnais est celle qui compte le plus grand nombre de projets. Parmi eux, le projet de Maison des vins et du Tourisme de Fronton (structurant pour le Conseil Général de la Haute-Garonne, Pôle d'Excellence Rurale pour l'Etat et Grand Projet de Pays pour la Région Midi-Pyrénées).

La Maison des vins et du Tourisme de Fronton est conçue comme un outil d'accueil et d'exposition ouvert au public pour la présentation du vignoble, des caves, domaines et châteaux... Elle comportera au rez-de-chaussée un laboratoire d'analyses, une salle de dégustation, un point de vente des produits du terroir, un office du tourisme et à l'étage une salle de réunion interne au fonctionnement de la Maison des vins, des bureaux réservés à l'office du tourisme, au syndicat des vins, à la Chambre d'Agriculture et à diverses associations (Culture Art Patrimoine de Fronton, Patrimoine Frontonnais, Saveurs et Senteurs du Frontonnais, Confrérie des Maîtres Vignerons du Frontonnais, Association « FFFP », Fédération des Chais Particuliers). Cette opération sera réalisée dans le château de Capdeville, ancienne maison de maître datant des années 1870, et située à proximité du centre de Fronton (ce château a été acquis en 2002 par la commune de Fronton qui a bénéficié d'un financement à hauteur de 50% du Conseil Général de la Haute-Garonne via le contrat de terroir Fronton/Villemur).

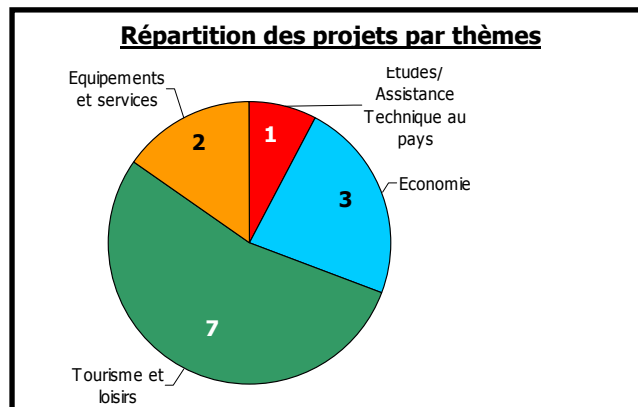
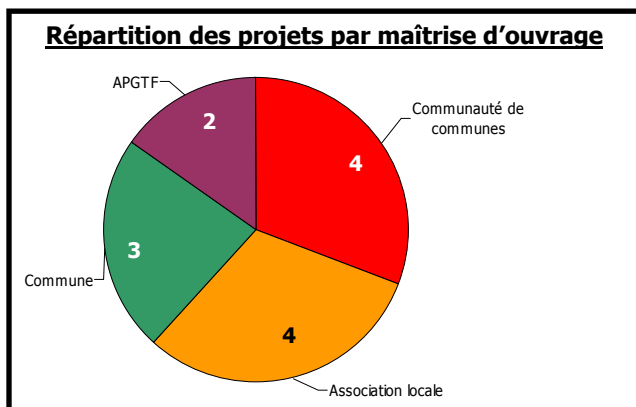
En ce qui concerne les maîtrises d'ouvrage, on note que la majorité des projets inscrits dans cette première maquette ont été portés par des communautés de communes ou un syndicat regroupant plusieurs communes (le SIGEP).

Bilan année 2 (2006)

La maquette financière du Pays Girou Tarn Frontonnais – Année 2 contient 13 projets de maîtrises d'ouvrages différentes :

- 4 projets portés par une communauté de communes
- 3 projets portés par des communes
- 4 projets portés par des associations locales
- 2 projets portés par l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais (APGTF)

Le coût de cette deuxième maquette financière est de 6 993 836€.



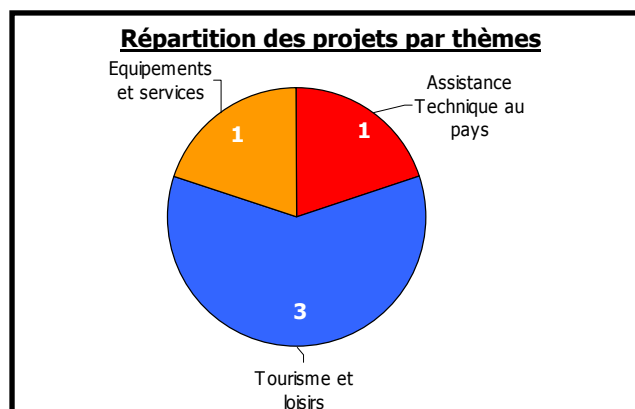
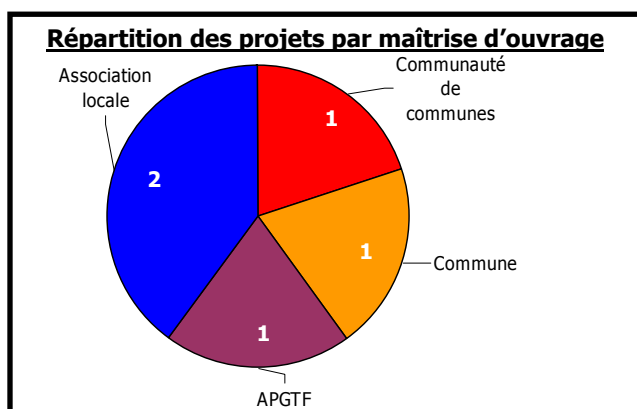
Parmi les projets inscrits dans la maquette de l'année 2 du Pays Girou Tarn Frontonnais, le projet d'Acquisition du Domaine de Bonrepos-Riquet a été considéré comme étant structurant par le Conseil Général de la Haute-Garonne. Le Domaine de Bonrepos-Riquet est classé Monument Historique depuis le 21 janvier dernier.

Bilan année 3 (2007)

La maquette financière du Pays Girou Tarn Frontonnais – Année 3 contient 5 projets de maîtrises d'ouvrages différentes :

- 1 projet porté par une communauté de communes
- 1 projet porté par une commune
- 2 projets portés par des associations locales
- 1 projet porté par l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais (APGTF)

Le coût de cette troisième maquette financière est de 3 325 626€.



Parmi les projets inscrits dans la maquette de l'année 3 du Pays Girou Tarn Frontonnais, on relève une majorité de projets du domaine des tourisms et des loisirs, ce qui confirme bien l'importance de cette vocation pour le territoire.

Rappel des Schémas Territoriaux et études engagés

Suite à la rédaction de la Charte de Pays, le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais a engagé différentes études et schémas afin de préciser sa stratégie et cerner les enjeux et les projets à mettre en œuvre pour le Pays.

Dans le cadre de l'axe 1 du contrat « Assurer un développement économique en préservant les ressources du territoire », un Schéma Territorial des Infrastructures Economiques et une étude sur l'économie sociale et solidaire ont été réalisés.

Schéma Territorial des Infrastructures Economiques

Le STIE du Pays Girou Tarn Frontonnais a été réalisé en deux étapes :

- Dans un premier temps, la réalisation d'un **Diagnostic Economique** (appui technique CG31-DAEDL, 2005) a permis d'analyser le tissu économique local et d'inventorier chaque zone d'activité (des fiches descriptives ont été réalisées). Ce travail a montré que la majorité des zones d'activités du territoire sont de desserte locale et qu'elles ne disposent pas des équipements structurants permettant l'accueil d'entreprises d'envergure capables de générer des créations importantes d'emplois locaux. Deux zones se sont démarquées de par leur emprise et leur niveau d'équipement : la zone de Pechnauquié à Villemur et le Parc Triangle à Bessières.
- Dans un second temps, la réalisation d'un **Schéma Territorial des Infrastructures Economiques du Pays** (CRP Consulting, 2006) a mis en évidence la dispersion de l'offre foncière au niveau communal dans une multitude de petits projets de zones artisanales d'intérêt très localisé. Aucun projet n'a été analysé comme pouvant relever d'un niveau HQE (Haute Qualité Environnementale) pour l'ensemble du Pays. Sur la base de ces constats, le STIE du Pays Girou Tarn Frontonnais préconise la réalisation d'une zone d'activités de niveau 2¹ dans la vallée du Tarn sans exclure d'autres secteurs potentiels. La zone de Pechnauquié à Villemur et le Parc Triangle à Bessières ont été identifiés comme les deux pôles d'animation économique du territoire. Ainsi, la zone de Pechnauquié accueillera une pépinière d'entreprises, tandis que le Parc Triangle abritera un hôtel d'entreprises. Ce schéma a été validé par les élus du territoire en 2006.

Etude sur l'économie sociale et solidaire

Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un appel à projet du Conseil Régional de Midi-Pyrénées sur le champ de l'économie sociale et solidaire. L'APGTF s'est positionnée sur la thématique « rendre visible et rendre lisible l'économie sociale et solidaire ». Il s'agissait tout d'abord de définir ce concept, puis de décrypter ce que les acteurs et habitants du territoire entendent et projettent par cette terminologie, et donc, quelles sont les structures et les actions qu'ils classent comme étant sociales et solidaires.

Cet état des lieux a été présenté lors du Comité de Pilotage qui s'est tenu le 18 décembre 2007. Le travail de recensement, les entretiens individuels ou collectifs et les réunions thématiques ou de suivi du projet ont permis de dégager puis de poser une définition « territoriale » propre au Pays Girou Tarn Frontonnais :

«L'Economie Sociale et Solidaire, c'est la capacité d'acteurs à créer ou produire des produits et services qui génèrent des richesses en se basant sur le triptyque des valeurs « utilité sociale, développement de l'emploi et création d'activités » tout en contribuant au renforcement de la citoyenneté et de la cohésion sociale »

Cette définition propre au Pays permettra de développer, conforter et pérenniser les champs qui ont été reconnus et sériés comme relevant de ce secteur d'activités. La phase suivante, l'expérimentation, découle de l'état des lieux et portera sur la création d'un centre ressources dédié à l'accompagnement des projets et à la communication et l'information sur l'Economie Sociale et Solidaire.

¹ Il s'agit de zones de Pays à vocation régionale proposant des critères de qualité élevés en matière de capacité, d'environnement, de services aux entreprises et d'animation

Dans le cadre de l'axe 2 du contrat « Maîtriser le développement démographique », un Schéma Territorial des Equipements et Services tout au long de la vie a été réalisé ainsi qu'une étude sur le foncier et l'habitat.

Schéma Territorial des Equipements et Services tout au long de la vie

Ce travail s'est articulé autour de deux étapes :

- La première étape a consisté en la réalisation d'une Etude Prospective des Equipements et Services à la Population du Pays Girou Tarn Frontonnais (appui technique CG31-DAEDL, 2007). Ce travail a mis en évidence les enjeux du territoire par rapport aux équipements et services en abordant les thèmes transversaux des transports et du logement social, le champ de l'insertion a également été analysé. Pour chaque type de structure, les besoins actuels et futurs (sur la base de projections démographiques) ont pu être appréhendés. Ainsi, à l'issue de cette étude, quatre axes de développement ont émergé et pour l'ensemble de ces axes, 34 propositions d'actions ont été formulées. Ce travail a été réalisé en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés du territoire.
- La seconde étape a permis la réalisation du Schéma Territorial des Equipements et services tout au long de la vie (APGTF, 2007). A partir des préconisations de l'étude prospective des équipements et services à la population, des groupes de réflexion à l'échelle des différents bassins de vie qui composent le territoire (Frontonnais, Coteaux de Bellevue, Coteaux du Girou, Vallée du Tarn) ont fait émerger les actions qu'ils souhaitaient mettre en œuvre sur leur territoire. Ce schéma a été validé par les élus du territoire en novembre 2007.

Etude Foncier-Habitat

L'objectif de l'Etude Foncier-Habitat (Cabinet Place-Réflex, 2006) était de proposer des scénarii de développement urbain pour le territoire. La réflexion a été menée à l'échelle de chaque bassin de vie (Frontonnais, Coteaux de Bellevue, Coteaux du Girou et canton de Villemur). Cette étude a montré que le Pays Girou Tarn Frontonnais est un territoire qui subit des mutations rapides notamment en matière démographique avec un accueil massif d'habitants mais aussi en ce qui concerne le développement pavillonnaire avec une affirmation du territoire dans sa vocation résidentielle. L'étude a également montré l'attractivité foncière du Pays qui affiche des prix fonciers encore accessibles comparés à ceux pratiqués au sein de la couronne périurbaine toulousaine. Le fait que le développement du territoire s'effectue de façon monolithique c'est-à-dire sur la base de l'accueil de familles en accession à la propriété en maison individuelle a été mis en évidence. Enfin, le modèle de développement du territoire a été remis en question principalement en raison du fait qu'il est propice à l'étalement urbain.

Les conclusions de cette étude mettent en évidence 4 orientations :

- Première orientation : Maîtriser la croissance urbaine tout en continuant à contribuer au développement démographique de l'aire métropolitaine toulousaine
- Deuxième orientation : Répondre à la pluralité des besoins en logement des nouveaux habitants comme des populations locales en diversifiant les produits logements
- Troisième orientation : Accueillir tout en préservant la qualité du cadre de vie porté par les espaces naturels et agricoles
- Quatrième orientation : Animer le schéma habitat, foncier, cadre de vie du Pays

Pour répondre à ces orientations, diverses actions ont été proposées :

- Mise en place d'un PLH à l'échelle du Pays
- Mise en place d'un observatoire du foncier : Cette action permettrait le repérage des terrains disponibles.
- Création d'une Charte de qualité de l'habitat.

Dans le cadre de l'axe 3 du contrat « Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement », une Etude préalable sur le Paysage et l'urbanisme a été réalisée. Concernant l'accessibilité du territoire, un groupe de travail sur la thématique de la « mobilité » a été constitué.

Etude préalable Paysage et Urbanisme

L'Etude préalable Paysage et Urbanisme (CAUE, 2005) a mis en évidence les différentes entités Paysagères du territoire : les terrasses, la vallée du Tarn et les coteaux du Girou. Elle a montré comment le développement de l'urbanisation menace l'équilibre Paysager du Pays. Les différents outils permettant de lutter contre ces tendances lourdes ont été mis en évidence : outils réglementaires de type PLU et SCOT, outils techniques tels que le diagnostic foncier-habitat, les chartes ou plans Paysages et les outils de sensibilisation à destination du grand public. Cette étude n'a pas débouché sur des orientations pour le territoire, elle représente un état des lieux.

Groupe de travail « mobilité »

La problématique des déplacements constitue un enjeu important pour le territoire. En effet, le Pays subit des déplacements pendulaires très denses particulièrement le matin entre 7 et 9 heures, et le soir entre 17 et 19 heures. Cet engorgement se cumule avec celui des autres territoires périphériques aux entrées/sorties de la métropole générant ainsi des embouteillages quotidiens. Parallèlement, les transports collectifs ont peu évolué au cours de la dernière décennie, n'arrivant pas à satisfaire les besoins des différentes populations en augmentation constante. Pourtant, on recense cinq gares dans le secteur. De nombreux bus « arc en ciel » relient le territoire au centre ville de Toulouse, des navettes ont été également mises en place pour desservir le métro.

Le groupe de travail « mobilité » a été mis en place pour mettre en évidence les besoins des habitants et tenter de faire des propositions sur le réseau existant. Dans ce cadre, une première réunion associant tous les acteurs (élus, associations, autorités organisatrices) a permis de réaliser un rapide état des lieux et de déterminer les pôles multimodaux potentiels. Le Transport en Commun en Site Propre sur la RD 888 et le projet du Boulevard Urbain Nord sont apparus comme pouvant être de futurs pôles de rabattement sur les transports collectifs de l'agglomération toulousaine. La question est de savoir où implanter les terminus des TCSP de manière à ce que les déplacements collectifs irriguent l'ensemble du Pays Girou Tarn Frontonnais. Ces premières réflexions seront reprises dans une étude spécifique concernant les besoins et attentes des habitants du Pays Girou Tarn Frontonnais qui sera lancée en 2008.

Dans le cadre de l'axe 4 du contrat « Développer les activités de tourisme culturelles et sportives pour une image forte du Pays », une Expertise culturelle a été réalisée.

L'expertise culture du Pays Girou Tarn Frontonnais (Cabinet Phosphoros, 2007) a été réalisée dans le but de permettre la réalisation d'un Schéma Culturel pour le Pays. L'étude a été réalisée en deux phases. La première phase a consisté en un état des lieux qui a montré le dynamisme du Pays en matière culturelle. La seconde phase a mis en évidence des pistes d'actions pour le territoire. Ainsi, le projet culturel du Pays est envisagé à l'horizon 2015, il s'articule autour de 24 actions qui seront débattues avec les partenaires institutionnels. Ces actions ont été définies sur la base de la Charte de Pays. Elles sont organisées autour de cinq thématiques :

- Thématique 1 : Cohérence, compétence, organisation
- Thématique 2 : Patrimoine
- Thématique 3 : Bibliothèques et médiathèques
- Thématique 4 : Enseignement et pratiques artistiques
- Thématique 5 : Action culturelle

Quatre projets patrimoniaux peuvent être structurants pour le Pays :

- La friche industrielle Brusson : La création d'un espace muséographique y est envisagée. Il s'agit d'un projet à très long terme.
- Le Domaine de Bonrepos-Riquet : La valorisation de ce Domaine est actuellement à l'étude mais des pistes apparaissent comme la valorisation de la maquette du canal du Midi ou du jardin. Il s'agit également d'un projet à très long terme.
- La Maison des vins et du tourisme de Fronton : Ce projet qui a également reçu le soutien de la Région et du Département est en voie de réalisation.
- Le musée de Villariès : Ce site évolue progressivement vers un centre archéologique.

Cette étude a été validée par les élus du territoire en janvier 2008.

3 - Stratégie de développement du territoire (2008-2013)

Comme présenté dans l'article 2, la stratégie de développement du Pays Girou Tarn Frontonnais s'articule autour de 4 axes :

- AXE 1** : Accompagner le développement économique pour rapprocher emplois et habitants
- AXE 2** : Maîtriser le développement urbain en répondant aux différents besoins de la population
- AXE 3** : Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement
- AXE 4** : Développer les activités touristiques et culturelles

Axe 1 : Accompagner le développement économique pour rapprocher emplois et habitants

Éléments de diagnostic

Une agriculture diversifiée

Si l'empreinte viticole est forte sur le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais, elle ne peut résumer à elle seule l'activité agricole du Pays. On recense trois grands types de productions :

- la céréaliculture (cantons de Verfeil et de Montastruc, vallée du Tarn)
- l'arboriculture (ensemble du territoire mais plus particulièrement cantons de Fronton et de Villemur)
- la viticulture (périmètre AOC Fronton) : Aujourd'hui, l'AOC Fronton traverse une crise profonde qui touche l'ensemble des vignerons. Les dispositions d'arrachage de vignes concernent 280ha potentiels soit une moyenne de 5,24 ha par structure².



Terre agricole (Gargas)

Les agriculteurs du Pays Girou Tarn Frontonnais bénéficient de la proximité d'un marché en expansion : en premier lieu les habitants du territoire qui sont de plus en plus nombreux à rechercher des circuits locaux pour effectuer leurs achats, mais également l'ensemble de l'agglomération toulousaine qui constitue une clientèle potentielle. Aujourd'hui, les ventes directes sont peu développées sur le territoire mais elles sont en cours de structuration, on peut dans ce cadre citer la mise en place de la route des vins qui permet aux clients de rencontrer les viticulteurs. Les circuits de commercialisation courants

sont le marché gare, quelques coopératives et les marchés de plein vent. On recense une AMAP³ sur le territoire (Montberon), une seconde serait en cours de création dans la commune de Vacquiers. Des projets pour le développement des ventes en circuit court sont actuellement à l'étude : le Syndicat des Vins réalise une carte des viticulteurs pratiquant la vente au Domaine, réflexion d'une vingtaine d'agriculteurs autour de la création d'un magasin fermier.

Dans le cadre du Contrat de Développement Social du Territoire du canton de Villemur⁴, une enquête menée auprès des habitants du secteur a révélé que les habitants n'ont pas une lisibilité des exploitations qui pratiquent ce type de vente. 17 agriculteurs effectuant de la vente directe à la propriété ont été dénombrés dans le seul canton de Villemur : les productions sont diversifiées (veau, poulet, gras, vin, fruits, légumes, fleurs, miel, bois de chauffage, asperges). On recense également des exploitations faisant partie du réseau « Bienvenue à la ferme ».



Vignes (Fronton)

Le canton de Montastruc est également concerné par un CDST. Dans ce cadre, une enquête a aussi été menée auprès des agriculteurs. Elle a mis en évidence des difficultés de communication entre la population locale et les agriculteurs en général. Les « nuisances » de l'activité agricole semblent mal supportées par les nouveaux habitants en particulier. C'est pourquoi des actions visant au rapprochement des agriculteurs et des habitants ont été mises en place comme l'organisation de

² Source : « La viticulture du Frontonnais : Comment faire face à la crise et quelles perspectives d'installation pour les jeunes ? », Etude Jeunes Agriculteurs, 2007.

³ Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne : Il s'agit de la mise en place d'un contrat moral entre un exploitant agricole et un groupe de consommateurs qui achète par avance l'ensemble de la production de l'agriculteur assumant avec lui les risques éventuels. En contre partie, l'agriculteur s'engage à nourrir le groupe de consommateurs pour la durée de la saison.

⁴ Les CDST sont menés par la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

randonnées pédestres animées par les agriculteurs eux-même. Par ce biais, les agriculteurs ont pu expliquer et promouvoir leur activité auprès des habitants.

Les besoins en main d'œuvre sont difficiles à satisfaire en raison de la fluctuation des besoins. La transmission des exploitations lors des départs en retraite pose également problème. En effet, lorsque les enfants ne reprennent pas l'exploitation familiale il est difficile pour les agriculteurs de trouver et de former un repreneur. Il y a une douzaine d'années, l'association TESS 31 regroupant une dizaine d'agriculteurs a été créée pour mettre en place une dynamique autour de la transmission des exploitations. Ainsi, cette association a pour but de rendre les agriculteurs acteurs de leur transmission. Dans ce cadre, un sociologue a été associé aux travaux pour permettre d'analyser les conditions de départ des agriculteurs mais aussi celles d'intégration des repreneurs. Il s'agit d'accompagner cette étape primordiale pour la pérennité d'une exploitation : intégrer le jeune agriculteur au sein des agriculteurs locaux en activité.

Les agriculteurs du Pays Girou Tarn Frontonnais affichent un dynamisme certain en participant à diverses actions. De même, ils se regroupent entre eux pour mener des actions communes. On peut citer en exemple les journées portes ouvertes « Bienvenue à la ferme » durant lesquelles plusieurs exploitants du canton de Villemur se sont regroupés chez un seul producteur pour optimiser les visites.

Un secteur artisanal dynamique

D'après le « Diagnostic Territorial du Pays Girou Tarn Frontonnais » réalisé par la Chambre de Métiers de la Haute-Garonne en juillet 2003, le tissu artisanal et commercial du Pays Girou Tarn Frontonnais est bien développé notamment dans les pôles de services que sont les chefs lieux de canton. Depuis quelques années, le besoin croissant de services engendré par la hausse démographique a entraîné une augmentation constante du nombre d'entreprises artisanales sur le territoire (+6% entre 1998 et 2002). Cette évolution s'est confirmée depuis puisque entre 2004 et 2006 le nombre d'entreprises artisanales recensées a progressé de 13% passant de 1 234 entreprises en 2004 à 1 396 en 2006. Dans cet ensemble, c'est le secteur du bâtiment qui regroupe le plus grand nombre d'entreprises, soit 747 au total (53%). Le secteur des services compte 334 entreprises (24%), celui de la production 198 (14%) et celui de l'alimentation 117 (8%).



Cependant, si les opportunités de développement pour l'activité artisanale sont réelles du fait de la demande croissante des habitants, les chefs d'entreprises se heurtent à certaines difficultés. En effet, les transmissions d'entreprises sont rendues complexes en raison du déficit d'image dont souffre l'artisanat, en particulier auprès des jeunes qui s'orientent le plus souvent vers ce secteur faute de mieux. La transmission des entreprises artisanales lors des départs en retraite pose problème notamment en raison des coûts d'investissements nécessaires. Cette étape nécessite un accompagnement spécifique.

Une économie locale en mutation conjuguée à une offre en accueil d'entreprises différenciée

En 2006, le Pays Girou Tarn Frontonnais regroupe 9 320 emplois salariés privés (source : UNEDIC). En 10 ans, le nombre d'emplois salariés privés a progressé de 68%. Ce chiffre illustre à lui seul le dynamisme économique du territoire. Sur les 3 620 emplois accueillis, la zone d'activité Eurocentre en a accueilli 1000 à elle seule. Cette zone à cheval sur les communes de Villeneuve-les-Bouloc (627 emplois) et Castelnau d'Estretfonds (1 535 emplois) constitue un pôle majeur pour le territoire. Avec elle, on dénombre d'autres pôles d'emplois : Villemur-sur-Tarn (1 511 emplois), Fronton (629 emplois) et Saint-Sauveur (539 emplois).

Aujourd'hui, les emplois salariés privés du territoire se répartissent dans les secteurs suivants :

- Commerce et services : 3 287 emplois (36%)
- Industrie : 1 627 emplois (18%)
- Construction : 1 522 emplois (17%)
- Education, santé, action sociale : 1 509 emplois (16%)
- Transports : 1 172 emplois (13%)

En 2007, les établissements sont répartis de la manière suivante :

- Commerce et services : 2 463 établissements (59%)
- Construction : 770 établissements (18%)
- Agriculture : 724 établissements (17%)
- Industrie : 245 établissements (6%)

Le nombre d'établissements recensés sur le territoire a progressé de 11% durant les deux dernières années. Ces établissements se sont principalement implantés dans les communes les plus développées comme Castelnau d'Estretfonds qui compte aujourd'hui 346 établissements et qui en a accueilli 92 depuis 2005 (cette augmentation est en partie due à Eurocentre).

En terme d'accueil d'entreprises en zone d'activité, le Pays Girou Tarn Frontonnais se situe au cœur d'une zone fortement concurrentielle : au sud, les nombreuses zones d'activités du pôle urbain toulousain, au nord-ouest, les zones de l'agglomération de Montauban et le projet de zone logistique de Montbartier (300 ha) et à l'est, le projet d'une autre zone d'activités d'envergure à Saint-Sulpice-sur-Tarn (300 ha).

Aujourd'hui, l'offre économique du territoire se répartit dans 22 zones d'activités au total. Mise à part la zone d'activité Eurocentre à vocation internationale, les zones du Pays Girou Tarn Frontonnais sont en grande majorité des zones de desserte locale à vocation artisanale dont la taille n'excède pas le plus souvent 15ha. Leur création a accompagné le développement démographique du territoire.

Dans cet ensemble, deux zones se démarquent : la zone Pechnaugué à Villemur-sur-Tarn et le Parc Triangle à Bessières :

- D'une emprise de 11ha, la zone de Pechnaugué est une zone HQE qui dispose d'un niveau d'équipement supérieur aux zones classiques. Elle va prochainement accueillir une pépinière d'entreprises⁵. Enfin, une extension de 15ha y est envisagée.
- Le Parc Triangle à Bessières a une envergure de 30ha, une extension de 40ha est prévue à l'horizon 2009. Cette zone compte, entre autres, la société Econotre qui assure la production d'énergie thermique à partir de la combustion de déchets ménagers issus du Syndicat DECOSSET. Un hôtel d'entreprises⁶ va être implanté dans cette zone. Aujourd'hui, le parc Triangle se positionne comme une zone à fort potentiel de développement pour le Pays Girou Tarn Frontonnais.

L'offre de foncier en zone d'activité est plus limitée dans les autres communes du territoire. On recense, cependant, un nombre assez important de projets de création ou d'extensions de zones dans une dizaine de communes du Pays (Bouloc, Gragnague, Castelnau, Cepet, Fronton, Villariès, Le Born, Saint-Sauveur, Saint-Jean-Lherm).



Au total, l'activité agricole du Pays Girou Tarn Frontonnais dispose d'atouts qui pourraient permettre sa pérennité notamment en ce qui concerne les filières de commercialisation. L'activité artisanale et commerciale dans les centres bourgs est dynamique mais est fragilisée par la proximité des grandes enseignes de l'agglomération toulousaine. Enfin, en ce qui concerne l'offre d'accueil d'entreprises en zones d'activités, on retiendra la présence de deux zones structurantes à fort potentiel. Cependant, le territoire se trouve dans un secteur fortement concurrentiel de ce point de vue.

Stratégie

Sur la base de la Charte de Développement du Pays et des réflexions menées durant le premier contrat, le Pays Girou Tarn Frontonnais souhaite mettre en œuvre son développement économique autour de quatre mesures.

⁵ La vocation d'une pépinière d'entreprises est d'accueillir des entreprises naissantes et d'accompagner leur développement. Pour cela des services sont mis à disposition des entreprises (secrétariat...etc...).

⁶ L'hôtel d'entreprises propose une offre immobilière aux entreprises naissantes.

Mesure n°1 : Maintenir une agriculture de qualité respectueuse de l'environnement

L'agriculture est une activité importante du Pays Girou Tarn Frontonnais qui ne se réduit pas à la viticulture. La céréaliculture ou le maraîchage complètent cette vocation agricole. L'avancée de l'urbanisation menace la préservation de cette activité (mitage...) mais représente dans le même temps un marché potentiel pour son développement. C'est pourquoi, il s'agit aujourd'hui de mettre en place des actions pour la préservation et le développement de l'agriculture périurbaine ce qui passe par le développement des ventes en circuits courts, l'aide à la transmission des exploitations agricole, l'intégration des jeunes agriculteurs, la préservation du foncier agricole...

Parallèlement, il s'agira de veiller à ce que les impacts environnementaux liés à l'activité agricole soient maîtrisés (intrants agricoles notamment). Dans le cadre de la maîtrise des dépenses d'énergie, le recours à des énergies renouvelables pourrait accompagner le développement de l'activité agricole.

Mesure n°2 : Développer le tissu artisanal et commercial

Le tissu artisanal et commercial est assez bien développé dans les pôles du territoire. Le développement de ce secteur d'activité a été dynamisé par la vocation résidentielle du territoire. L'activité artisanale et commerciale participe de façon majeure à l'animation du territoire mais elle est menacée par la concurrence des grands pôles commerciaux limitrophes du territoire. De plus, ce secteur doit faire face à un manque de locaux adaptés mais aussi à un manque de main d'œuvre. Aujourd'hui, le Pays doit mettre en œuvre des actions visant à maintenir et à développer le tissu artisanal et commercial sur le territoire. L'économie résidentielle se développe fortement : il faudra accompagner son émergence et la pérenniser pour créer des emplois sur le territoire.

Mesure n°3 : Favoriser l'accueil d'entreprises

Le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais se caractérise par sa vocation résidentielle affirmée, la majorité des actifs travaillant dans le pôle urbain toulousain. Or, il s'agit aujourd'hui de permettre le développement d'emplois locaux. C'est pourquoi, un STIE a été réalisé et a défini une stratégie économique qui repose sur la volonté d'organiser et de structurer le développement économique du territoire, notamment par l'accueil d'entreprises créatrices d'emplois. Aujourd'hui, il s'agit de mettre en œuvre les préconisations de ce schéma tout en veillant au développement des zones d'activités de desserte locale pouvant accueillir des entreprises artisanales et commerciales.

En outre, au delà des préconisations du STIE, le territoire doit prendre en compte deux enjeux majeurs : la réalisation de deux projets d'envergure en bordure du territoire (Saint-Sulpice : projet de ZA de 300ha et Montbartier : projet de ZA logistique) et la fin de la commercialisation de la zone d'activités Eurocentre. En effet, il s'agit d'une part de mettre en place des actions en complémentarité et non en concurrence avec ces deux projets d'envergure ; d'autre part il faut permettre le développement d'activités économiques créatrices d'emplois locaux.

Le territoire doit également se positionner par rapport à l'agglomération toulousaine. En effet, il s'agit de trouver les complémentarités au regard de l'offre de ce secteur tout en proposant une stratégie innovante qui permette au Pays Girou Tarn Frontonnais d'avoir une visibilité par rapport à la métropole régionale.

Mesure n°4 : Favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire

L'Etude menée sur l'économie sociale et solidaire a permis de mieux appréhender et structurer ce secteur d'activité et de recenser les structures présentes sur le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais. Aujourd'hui, il s'agit de les faire connaître. Dans ce cadre, le Pays soutiendra les différentes actions visant à favoriser le développement de ce secteur, tant par l'accueil que par l'accompagnement et la sensibilisation du public sur cette économie.

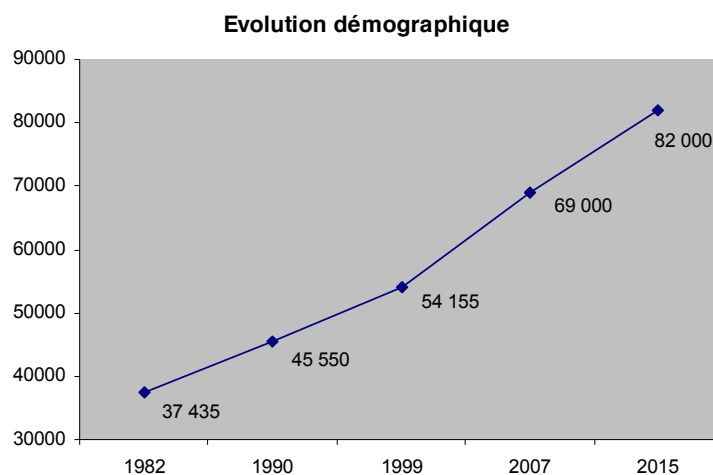
Axes stratégiques	Mesures	Actions
Axe I Accompagner le développement économique pour rapprocher emplois et habitants	1) Maintenir une agriculture de qualité respectueuse de l'environnement	-Réaliser une étude sur les potentialités de développement de l'agriculture du Pays -Mettre en place les actions émergeant de l'Etude -Développer les ventes en circuit court -Développer les actions de communication à destination de la population locale -Pérenniser l'activité agricole du territoire par l'aide au maintien des exploitations existantes et des installations -Coordonner les actions des différents intervenants à l'échelle de tout le Pays -Promouvoir les énergies renouvelables
	2) Développer le tissu artisanal et commercial	-Opérations de maintien et de renforcement du tissu commercial et artisanal -Aider à la transmission des entreprises artisanales lors des départs en retraite -Soutenir la création d'entreprises
	3) Favoriser l'accueil d'entreprises	-Engager la réflexion sur l'implantation d'une ZA HQE de niveau 2 -Renforcer l'attractivité économique du Pays en s'appuyant sur le parc Triangle et sur la zone de Pechnauquié comme zones à fort potentiel de développement en complémentarité avec le projet de Saint-Sulpice -Structurer l'animation économique autour de l'implantation d'un hôtel d'entreprises dans le parc Triangle et d'une pépinière d'entreprises dans la zone Pechnauquié -Favoriser l'implantation d'entreprises de l'économie résidentielle pour accompagner le développement démographique -Favoriser la création de zones intercommunales
	4) Favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire	-Créer un pôle de ressources de l'économie sociale et solidaire -Accompagner la création de structures de l'économie sociale et solidaire -Promouvoir l'économie sociale et solidaire par des actions de communication et de vulgarisation

Axe 2 : Maîtriser le développement urbain en répondant aux différents besoins de la population

Éléments de diagnostic

Un territoire conforté dans sa vocation d'accueil démographique

Aujourd'hui, la population est estimée à 69 000⁷ habitants. Depuis une vingtaine d'années, ce territoire s'inscrit dans une dynamique d'accueil. En attestent les taux de croissance démographiques depuis 1982 : 1982/1990 : +21%, 1990/1999 : +18%, 1999/2006 : +20%). Les projections démographiques réalisées, dans le cadre de l'étude prospective des équipements et services à la population du Pays Girou Tarn Frontonnais (DAEDL/CG31-2007), ont montré que la population du territoire pourrait encore croître de 20% d'ici 10 ans.



Sources : INSEE, DAEDL, CG31 2007.

L'accueil massif de nouveaux habitants génère de nouveaux besoins auxquels les communes doivent répondre, notamment en ce qui concerne les structures d'accueil (crèches, garderies...). Les besoins se sont renforcés dans tous les domaines (de la petite enfance au quatrième âge). De plus, si le Pays connaît un bon niveau global d'équipements et de services publics, on constate des disparités plus ou moins marquées entre les communes.

Un profil socio démographique en mutation



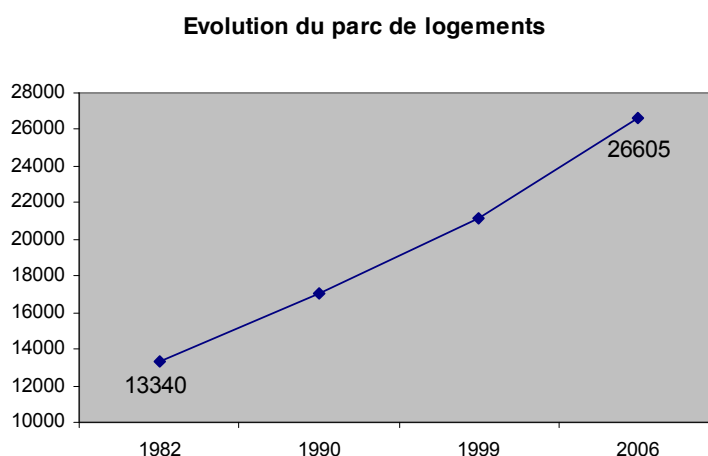
La hausse démographique s'est accompagnée d'une modification de la structure « sociale » de la population : si le niveau de vie des habitants du Pays paraît plutôt favorisé (56% des foyers fiscaux étaient imposés sur le revenu en 2004), on constate des disparités entre le Nord et le Sud du territoire. En effet, dans les communes du nord du Pays Girou Tarn Frontonnais, plus de la moitié des foyers fiscaux ne sont pas imposés alors, que dans le sud du territoire, on assiste à un processus de gentrification que l'on peut corréliser avec le solde migratoire des cadres (le taux de foyers fiscaux imposés peut dépasser 60%).

⁷ Source : INSEE, enquête DAEDL 2007, CG31.

La précarité des personnes dans le Pays Girou Tarn Frontonnais est comparable à celle que l'on retrouve dans la majorité des territoires ruraux. Mais, le Pays conjugue des freins à l'insertion : des familles très endettées, un éloignement des pôles d'emplois...

Une mixité du parc de logements encore faible

Le Pays Girou Tarn Frontonnais est confronté à une tension croissante des marchés fonciers et immobiliers et à un déficit en terme de logements sociaux. En effet, en 2006, 26 605 logements étaient recensés sur le territoire, ce qui représente une progression de 26% depuis 1999, soit un gain brut de 5 450 logements. En découle, un taux d'urbanisation récente (1999-2006)⁸ élevé : 20% des logements du territoire ont été construits durant ces sept dernières années.



Sources : INSEE, DRE.

En revanche, le développement du parc de logements sociaux n'a pas suivi la même évolution. S'il s'est étoffé (depuis 2004, 131 logements sociaux ont été réalisés), il reste très peu représenté : en 2006, il totalise seulement 3% du parc total. Les 776 logements sociaux recensés dans le territoire sont répartis dans les communes les plus importantes (Villemur, Pechbonnieu, Castelnau d'Estretfonds, Bessières, Fronton et Montastruc).

L'offre locative privée affiche des prix assez élevés ce qui rend l'accès difficile. Ainsi, la décohabitation des jeunes s'effectue le plus souvent en dehors du territoire (Toulouse, Montauban, communes du Tarn).

Au total, depuis le premier contrat du Pays Girou Tarn Frontonnais, les besoins en équipements et services de la population se sont très nettement renforcés. Le territoire doit aujourd'hui répondre à ces nouveaux besoins tout en veillant à proposer une certaine mixité de son parc de logements (en particulier locatif) afin que la population puisse se renouveler.

Stratégie

Sur la base de la Charte de Développement du Pays et des réflexions menées durant le premier contrat, le Pays Girou Tarn Frontonnais souhaite répondre à un double enjeu : poursuivre l'accueil démographique en maîtrisant le développement urbain du territoire et en répondant aux besoins de la population en terme d'équipements et de services. Dans cet objectif, deux réflexions parallèles ont été menées durant le premier contrat de Pays :

⁸ Le taux d'urbanisation résulte du rapport entre les logements construits depuis 1999 et le nombre total de logements du territoire aujourd'hui.

- **L'étude Foncier/Habitat a permis de mettre en évidence les actions qui pourraient concourir à la fois à une gestion du foncier économe tout en préservant le cadre de vie de qualité dont bénéficie le Pays Girou Tarn Frontonnais.**
- **L'étude Prospective des Equipements et Services à la population a permis de mieux cerner les enjeux de l'accueil démographique en dégagant des orientations précises pour les différents types de structures : petite enfance, scolaire/périscolaire, jeunesse, personnes âgées et politiques d'insertion.**

Aujourd'hui, il s'agit pour le Pays de mettre en œuvre les préconisations issues de ces réflexions. C'est l'objet des cinq mesures suivantes.

Mesure n°5 : Assurer une mixité du parc de logements tout en préservant le cadre de vie

Le développement du territoire s'est effectué depuis une vingtaine d'années sous forme pavillonnaire. Cette urbanisation met en péril l'équilibre du territoire tant d'un point de vue urbain que paysager. De plus, la spécialisation du parc de logements ne permet pas d'assurer une mixité de la population (la part de logements sociaux étant extrêmement faible). Si cette évolution perdure, l'équilibre du territoire sera menacé. C'est pour mieux appréhender ces risques que l'étude foncier-habitat a été réalisée. Ainsi, aujourd'hui, il s'agit de mettre en œuvre les préconisations de cette étude.

Mesure n°6 : Répondre aux besoins en structures d'accueil de la petite enfance à l'adolescence

L'accueil de nouveaux habitants a conduit au développement des besoins en structures d'accueil pour enfants (de la petite enfance à l'adolescence). L'éloignement des pôles d'emplois a induit un renforcement des besoins de garde en dehors des temps scolaires : les parents amènent les enfants plus tôt le matin et les récupèrent plus tard le soir.

- Pour la petite enfance (enfants âgés de moins de 3 ans), l'offre globale du territoire est de 1 place pour 2,6 enfants (on recense 11 crèches/halte-garderie pour un total de 327 places alors que le nombre d'enfants de moins de trois ans était estimé à 3 667 en 2005). De manière générale, on relève également un décalage en ce qui concerne les horaires des diverses structures de garde et ceux de certains parents : ceux travaillant en horaires décalés ou en parcours d'insertion.
- Les structures d'accueil périscolaire sont assez nombreuses sur le territoire, mais toutes les communes n'ont pas la capacité financière pour développer ce type de service. Malgré une demande accrue des parents, les petites communes rencontrent des difficultés dans la mise en place de CLAE/CLSH.
- Enfin, les jeunes et adolescents sont de plus en plus nombreux sur le territoire. La demande pour des activités de loisirs est forte et renforcée par la faible mobilité de cette catégorie de population qui ne dispose pas le plus souvent de moyen de locomotion. De plus, face à la progression de la petite délinquance, les élus et professionnels ont conscience du rôle primordial joué par les structures d'accompagnement des jeunes notamment en ce qui concerne la citoyenneté et la prévention des conduites à risques.

L'adéquation entre l'offre en équipements et services du territoire et l'accueil démographique est un enjeu majeur pour le Pays Girou Tarn Frontonnais. Ainsi, les actions proposées dans le cadre de la fiche-mesure n°6 émanent du Schéma Territorial des Equipements et Services réalisé en 2007.

Mesure n°7 : Valoriser les activités sportives

Le potentiel d'espaces naturels propices aux Activités Physiques de Pleine Nature est assez important sur le territoire du Pays. Aujourd'hui, il s'agit de mettre en place des actions permettant leur développement. Cependant, les équipements sportifs existants sont saturés et certains équipements spécifiques de type piscine ou salle omnisports font défaut. En règle générale, les communes du territoire ont un potentiel de développement des activités sportives freiné par le manque d'équipements et de structures face à l'augmentation continue de la population.

Mesure n°8 : Répondre aux besoins des personnes âgées

Si au regard de la situation départementale, le Pays Girou Tarn Frontonnais paraît plutôt bien équipé en structures d'accueil pour les personnes âgées il n'est pas en mesure de répondre à un nouveau type de demandes à savoir l'accueil ponctuel des personnes âgées dépendantes à la charge des familles. Le vieillissement de la population du territoire laisse envisager un renforcement des

demandes de prises en charge des personnes âgées (services à domicile, accueil en structures médicalisées ou non...).

L'adéquation entre l'offre en équipements et services du territoire et l'accueil démographique est un enjeu majeur pour le Pays Girou Tarn Frontonnais. Ainsi, les actions proposées dans le cadre de la fiche-mesure n°8 émanent du Schéma Territorial des Equipements et Services réalisé en 2007.

Mesure n°9 : Optimiser les politiques d'insertion

Le réseau des acteurs de l'insertion est assez bien développé sur le territoire, ces derniers croisent leurs expériences et compétences pour répondre aux besoins des populations. Cependant, les difficultés de déplacements sont un frein à l'insertion de même que le manque de logements sociaux ou d'urgence. L'accès à des formations qualifiantes au sein même du territoire est ressenti comme un réel besoin pour les personnes en parcours d'insertion professionnelle. Aujourd'hui, il paraît primordial que l'ensemble des acteurs de l'insertion coordonne leurs différentes actions au sein du territoire du Pays.

L'insertion et la coordination des différentes politiques en direction des personnes en difficulté sont des enjeux importants pour le Pays Girou Tarn Frontonnais. C'est pourquoi, cette question a fait l'objet d'une analyse spécifique dans l'Etude prospective des équipements et services à la population. Ainsi, les actions proposées dans le cadre de la fiche-mesure n°9 émanent du Schéma Territorial des Equipements et Services réalisé en 2007.

Axes stratégiques	Mesures	Actions
Axe II Maîtriser le développement urbain en répondant aux différents besoins de la population	5) Assurer une mixité du parc de logements tout en préservant le cadre de vie	-Mettre en place un Plan Local de l'Habitat -Développer le parc locatif social -Mettre en place un observatoire foncier -Créer une Charte de Qualité de l'habitat
	6) Répondre aux besoins en structures d'accueil de la petite enfance à l'adolescence	-Mutualiser les équipements -Créer un guide d'accueil -Aider à la mise en place de partenariats inter structures -Mettre en place un système de transport pour faciliter l'accès à l'ensemble des structures du territoire -Créer des structures multi-accueil associées à des Réseau d'Assistants Maternelles -Mettre en place des accueils 365 jours par an -Créer une ou plusieurs structures pour enfants handicapés
	7) Valoriser les activités sportives	-Développer les Activités Physiques de Pleine Nature -Relier le territoire à l'agglomération toulousaine -Structurer les chemins de randonnée -Créer des lieux ouverts à tous -Equiper le territoire d'infrastructures permettant le développement des activités sportives
	8) Répondre aux besoins des personnes âgées	-Engager la réflexion en vue de la création d'un centre d'accueil pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer -Permettre l'accueil des personnes handicapées vieillissantes -Développer des accueils temporaires pour des personnes âgées à la charge de leur famille -Créer ou mutualiser un CLIC -Développer les résidences pour personnes âgées -Favoriser la création de lieux d'échanges inter générations -Etudier la mise en place d'un service de transport adapté (TAD...)
	9) Optimiser les politiques d'insertion	-Initier des lieux d'accueil et de lien social regroupant les acteurs publics et privés intervenant dans les secteurs sociaux, culturels, sportifs, économiques... -Créer des centres sociaux intercommunaux -Dynamiser les parcours d'insertion par une offre de formations qualifiantes délocalisées -Développer des outils pour la mobilité des personnes les plus en difficulté -Mobiliser des places d'accueil en structures pour les enfants de familles en difficulté -Initier une politique d'implantation de structures de travail pour personnes handicapées -Initier une politique d'implantation de centres de formation

Axe 3: Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement

Éléments de diagnostic



Un réseau routier centré sur l'agglomération toulousaine

D'un point de vue routier, le Pays Girou Tarn Frontonnais est bien relié à l'agglomération toulousaine par l'A68 et la RD888 en direction d'Albi et l'A62 et la RD820 en direction de Montauban. Le réseau de voiries est structuré en étoile autour de Toulouse, les liaisons transversales rapides internes au territoire sont peu développées.

Le projet de franchissement nord de la Garonne porté, par le Conseil Général de la Haute-Garonne, qui doit relier l'A62 au niveau de l'échangeur d'Eurocentre à la RD2 sur la rive gauche de la Garonne entre Merville et Grenade constitue une amélioration majeure des relations routières entre les deux rives de la Garonne. Il améliorera sensiblement les liaisons entre Eurocentre et l'aéroport Toulouse-Blagnac. Il constitue aussi une opportunité majeure pour les liaisons transversales est-ouest et permettra de faciliter les liaisons entre le territoire et le bassin d'emploi aéroportuaire du nord-ouest de l'agglomération toulousaine.

Des transports publics peu attractifs

Le réseau des transports publics (voies ferrées et lignes de bus) converge vers Toulouse. Concernant le transport ferroviaire, on dénombre quatre gares sur le territoire: Saint-Jory, Castelnau d'Estretfonds, Montastruc et Gragnague. La gare de Saint-Sulpice (Tarn) achemine également des habitants du territoire jusqu'à Toulouse. Ces gares complètent le réseau des bus grâce à des navettes de rabattement organisées par le Conseil Général de la Haute-Garonne et faisant partie du réseau « Arc en ciel ». Cependant, la multi modalité des transports occasionne des temps de déplacements assez longs et les usagers préfèrent le plus souvent utiliser un mode de transport unique. De plus, cette organisation implique une desserte fréquente et adaptée des gares par les bus. A l'initiative de la Région Midi-Pyrénées, accompagnée de RFF et de la SNCF, d'importants programmes de développement et de restructuration des infrastructures ferroviaires sur la Région et de cadencement des liaisons TER sont prévus. Le train apparaît comme étant une solution à l'optimisation des réseaux collectifs en zone périurbaine. Cependant, l'amélioration du réseau ferré devra s'accompagner d'aménagements annexes comme l'agrandissement des parkings des gares, le cadencement des bus les desservant ...



Onze lignes interurbaines desservent l'ensemble du Pays Girou Tarn Frontonnais. Elles sont organisées en étoile autour de Toulouse. On dénombre très peu de liaisons transversales. Dans ce secteur, la grande majorité des lignes est exploitée par la Régie Départementale des Transports Publics de la Haute-Garonne. Les autres lignes régulières (74, 76, 77 et 88) font partie des lignes régulières dont l'exploitation est réalisée sous la forme de marchés publics (2006-2010). Si les déplacements en transports collectifs représentent une part plutôt faible des déplacements observés sur le territoire, on relève néanmoins une progression de la fréquentation commerciale (hors transports scolaires) des lignes des bus. En effet, entre 2000 et 2005, le nombre de passagers hors scolaires est passé de 86 869 à 95 604 soit une hausse de 10% (source : DT, CG31). Afin d'améliorer la desserte en transports collectifs du territoire, le Conseil Général de la Haute-Garonne va prochainement expérimenter une liaison entre Toulouse et Villemur, via Eurocentre et Fronton avec un cadencement à la demi-heure, aux heures de pointe.

Pour l'heure, le recours à la voiture reste quasi systématique même si des initiatives pour développer les transports collectifs ont été prises : navette Gragnague/Toulouse par l'autoroute, agrandissement du parking de la gare de Castelnau d'Estretfonds... L'amélioration des cadencements ferroviaires envisagée devrait permettre l'amélioration de la fréquentation des transports collectifs, notamment dans les secteurs les plus éloignés de la métropole toulousaine.

Enfin, l'obligation d'accessibilité pour les personnes handicapées définie par la loi concerne tous les bâtiments accueillant du public mais également les transports en commun. Dans ce contexte, la mise aux normes des moyens de transports publics constitue une priorité.

Un équilibre environnemental menacé

Le Pays Girou Tarn Frontonnais bénéficie d'un cadre de vie de qualité. En effet, il conjugue les atouts de la campagne tout en étant proche de la ville.

On distingue diverses entités Paysagères : les terreforts du Tescou et du Lauragais surplombent les vallées du Tarn et du Girou.



Le patrimoine végétal est important. On relève des points d'attraction comme les berges du Tarn ou les vignobles (Fronton, Villaudric). L'espace forestier couvre 4 740 ha, ce qui équivaut à 8% de la superficie totale du Pays. Ce patrimoine est complété par la forêt de Buzet, limitrophe du Pays qui occupe une superficie de 943 ha.

Dans certaines zones, la qualité végétale et animale de l'espace est protégée. C'est pourquoi, sept communes du Pays regroupent des ZNIEFF (9) (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique). Ces communes sont soumises à une pression urbaine

particulièrement forte, elles font partie du pôle et de la couronne périurbaine de Toulouse.

On constate une pollution des sols liée à l'activité agricole et à l'utilisation de nitrates et autres produits phytosanitaires. A cette pollution s'ajoute pour les communes en bordure du Lauragais (Verfeil, Saint-Pierre...) le risque d'érosion des sols.

L'eau constitue un enjeu environnemental important pour le Pays. Si en règle générale, on constate une amélioration de la qualité des cours d'eau depuis une dizaine d'années, elle reste mauvaise voire médiocre en certains endroits. En effet, sur les quatre cours d'eau qui traversent le Pays Girou Tarn Frontonnais, trois sont jugées de qualité passable : le Tarn, le Girou et la Garonne. Seul le canal latéral se démarque puisqu'il affiche une bonne qualité de ses eaux (il est protégé par la loi du 2 mai 1930).

L'équilibre environnemental et Paysager du territoire est fragilisé par l'urbanisation. En effet, on relève diverses dégradations paysagères face au développement urbain et agricole : lotissements mal intégrés aux centres villageois, apparitions de friches, remembrement des terres agricoles, création de hangars agricoles... Aujourd'hui, l'étalement continu de l'urbanisation constitue la principale menace pour le cadre de vie du territoire. Ses paysages de terrasses et de coteaux, ses zones protégées sont exposés à des risques de dégradations. Ces atouts sont à préserver.

Depuis le premier contrat du Pays Girou Tarn Frontonnais, les déplacements se sont densifiés notamment entre le territoire et l'agglomération toulousaine. Si la fréquentation des transports collectifs a un peu progressé, le recours à ce type de transport reste trop marginal ; la voiture particulière apparaissant encore comme le mode de transport le plus « pratique ». Aujourd'hui, le développement de la fréquentation des transports collectifs apparaît clairement comme un enjeu majeur pour le territoire tant en raison de la saturation des axes routiers que dans un souci de développement durable et de préservation de l'environnement. La question Paysagère et environnementale est

⁹ L'inventaire des ZNIEFF identifie, localise et décrit la plupart des sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats (Source : INSEE).

directement liée à celle des déplacements. En effet, depuis la mise en place du Pays la préservation du cadre de vie a toujours été mise en avant comme un enjeu fondamental pour le territoire. Aujourd'hui, il s'agit de mettre en œuvre des outils opérationnels pour y parvenir.

Stratégie

Sur la base de la Charte de Pays, de l'évolution du territoire et des réflexions menées depuis le premier Contrat, le Pays Girou Tarn Frontonnais souhaite mettre en œuvre deux mesures pour préserver l'environnement et améliorer la desserte du territoire.

Mesure 10 : Améliorer la desserte du territoire

Les déplacements constituent une question centrale pour le Pays Girou Tarn Frontonnais dans la mesure où ils se sont nettement intensifiés aux heures de pointes en direction de l'agglomération toulousaine mais aussi car la desserte interne du territoire s'est avérée insuffisante ou mal adaptée aux besoins de tous les habitants. La recherche d'une meilleure adéquation entre l'offre en transports collectifs et les attentes spécifiques des habitants en fonction de leurs capacités d'accessibilité constitue une nécessité pour le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais.

Mesure 11 : Concourir à la préservation de l'environnement

Le Pays Girou Tarn Frontonnais subit à la fois les dégradations liées à l'urbanisation mais aussi aux pollutions diverses propres aux modes vie. Dans ce cadre, la préservation du Paysage naturel apparaît comme une préoccupation importante. De même, le trafic routier important entre l'agglomération toulousaine et le territoire engendre des pollutions conséquentes. La réduction du trafic routier est liée à l'aménagement du territoire, dans ce cadre il s'agirait de rapprocher les différentes fonctions de la ville (habitat, emplois...) et de mettre en place une cohérence entre développement urbain et développement des transports collectifs (zones de cohérence urbanisme/transports). C'est également l'objet du SCOT Nord Toulousain.

Axes stratégiques	Mesures	Actions
Axe III Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement	10) Améliorer la desserte du territoire	<ul style="list-style-type: none"> -Réaliser une étude sur la mobilité -Favoriser l'inter modalité avec les communes comprises dans le périmètre du PDU -Inciter la mise en œuvre de navettes de rabattement sur les pôles multimodaux (gares...) -Agrandir les parkings des gares -Améliorer l'accessibilité des personnes handicapées -Créer des structures « d'aide à la mobilité »
	11) Concourir à la préservation de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> -Veiller à la qualité environnementale des opérations d'urbanisme -Développer un Agenda 21 local pour le Pays -Elaborer une Charte Paysagère -Préserver l'activité agricole pour préserver la qualité paysagère du territoire -Développer les énergies renouvelables -Réduire les émissions de gaz à effet de serre -Mettre en place une réflexion sur les rivières Tarn et Girou -Favoriser la sensibilisation aux particuliers sur les énergies renouvelables et plus largement sur les économies d'énergie

Axe 4 : Développer les activités touristiques et culturelles

Éléments de diagnostic

Tourisme de proximité



La Magdeleine-sur-Tarn

Le Pays Girou Tarn Frontonnais bénéficie d'atouts favorables à un tourisme de proximité. Ces atouts sont divers et complémentaires. En effet, on peut citer le terroir avec toutes les activités et manifestations liées à la viticulture (« Saveurs et senteurs du Frontonnais », « Rando Jazz »...) ou les Activités Physiques de Pleine Nature (APPN) avec les chemins de randonnées, les forêts (Buzet...), les lacs (Balerme, Laragou) et les cours d'eau (Tarn, Canal latéral de la Garonne) ou encore l'agrotourisme avec des exploitations agricoles ouvertes au public (réseau « Bienvenue à la ferme ») ou des centres équestres assez nombreux. Dans ce

contexte, la proximité de l'agglomération Toulousaine constitue un bassin important de « touristes potentiels » pour le territoire. C'est pourquoi, les amateurs de VTT et de randonnées sont nombreux à parcourir le territoire durant les week-ends. Cependant, les chemins de randonnées ne sont pas structurés sur l'ensemble du territoire (on recense quelques boucles qui ne sont pas reliées entre elles) et il n'existe pas de signalétique spécifique.

La promotion et l'information touristique s'effectuent au sein de deux offices de tourisme (Villemur et Verfeil). Un troisième office de tourisme est en cours de réalisation dans la Maison des Vins et du Tourisme de Fronton.

Aujourd'hui, deux projets d'envergure peuvent avoir un impact touristique majeur pour le territoire. Il s'agit de la Maison des Vins et du Tourisme de Fronton et du Domaine de Bonrepos-Riquet. La Maison des Vins et du Tourisme de Fronton constituera un espace dédié à l'activité agro-touristique. Le Domaine de Bonrepos-Riquet pourra s'intégrer dans le « musée éclaté » de Pierre Paul Riquet et complètera la Maison de l'ingénieur de Revel/Saint-Ferréol. Avec ces deux projets, le territoire affirme son positionnement : le secteur de Bonrepos-Riquet pourrait permettre le développement d'activités ou de structures liées à l'eau, la Maison des Vins et du Tourisme de Fronton pourrait permettre le développement d'un tourisme d'affaires (salle de dégustation pouvant accueillir des groupes...) et de l'agro-tourisme.

Cependant, le territoire dispose d'une capacité d'hébergement relativement faible et le secteur de la restauration est peu développé. Ce manque de structures constitue un handicap majeur pour le développement du tourisme lié au bien être et au bien vivre.

Culture

D'un point de vue culturel, le Pays Girou Tarn Frontonnais dispose également d'atouts indéniables. Tout d'abord, on compte un petit patrimoine assez riche puisque 32 monuments historiques (châteaux, églises, bâtiments communaux) ont été recensés sur l'ensemble du territoire¹⁰.

L'Expertise Culturelle du Pays Girou Tarn Frontonnais a mis en évidence quatre projets patrimoniaux d'envergure pouvant devenir des pôles culturels pour le Pays à la condition que ces sites soient intégrés dans des projets d'envergure :

- La friche industrielle Brusson : D'un point de vue patrimonial, ce site industriel représente un patrimoine remarquable. Actuellement, il ne fait pas l'objet d'un projet de valorisation clairement défini.

¹⁰ Source : Expertise Culturelle du Pays Girou Tarn Frontonnais, Cabinet Phosphoros, 2006.

- Le Domaine de Bonrepos-Riquet : La définition du projet de valorisation du Domaine de Bonrepos-Riquet est en cours. Des études vont être menées afin de préciser la vocation de ce site. Il s'agit d'un projet à très long terme dont les échéances dépassent celles de la présente Convention Territoriale.
- La Maison des vins et du tourisme de Fronton : Ce projet est en cours de réalisation. Il constitue un atout pour le territoire en terme touristique mais également d'un point de vue culturel et patrimonial. En effet, le Château de Capdeville est un site exemplaire et les expositions qui y seront accueillies entrent directement dans le champ culturel : objets et collections liés au vin, patrimoine monumental et petit patrimoine bâti...
- Le musée de Villariès, espace de recherche archéologique et historique.

Ce patrimoine pourrait être intégré par thèmes aux chemins de randonnées afin d'allier activités sportives et culturelles.

Les manifestations culturelles sont assez nombreuses et parmi elles certaines ont un écho régional. En effet, on recense¹¹ :

- De nombreuses actions à destination du jeune public (Festi Bout'chou...)
- Un festival de théâtre amateur à Verfeil de notoriété régionale
- Des cinémas et festivals sur le territoire (Détours en ciné court)
- L'Usinotopie à Villemur
- L'association TRIOC
- Les Commandos Percu

Les équipements culturels sont peu nombreux. Si l'espace Soleilla à Bessières constitue un atout important pour la diffusion culturelle sur le Pays, le territoire manque de salles de plus petite envergure destinées au théâtre ou à des manifestations culturelles ainsi que de lieux pouvant accueillir des expositions.



Il apparaît clairement que le Pays Girou Tarn Frontonnais dispose d'atouts conséquents pour un développement touristique et culturel. Cependant, aujourd'hui l'offre globale du territoire n'est pas structurée et il n'existe pas de promotion spécifique. Le développement touristique du territoire ne pourra s'opérer sans le développement d'une offre en hébergements et restauration plus importante. Aujourd'hui, le Pays Girou Tarn Frontonnais doit répondre à un double enjeu : mettre en place une stratégie touristique et élaborer un projet culturel.

Stratégie

Sur la base de la Charte de Développement du Pays et des réflexions engagées, particulièrement le Diagnostic Culturel, deux mesures ont émergés :

Mesure n°12 : Inciter le développement touristique

Le Pays Girou Tarn Frontonnais dispose d'atouts pour un tourisme de proximité : un patrimoine naturel, des chemins de randonnées, le terroir du Frontonnais... Afin de conforter ces atouts, deux projets touristiques d'envergure sont en cours : la Maison des vins et du tourisme de Fronton, le Domaine de Bonrepos-Riquet. La proximité de l'agglomération toulousaine représente un gisement potentiel pour le développement de ces activités. Actuellement, ce territoire bénéficie d'une image rurale fortement liée au terroir grâce à la viticulture. Il s'agirait d'affiner cette représentation auprès du grand public afin de mettre en avant toutes les potentialités du secteur qui ne se limitent pas à ce domaine. Le potentiel touristique du Pays Girou Tarn Frontonnais reste à structurer, c'est pourquoi

¹¹⁹ Source : Diagnostic culturel du Pays Girou Tarn Frontonnais, Cabinet Phosphoros, 2006.

une étude touristique va être réalisée en 2008. Cette étude analysera l'offre globale du territoire afin de cibler les produits touristiques du territoire.

Mesure n°13 : Développer les activités culturelles

Le Diagnostic culturel mené en 2006 sur le Pays a montré la multitude d'activités culturelles présentes sur le territoire et leurs potentialités de développement. Le Pays Girou Tarn Frontonnais est un territoire contrasté qui dispose d'atouts pouvant permettre la mise en place d'une politique culturelle à l'échelle de tout le territoire. C'est l'objet du Schéma culturel. Sur la base d'un état des lieux de l'existant, ce Schéma Culturel a défini les enjeux d'une politique culturelle pour le Pays. Il a été validé par les élus du territoire et est actuellement en cours de validation auprès des services de Région Midi-Pyrénées. La signature d'une convention entre le territoire et la Région Midi-Pyrénées permettra la mise en œuvre de la politique culturelle du Pays.

Le Schéma Culturel s'articule autour de cinq thématiques : Cohérence, compétence et organisation ; les enjeux patrimoniaux ; bibliothèques et médiathèques ; enseignements et pratiques artistiques ; action culturelle. Pour répondre aux enjeux du territoire la mise en place de 24 actions est proposée. Une partie de ces actions peuvent être mises en œuvre à court terme (information, centre de ressources...), d'autres sont plus structurantes et pourraient être réalisées à moyen ou long terme (école des pratiques artistiques, structuration de résidences d'artistes...).

Axes stratégiques	Mesures	Actions
Axe IV Développer les activités touristiques et culturelles	12) Inciter le développement touristique	-Réaliser une étude touristique en lien avec le projet de Maison des vins et du Tourisme de Fronton et le Domaine de Bonrepos-Riquet
	13) Développer les activités culturelles	-Mettre en œuvre le Schéma Culturel articulé autour de cinq thématiques : 1) Cohérence, compétence et organisation 2) Les enjeux patrimoniaux 3) Bibliothèques et médiathèques 4) Enseignements et pratiques artistiques 5) Action culturelle

4 - Articulation du projet de territoire avec les autres dynamiques territoriales

Le SCOT Nord Toulousain

Les lois Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000 et Urbanisme et Habitat (UH) du 2 juillet 2003 ont institué de nouveaux documents de planification intercommunale : les Schémas de Cohérence Territoriaux (SCOT).

Ainsi, à la demande du Préfet, une conférence de l'aire urbaine a été mise en place en 2003 afin de réunir toutes les communes appartenant à l'aire urbaine toulousaine (342 communes) et de réfléchir ensemble aux problématiques de planification spatiale du territoire.

Cette réflexion a débouché, début 2005, sur des propositions largement partagées par les élus :

- Création de 4 SCOT sur l'aire urbaine toulousaine : un SCOT de la grande agglomération toulousaine et 3 périphériques (SCOT Nord Toulousain, SCOT Lauragais et SCOT Sud Toulousain)
- Adoption d'une charte de cohérence InterSCOT et création d'une structure de cohérence InterSCOT regroupant les syndicats en charge des 4 SCOT

Le Syndicat Mixte du SCOT Nord Toulousain regroupe 62 communes des cantons de Cadours, Grenade, Fronton, Villemur, Verfeil et Montastruc. Mise à part la communauté de communes des Coteaux de Bellevue (Pechbonnieu, Montberon, Saint-Loup-Cammas, Saint-Geniès-Bellevue et Castelmaurou), le Pays Girou Tarn Tarn Frontonnais fait partie intégrante du SCOT Nord Toulousain. Seule n'en fait pas partie. Ces communes appartiennent au SCOT de la grande agglomération toulousaine.

Les problématiques du Pays Girou Tarn Frontonnais sont étroitement liées à celles du SCOT Nord Toulousain. Ainsi, les travaux du Pays (études, groupes de travail) ont été mis à disposition par le Pays pour le SCOT Nord. Tout le travail d'étude déjà réalisé à l'échelle du Pays sera étendu à celle du SCOT (étude foncier-habitat, étude prospective des services à la population...).

Durant l'année 2008, des études ou réflexions seront menées conjointement sur le territoire du Pays et sur celui du SCOT Nord Toulousain et notamment dans les domaines suivants :

- Paysage : le Pays Girou Tarn Frontonnais envisage de réaliser une Charte Paysagère. Une étude Paysagère va être engagée à l'échelle du SCOT Nord Toulousain.

- Transports : un groupe de réflexion sur la mobilité a été mis en place à l'échelle du Pays Girou Tarn Frontonnais afin de mettre en évidence les besoins du territoire en la matière. Un diagnostic concernant les déplacements va être mené à l'échelle du SCOT Nord Toulousain.

Ces démarches complémentaires devront être articulées entre elles.

Le Pays Montalbanais

Le périmètre de l'AOC Fronton est à cheval sur le Pays Girou Tarn Frontonnais et le Pays Montalbanais. La pérennité du vignoble est un enjeu majeur pour l'agriculture des deux territoires. C'est pourquoi des actions communes pourraient être entreprises par les deux territoires à l'instar du projet de signalétique de la route des vins qui couvre la totalité de l'AOC.

Le projet de zone d'activités logistiques (300ha) de Montbartier se situe au sein du Pays Montalbanais. La stratégie de développement économique et notamment d'accueil d'entreprises du

Pays Girou Tarn Frontonnais doit prendre en compte ce projet d'envergure et ne pas se positionner en « concurrent » mais plutôt proposer une offre en complémentarité. Il s'agirait de mettre en place une réflexion économique commune sur la création de nouvelles zones d'activités visant à compléter ou conforter ce projet, en lien avec le pôle déjà existant d'Eurocentre.

Le Pays de Cocagne et le SCOT Vaurais

Les enjeux en terme de développement économique du Pays Girou Tarn Frontonnais et du Pays de Cocagne sont imbriqués. En effet, une zone d'activités d'une ampleur de 300ha est projetée dans la commune de Saint-Sulpice. Cette zone sera desservie par un nouvel échangeur qui desservira également Bessières et toute la vallée du Tarn. Il s'agit donc aujourd'hui d'articuler cette zone avec le projet de zone de niveau 2 envisagé dans la vallée du Tarn par le STIE du Pays Girou Tarn Frontonnais, en terme de complémentarité et non de concurrence.

La gare de Saint-Sulpice joue également un rôle sur le développement du territoire. Il s'agirait d'articuler le développement des transports du Pays Girou Tarn Frontonnais avec cette infrastructure.

Enfin, sur le plan de l'habitat, les complémentarités entre les territoires sont à rechercher car les prix fonciers étant plus attractifs dans le Tarn, on assiste à un développement de l'urbanisation bien au-delà des frontières du Pays Girou Tarn Frontonnais.

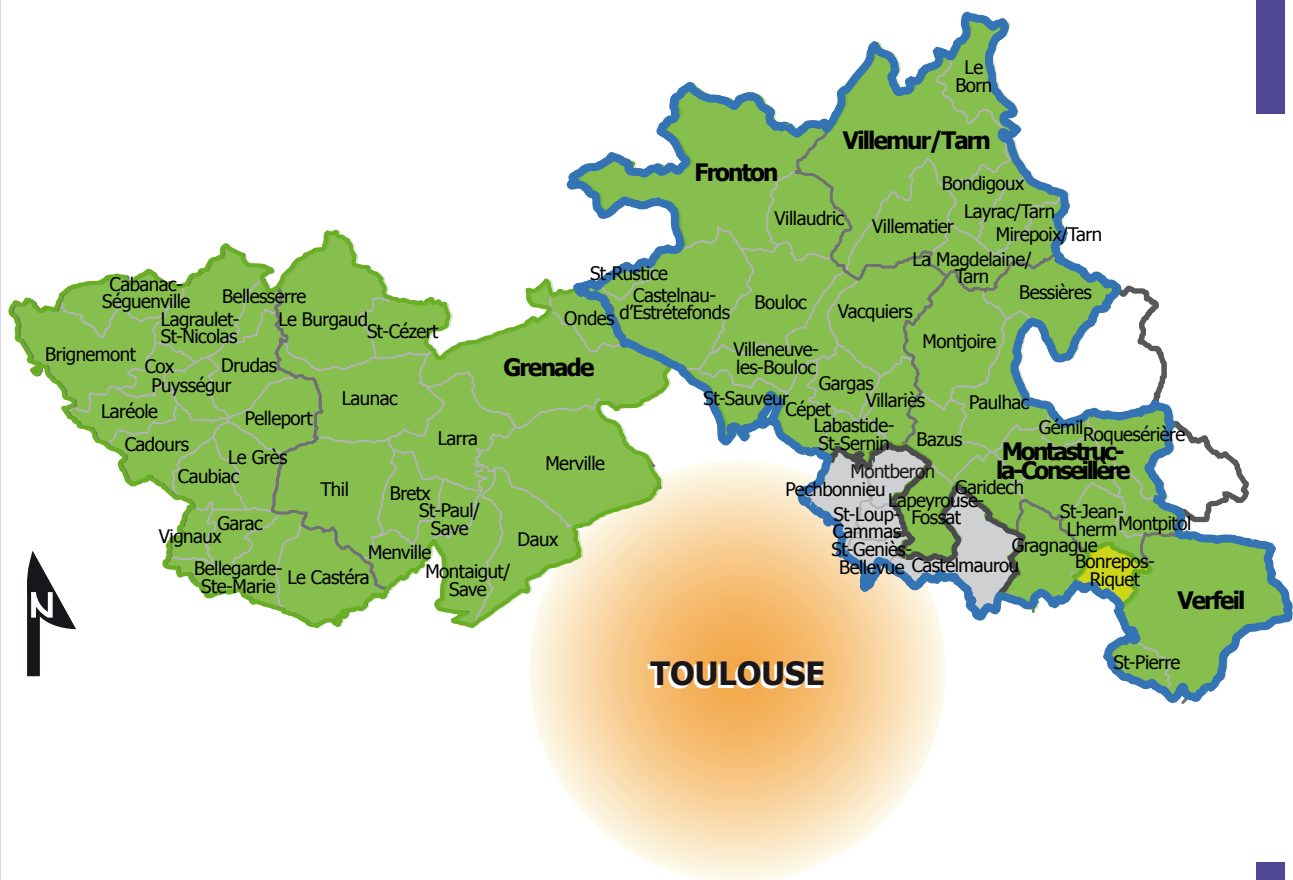
Le SCOT de la grande agglomération toulousaine

La Communauté de communes des coteaux de Bellevue fait partie de ce SCOT. Les orientations de ce dernier devront être cohérentes avec celles du Pays Girou Tarn Frontonnais. Dans cette optique, les études réalisées sur le territoire du Pays ont été transmises au SCOT (Etude Foncier Habitat en particulier puisqu'on y trouvait une analyse de la communauté de communes définie comme étant la « zone de contact » entre les deux territoires). Pour cela, il s'agit de travailler à l'articulation entre la première couronne du pôle urbain toulousain et le reste du Pays Girou Tarn Frontonnais.

En terme de mobilité, la communauté de communes des coteaux de Bellevue faisant partie du PDU, des pôles de rabattement pourraient être envisagés dans les communes concernées pour relier l'ensemble du Pays Girou Tarn Frontonnais à Toulouse. Cette éventualité devra être étudiée dans le cadre de l'étude sur la « mobilité » dans le Pays Girou Tarn Frontonnais qui sera lancée cette année.

SCOT Nord Toulousain et Pays Girou Tarn Frontonnais

ZONAGE



Périmètres

- Pays Girou Tarn Frontonnais
- SCOT Nord
- Commune en cours d'adhésion au SCOT Nord
- Communes incluses dans le SCOT Central

Source : CG 31-DAEDL

Annexe 2 : Fiches mesures

Les quatre axes de développement qui composent la stratégie du Pays Girou Tarn Frontonnais pour la période 2008-2013 se déclinent en 13 fiches-mesures qui mettent en évidence, à titre indicatif, les actions qui pourraient être mises en œuvre pour répondre aux enjeux du territoire.

A la suite de ces fiches, 3 « fiches-mesure transversales » sont également proposées. Elles ne relèvent pas d'une thématique spécifique et peuvent concerner plusieurs voir l'ensemble des axes de la Convention Territoriale.

FICHES MESURE RELATIVES A L'AXE 1 :

« Assurer un développement économique en préservant les ressources du territoire »

Mesure n°1 : Maintenir une agriculture de qualité

Mesure n°2 : Développer le tissu artisanal et commercial

Mesure n°3 : Favoriser l'accueil d'entreprises

Mesure n°4 : Favoriser le développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire

Fiche mesure n°1	Axe 1 : Accompagner le développement économique pour rapprocher emplois et habitants
Maintenir une agriculture de qualité respectueuse de l'environnement	
<p>Contexte : L'agriculture est une activité importante du Pays Girou Tarn Frontonnais qui ne se réduit pas à la viticulture. La céréaliculture ou le maraîchage complètent cette vocation agricole. L'avancée de l'urbanisation menace la préservation de cette activité (mitage...) mais représente dans le même temps un marché potentiel pour son développement. C'est pourquoi, il s'agit aujourd'hui de mettre en place des actions pour la préservation et le développement de l'agriculture périurbaine ce qui passe par le développement des ventes en circuits courts, l'aide à la transmission des exploitations agricole, l'intégration des jeunes agriculteurs, la préservation du foncier agricole...</p> <p>Parallèlement, il s'agira de veiller à ce que les impacts environnementaux liés à l'activité agricole soient maîtrisés (intrants agricoles notamment). Dans le cadre de la maîtrise des dépenses d'énergie, le recours à des énergies renouvelables pourrait accompagner le développement de l'activité agricole.</p>	
<p>Articulation : Pays Montalbanais, SCOT Nord Toulousain, Pays de Cocagne</p>	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p><u>Réaliser une étude sur les potentialités de développement de l'agriculture du Pays</u> : poser les enjeux du territoire en matière agricole et inventorier les divers dispositifs ou actions qui pourraient y répondre. Cette étude devra associer l'ensemble des acteurs locaux (agriculteurs, associations : ACVA, TESS 31...)</p> <p><u>Mettre en place les actions émergeant de l'Etude</u> : à définir</p> <p><u>Développer les ventes en circuits courts</u> : afin d'inciter la vente directe des productions agricoles du territoire, plusieurs actions peuvent être envisagées comme la création de magasins fermiers ou le développement de la vente à la propriété</p> <p><u>Développer les actions de communication à destination de la population locale</u> : le développement de la vente en circuits courts passe par la mise en place d'actions de communication. Ces actions peuvent prendre la forme d'un site Internet informatif sur les exploitations pratiquant la vente directe (coordonnées, horaires...). Une signalétique « vente à la ferme » à l'image de la route des vins pourra être mise en place. On peut également envisager des opérations ponctuelles de sensibilisation et de communication lors de marchés de plein vent, par exemple.</p> <p><u>Pérenniser l'activité agricole du territoire par l'aide au maintien des exploitations existantes et des installations</u> : la transmission des exploitations lors des départs en retraite constitue un enjeu pour le maintien de l'activité sur le territoire. C'est pourquoi, il s'agit de mettre en œuvre des actions visant au maintien des exploitations existantes. Pour cela, la transmission des exploitations lorsque la transmission familiale s'avère impossible, doit être accompagnée. C'est l'objet de l'association TESS 31. Le Pays Girou Tarn Frontonnais accompagne cette association. Parallèlement, des actions d'accompagnement des nouveaux exploitants devront être mises en œuvre pour aider leur intégration dans le tissu local : il s'agit d'une étape clé conditionnant le devenir d'une exploitation. Ce soutien pourra s'effectuer sous la forme de parrainages.</p> <p><u>Coordonner les actions des différents intervenants à l'échelle de tout le Pays</u> : afin de mettre en place des actions globales sur l'ensemble du territoire du Pays, l'ensemble des acteurs locaux devront être associés aux différentes actions mises en place par le Pays dès le montage des projets. Il s'agira également de permettre la mutualisation d'expériences menées à des échelles moins vastes que celle du Pays (cantonales le plus souvent) et de voir dans quelle mesure elles pourraient être globalisées à tout le territoire.</p>	

Promouvoir les énergies renouvelables : afin de développer le recours aux énergies renouvelables, il s'agira de mettre en place des actions d'information et de promotion auprès des exploitants agricoles.

Mise en œuvre : dès 2008

Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention :

Techniques et/ou associatifs : ACVA, TESS 31, Chambre d'Agriculture, DADRE (CG31), CDT

Institutionnels : Etat, Région, Département

Indicateurs de suivi et d'évaluation :

Nombre de structures créées

Fréquentation des structures créées

Evolution de la fréquentation

Evolution de la population agricole

Evolution des ventes en circuit court

Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets

Maîtres d'ouvrage éligibles :

Communes, structures intercommunales, associations...

Fiche mesure n°2	Axe 1 : Accompagner le développement économique pour rapprocher emplois et habitants
Développer le tissu artisanal et commercial	
<p>Contexte : Le tissu artisanal et commercial est assez bien développé dans les pôles du territoire. Le développement de ce secteur d'activité a été dynamisé par la vocation résidentielle du territoire. L'activité artisanale et commerciale participe de façon majeure à l'animation du territoire mais elle est menacée par la concurrence des grands pôles commerciaux limitrophes du territoire. De plus, ce secteur doit faire face à un manque de locaux adaptés mais aussi à un manque de main d'œuvre. Aujourd'hui, le Pays doit mettre en œuvre des actions visant à maintenir et à développer le tissu artisanal et commercial sur le territoire. L'économie résidentielle se développe fortement : il faudra accompagner son émergence et la pérenniser pour créer des emplois sur le territoire.</p>	
<p>Articulation : SCOT Nord Toulousain</p>	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p>Plusieurs actions peuvent être mises en œuvre pour développer le tissu artisanal et commercial : <u>Opérations de maintien et de renforcement du tissu commercial et artisanal :</u> afin d'aider au développement de commerces dans les centres bourgs, les actions de type OMPCA seront soutenues. Ce soutien pourrait également être effectué par la mise en place d'actions ponctuelles visant à répondre aux problèmes conjoncturels liés à l'activité comme le manque de main d'œuvre : actions de communication, groupements d'employeurs pour mutualiser la main d'œuvre, mise en place de groupes de travail associant les associations d'insertion locales et les entreprises en recherche de main d'œuvre... <u>Aider à la transmission des entreprises artisanales lors des départs en retraite :</u> le maintien de l'activité artisanale et commerciale du territoire passe également par la mise en place d'actions visant à accompagner les chefs d'entreprises lors de la transmission de leur entreprise au moment de la retraite. Les actions mises en œuvre dans ce cadre pourraient prendre la forme de rencontres et de parrainage (à l'image de l'association TESS31 pour le domaine agricole). <u>Soutenir la création d'entreprises :</u> il s'agirait également dans ce cadre de soutenir les zones artisanales et commerciales de niveau intercommunal ou à l'échelle des bassins de vie.</p> <p>Mise en œuvre : dès 2008 Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention : Techniques et/ou associatifs : Associations locales, Chambres Consulaires (CM, CCI) Institutionnels : Etat, Région, Département Indicateurs de suivi et d'évaluation : Nombre d'entreprises participant aux diverses actions proposées Evolution de la main d'œuvre Evolution du tissu artisanal local (nombre, salariés, créations, cessations...) <i>Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets</i> Maîtres d'ouvrage éligibles : Communes, intercommunalités, associations....</p>	

Fiche mesure n°3	Axe 1 : Accompagner le développement économique pour rapprocher emplois et habitants
Favoriser l'accueil d'entreprises	
<p>Contexte :</p> <p>Le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais se caractérise par sa vocation résidentielle affirmée, la majorité des actifs travaillant dans le pôle urbain toulousain. Or, il s'agit aujourd'hui de permettre le développement d'emplois locaux. C'est pourquoi, un STIE a été réalisé et a défini une stratégie économique qui repose sur la volonté d'organiser et de structurer le développement économique du territoire, notamment par l'accueil d'entreprises créatrices d'emplois. Aujourd'hui, il s'agit de mettre en œuvre les préconisations de ce schéma tout en veillant au développement des zones d'activités de desserte locale pouvant accueillir des entreprises artisanales et commerciales.</p> <p>En outre, au delà des préconisations du STIE, le territoire doit prendre en compte deux enjeux majeurs : la réalisation de deux projets d'envergure en bordure du territoire (Saint-Sulpice : projet de ZA de 300ha et Montbartier : projet de ZA logistique) et la fin de la commercialisation de la zone d'activités Eurocentre. En effet, il s'agit d'une part de mettre en place des actions en complémentarité et non en concurrence avec ces deux projets d'envergure ; d'autre part il faut permettre le développement d'activités économiques créatrices d'emplois locaux.</p> <p>Le territoire doit également se positionner par rapport à l'agglomération toulousaine. En effet, il s'agit de trouver les complémentarités au regard de l'offre de ce secteur tout en proposant une stratégie innovante qui permette au Pays Girou Tarn Frontonnais d'avoir une visibilité par rapport à la métropole régionale.</p>	
<p>Articulation : SCOT Vaurais, SCOT Nord Toulousain, Pays de Cocagne, Communauté de Communes du Terroir Grisolles Villebrumier, Pays Montalbanais</p>	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p>Afin de répondre à la mesure 3, il s'agit de mettre en œuvre les préconisations du STIE :</p> <p><u>Engager la réflexion sur l'implantation d'une ZA HQE de niveau 2 :</u> la mise en place d'une zone de niveau 2. Toute action visant à définir un positionnement pertinent pour un tel projet entre dans le cadre de cette 3ème mesure. Cette zone d'activité pourrait être portée par plusieurs intercommunalités et des communes isolées pour que la taxe professionnelle profite à tout le territoire.</p> <p><u>Renforcer l'attractivité économique du Pays en s'appuyant sur le parc Triangle et sur la zone de Pechnaugué comme zones à fort potentiel de développement en complémentarité avec le projet de Saint-Sulpice :</u> le développement du parc Triangle doit être envisagé en complémentarité avec le projet de Saint-Sulpice. C'est pourquoi, le Pays Girou Tarn Frontonnais soutiendra toute action visant à définir le positionnement de cette zone, puis il accompagnera la mise en œuvre des préconisations émanant de cette réflexion.</p> <p><u>Structurer l'animation économique du territoire autour de l'implantation d'un hôtel d'entreprises dans le Parc Triangle à Bessières et d'une pépinière d'entreprises dans la zone de Pechnaugué à Villemur-sur-Tarn :</u> le Pays Girou Tarn Frontonnais accompagnera la mise en place de ces deux structures</p> <p>Au delà du STIE, diverses actions peuvent être mises en œuvre pour favoriser l'accueil d'entreprises :</p> <p><u>Favoriser l'implantation d'entreprises de l'économie résidentielle pour accompagner le développement démographique :</u> le développement démographique du territoire induisant l'émergence de nouveaux besoins en terme de commerces et de services principalement, il s'agit pour le Pays Girou Tarn Frontonnais de soutenir toute action visant à aider l'implantation d'entreprises relevant de l'économie résidentielle. En effet, le développement économique du</p>	

territoire ne doit pas s'envisager sur la seule volonté d'accueillir des entreprises d'envergure génératrices d'emplois locaux, il s'agit de compléter cette offre par l'accueil d'entreprises répondant aux besoins quotidiens des habitants notamment en terme de commerces et de services.

Favoriser la création de zones intercommunales : La création de zones d'activités de desserte intercommunale devra être poursuivie en complémentarité avec la zone de niveau 2 envisagée par le STIE afin d'accueillir des activités artisanales et commerciales.

Mise en œuvre : dès 2008

Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention :

Techniques et/ou associatifs : MPE, Chambres Consulaires, DDE

Institutionnels : Etat, Région, Département

Indicateurs de suivi et d'évaluation :

Evolution du nombre d'emplois locaux

Disponibilités dans les ZA du territoire

Evolution tissu économique local

Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets

Maîtres d'ouvrage éligibles :

Communes, intercommunalités, associations....

Fiche mesure n°4	Axe 1 : Accompagner le développement économique pour rapprocher emplois et habitants
Favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire	
<p>Contexte : L'Etude menée sur l'économie sociale et solidaire a permis de mieux appréhender et structurer ce secteur d'activité et de recenser les structures présentes sur le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais. Aujourd'hui, il s'agit de les faire connaître. Dans ce cadre, le Pays soutiendra les différentes actions visant à favoriser le développement de ce secteur, tant par l'accueil que par l'accompagnement et la sensibilisation du public sur cette économie.</p>	
<p>Articulation : IES, ADEPES, CRESS</p>	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p>Plusieurs actions peuvent être mises en œuvre pour favoriser le développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire. <u>Créer un pôle ressource de l'économie sociale et solidaire</u> <u>Accompagner la création de structures de l'économie sociale et solidaire</u> <u>Promouvoir l'économie sociale et solidaire</u> : actions de communication et de sensibilisation</p> <p>Mise en œuvre : dès 2008 Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention : Techniques et/ou associatifs : A définir Institutionnels : Etat, Région, Département Indicateurs de suivi et d'évaluation : Evolution du nombre d'entreprises de l'économie sociale et solidaire selon des critères à déterminer Evolution du nombre d'emplois des entreprises concernées Evolution du Chiffre d'Affaires des entreprises concernées Fréquentation du centre de ressources Analyse du public fréquentant le centre de ressources : âge, sexe, profession, nature de la visite du centre de ressources, situation vis-à-vis de l'économie sociale et solidaire (bénévole, militant, chef d'entreprise, salarié, usager, membre d'une association dans un autre champ, élu...) <i>Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets</i> Maîtres d'ouvrage éligibles : Communes, intercommunalités, associations....</p>	

FICHES MESURE RELATIVES A L'AXE 2 :

« Maîtriser le développement urbain en répondant aux différents besoins de la population »

Mesure n°5 : Assurer une mixité du parc de logements tout en préservant le cadre de vie

Mesure n°6 : Répondre aux besoins en structures de la petite enfance à l'adolescence

Mesure n°7 : Valoriser les activités sportives

Mesure n°8 : Répondre aux besoins de personnes âgées

Mesure n°9 : Optimiser les politiques d'insertion

Fiche mesure n°5	Axe 2 : Maîtriser le développement urbain en répondant aux différents besoins de la population
Assurer une mixité du parc de logements tout en préservant le cadre de vie	
<p>Contexte : Le développement du territoire s'est effectué depuis une vingtaine d'années sous forme pavillonnaire. Cette urbanisation met en péril l'équilibre du territoire tant d'un point de vue urbain que paysager. De plus, la spécialisation du parc de logements ne permet pas d'assurer une mixité de la population (la part de logements sociaux étant extrêmement faible). Si cette évolution perdure, l'équilibre du territoire sera menacé. C'est pour mieux appréhender ces risques que l'étude foncier-habitat a été réalisée. Ainsi, aujourd'hui, il s'agit de mettre en œuvre les préconisations de cette étude.</p>	
<p>Articulation : SCOT Nord Toulousain, SCOT Central, SRADDT (en cours d'élaboration)</p>	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p>Plusieurs actions peuvent être mises en œuvre pour permettre un développement raisonnable du Pays Girou Tarn Frontonnais :</p> <p><u>Mettre en place un Plan Local de l'Habitat :</u> La mise en place d'un tel dispositif permettrait d'organiser le développement du parc locatif et de soutenir le développement du parc locatif à loyers maîtrisés. Dans ce cadre, le Pays pourrait être maître d'ouvrage d'un PLH qui se déclinerait et ferait l'objet d'une contractualisation à l'échelle des communautés de communes tant pour l'économie du foncier que pour le renouvellement de la population.</p> <p><u>Développer le parc locatif social :</u> Le développement du parc locatif notamment social est apparu comme étant un enjeu majeur pour le territoire. Le Pays soutiendra toute action allant en ce sens.</p> <p><u>Mettre en place un Observatoire Foncier :</u> La mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat à l'échelle du Pays qui serait articulé avec les différentes initiatives portées par les services de l'Etat, les collectivités publiques et les institutions permettrait d'encourager l'acquisition de compétences dans le domaine de la connaissance des marchés et des problématiques de l'habitat. Il s'agirait également de permettre la préservation de l'activité agricole sur le territoire et de fixer des limites franches entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles.</p> <p><u>Créer une Charte de Qualité de l'Habitat :</u> L'élaboration d'une Charte de Qualité de l'Habitat permettrait de fixer les objectifs globaux de qualité des opérations de développement de l'habitat et de veiller à une diversification des formes urbaines.</p> <p>Mise en œuvre : dès 2008</p> <p>Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention : Techniques et/ou associatifs : SM SCOT Nord Toulousain Institutionnels : Etat, Région, Département</p> <p>Indicateurs de suivi et d'évaluation : Evolution des programmes de logements Evolution du nombre de logements sociaux Evolution du foncier</p> <p><i>Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets</i></p> <p>Maîtres d'ouvrage éligibles : Communes, intercommunalités, Pays Girou Tarn Frontonnais.</p>	

Fiche mesure n°6	Axe 2 : Maîtriser le développement urbain en répondant aux différents besoins de la population
Répondre aux besoins en structures d'accueil de la petite enfance à l'adolescence	
<p>Contexte : L'accueil de nouveaux habitants a conduit au développement des besoins en structures d'accueil pour enfants (de la petite enfance à l'adolescence). L'éloignement des pôles d'emplois a induit un renforcement des besoins de garde en dehors des temps scolaires : les parents amènent les enfants plus tôt le matin et les récupèrent plus tard le soir.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la petite enfance (enfants âgés de moins de 3 ans), l'offre globale du territoire est de 1 place pour 2,6 enfants (on recense 11 crèches/halte-garderie pour un total de 327 places alors que le nombre d'enfants de moins de trois ans était estimé à 3 667 en 2005). De manière générale, on relève également un décalage en ce qui concerne les horaires des diverses structures de garde et ceux de certains parents : ceux travaillant en horaires décalés ou en parcours d'insertion. - Les structures d'accueil périscolaire sont assez nombreuses sur le territoire, mais toutes les communes n'ont pas la capacité financière pour développer ce type de service. Malgré une demande accrue des parents, les petites communes rencontrent des difficultés dans la mise en place de CLAE/CLSH. - Enfin, les jeunes et adolescents sont de plus en plus nombreux sur le territoire. La demande pour des activités de loisirs est forte et renforcée par la faible mobilité de cette catégorie de population qui ne dispose pas le plus souvent de moyen de locomotion. De plus, face à la progression de la petite délinquance, les élus et professionnels ont conscience du rôle primordial joué par les structures d'accompagnement des jeunes notamment en ce qui concerne la citoyenneté et la prévention des conduites à risques. <p>L'adéquation entre l'offre en équipements et services du territoire et l'accueil démographique est un enjeu majeur pour le Pays Girou Tarn Frontonnais. Ainsi, les actions proposées dans le cadre de cette fiche émanent du Schéma Territorial des Equipements et Services réalisé en 2007.</p>	
<p>Articulation : A définir</p>	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p><u>Mutualiser les équipements :</u> La mutualisation des équipements et services destinés à l'enfance permettra aux communes d'offrir une réponse en adéquation avec les besoins. Cependant, la mutualisation doit être associée à la mise en place d'une offre de transports collectifs pour permettre un accès au plus grand nombre.</p> <p><u>Créer un guide d'accueil :</u> Les habitants du territoire n'ont pas une visibilité globale des structures ou services présents sur le territoire du Pays, le plus souvent l'information ne dépasse pas le cadre communal ou intercommunal. C'est pourquoi, la mise en place d'un guide spécifique permettrait de diffuser l'information au plus grand nombre. Ce guide pourrait également permettre aux élus et aux professionnels d'orienter les habitants.</p> <p><u>Aider à la mise en place de partenariats inter structures :</u> Les structures existantes sont assez nombreuses sur le territoire du Pays. Cependant, une coordination à différentes échelles (Pays, bassins de vie) permettrait d'unir les moyens financiers et humains et de mettre en place des actions communes. Dans un premier temps, ce partenariat pourrait prendre la forme de groupes de réflexion.</p>	

Mettre en place un système de transport pour faciliter l'accès à l'ensemble des structures du territoire : Le développement des actions et des services en direction de l'enfance et de la jeunesse doit être accompagné d'une offre de transport spécifique. La forme que pourrait prendre ce service est à définir plus précisément.

Créer des structures multi-accueil associées à des Réseau d'Assistants Maternelles : Le nombre actuels de places en structures d'accueil pour la petite enfance (tous types confondus) est insuffisant. C'est pourquoi, l'offre doit être étoffée. Cependant, il s'agit d'appréhender ce développement en prenant en compte l'évolution des besoins mais également en envisageant des équipements évolutifs dans le temps.

Mettre en place des accueils 365 jours par an : Cette action répond au besoin d'une certaine partie de la population du territoire dont les horaires ne sont pas ceux des structures de garde classiques (travail à temps partiel, horaires décalés, personnes en parcours d'insertion...).

Créer une ou plusieurs structures pour enfants handicapés : Il n'existe pas pour l'instant de structure de ce type sur le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais. Les parents d'enfants concernés par un handicap rencontrent des difficultés. Cependant, le besoin précis de ce type de structure reste à évaluer précisément.

Mise en œuvre : dès 2008

Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention :

Techniques et/ou associatifs : UTAMS, SM SCOT Nord Toulousain, MJC, associations locales d'animation (CLAE, CLSH, PIJ, CAJ), Mission Locale de la Haute-Garonne

Institutionnels : Etat, Région, Département

Indicateurs de suivi et d'évaluation :

Evolution des demandes non satisfaites

Evolution du nombre de places

Evolution du nombre de structures

Evolution de la fréquentation des structures et/ou services concernés

Echelle de mise en place de nouvelles structures et/ou services

Nombre d'actions engagées

Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets

Maîtres d'ouvrage éligibles :

Communes, intercommunalités, associations...

Fiche mesure n°7	Axe 2 : Maîtriser le développement urbain en répondant aux différents besoins de la population
Valoriser les activités sportives	
<p>Contexte : Le potentiel d'espaces naturels propices aux Activités Physiques de Pleine Nature est assez important sur le territoire du Pays. Aujourd'hui, il s'agit de mettre en place des actions permettant leur développement. Cependant, les équipements sportifs existants sont saturés et certains équipements spécifiques de type piscine ou salle omnisports font défaut. En règle générale, les communes du territoire ont un potentiel de développement des activités sportives freiné par le manque d'équipements et de structures face à l'augmentation continue de la population.</p>	
<p>Articulation : SCOT Nord Toulousain, SCOT de la Grande Agglomération Toulousaine.</p>	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p><u>Développer les Activités Physiques de Pleine Nature :</u> La proximité de la forêt de Buzet, les chemins de randonnées, les lacs permettent de développer ce type d'activités. De plus, il apparaît intéressant d'allier activités sportives et culturelles en reliant les chemins de randonnées au patrimoine culturel et naturel du territoire.</p> <p><u>Relier le territoire à l'agglomération toulousaine :</u> La création d'une voie cyclable entre le canal du Midi à Toulouse et la forêt de Buzet permettrait de compléter le maillage déjà existant.</p> <p><u>Structurer les chemins de randonnée :</u> Il s'agirait d'inventorier précisément tous les chemins de randonnées du territoire puis de construire une « dorsale » qui traverserait tout le territoire et relierait les différentes boucles existantes.</p> <p><u>Créer des lieux ouverts à tous :</u> Il s'agirait de mettre en place des équipements sportifs qui puissent être accessibles à tous sans proposer des activités encadrées.</p> <p><u>Equiper le territoire d'infrastructures permettant le développement des activités sportives</u></p> <p>Mise en œuvre : dès 2008</p> <p>Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention : Techniques et/ou associatifs : CDT, CRT Institutionnels : Etat, Région, Département</p> <p>Indicateurs de suivi et d'évaluation : <i>Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets</i></p> <p>Maîtres d'ouvrage éligibles : Communes, intercommunalités, associations....</p>	

Fiche mesure n°8	Axe 2 : Maîtriser le développement urbain en répondant aux différents besoins de la population
Répondre aux besoins des personnes âgées	
<p>Contexte : Si au regard de la situation départementale, le Pays Girou Tarn Frontonnais paraît plutôt bien équipé en structures d'accueil pour les personnes âgées il n'est pas en mesure de répondre à un nouveau type de demandes à savoir l'accueil ponctuel des personnes âgées dépendantes à la charge des familles. Le vieillissement de la population du territoire laisse envisager un renforcement des demandes de prises en charge des personnes âgées (services à domicile, accueil en structures médicalisées ou non...).</p> <p>L'adéquation entre l'offre en équipements et services du territoire et l'accueil démographique est un enjeu majeur pour le Pays Girou Tarn Frontonnais. Ainsi, les actions proposées dans le cadre de cette fiche émanent du Schéma Territorial des Equipements et Services réalisé en 2007.</p>	
Articulation : A définir	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p>Plusieurs actions à destination des personnes âgées peuvent être mises en œuvre sur le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais :</p> <p><u>Engager la réflexion en vue de la création d'un centre d'accueil pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer</u> : Ce type de structure n'existe pas sur le territoire, or l'augmentation de la population de plus de 60 ans et le développement du nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer mettent en évidence le besoin de la mise en place d'un centre spécifique.</p> <p><u>Permettre l'accueil des personnes handicapées vieillissantes</u> : Il n'existe pas de structure de ce type sur le territoire du Pays alors que la prise en charge de ces personnes demande des compétences spécifiques.</p> <p><u>Développer des accueils temporaires pour les personnes âgées à la charge de leur famille</u> : De nombreuses personnes âgées sont prises en charge par leur famille. Le manque de places disponibles en structures adaptées explique en partie cette situation. Il s'agirait aujourd'hui de proposer un accueil ponctuel pour ces personnes.</p> <p><u>Développer les résidences pour personnes âgées</u> : La création de logements adaptés et proposant des services répondant aux besoins spécifiques des personnes âgées pourrait constituer une réponse au besoin de prise en charge de certaines personnes tout en les aidant à rester autonomes le plus longtemps possible.</p> <p><u>Favoriser la création de lieux d'échanges inter générationnels</u> : Ces lieux d'échanges inter générationnels pourraient prendre la forme d'équipements « multi fonctions » (équipements associant par exemple une crèche, un CLSH et un accueil pour personnes âgées). Ce type d'équipements permet également d'assurer une certaine pérennité et une adaptation à l'évolution des besoins.</p> <p><u>Etudier la mise en place d'un service de transport adapté (TAD...)</u> : Il s'agit d'analyser la desserte des différents équipements destinés aux personnes âgées afin d'analyser le besoin de mise en place d'un système de transport adapté.</p> <p><i>Note : Les actions envisagées devront être articulées avec les politiques de santé mises en œuvre par la Région et le Département.</i></p>	
<p>Mise en œuvre : dès 2008</p> <p>Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention : Techniques et/ou associatifs : MDPH, Direction de l'Insertion CG31, associations locales d'aide à domicile (ACEF, AFC, AMFPAD...), les trois Services de Soins à Domicile pour Personnes Agées du territoire, UTAMS, Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes.</p>	

Institutionnels : Etat, Département

Indicateurs de suivi et d'évaluation :

Evolution du nombre de personnes âgées

Evolution du nombre de places disponibles dans les structures

Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets

Maîtres d'ouvrage éligibles :

Communes, intercommunalités, associations....

Fiche mesure n°9	Axe 2 : Maîtriser le développement urbain en répondant aux différents besoins de la population
Optimiser les politiques d'insertion	
<p>Contexte :</p> <p>Le réseau des acteurs de l'insertion est assez bien développé sur le territoire, ces derniers croisent leurs expériences et compétences pour répondre aux besoins des populations. Cependant, les difficultés de déplacements sont un frein à l'insertion de même que le manque de logements sociaux ou d'urgence. L'accès à des formations qualifiantes au sein même du territoire est ressenti comme un réel besoin pour les personnes en parcours d'insertion professionnelle. Aujourd'hui, il paraît primordial que l'ensemble des acteurs de l'insertion coordonne leurs différentes actions au sein du territoire du Pays.</p> <p>L'insertion et la coordination des différentes politiques en direction des personnes en difficulté sont des enjeux importants pour le Pays Girou Tarn Frontonnais. C'est pourquoi, cette question a fait l'objet d'une analyse spécifique dans l'Etude prospective des équipements et services à la population. Ainsi, les actions proposées dans le cadre de cette fiche émanent du Schéma Territorial des Equipements et Services réalisé en 2007.</p>	
Articulation : A définir	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p>Plusieurs actions visant à améliorer les politiques d'insertion peuvent être mises en œuvre sur le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais :</p> <p><u>Initier des lieux d'accueil et de lien social regroupant les acteurs publics et privés intervenant dans les secteurs sociaux, culturels, sportifs, économiques :</u> Ces lieux devront être accessibles à tous notamment aux personnes handicapées ou à mobilité réduite. Actuellement, deux projets de Maisons des services publics sont actuellement à l'étude.</p> <p><u>Créer des centres sociaux intercommunaux :</u> Toutes les communes du territoire ont mis en place une politique sociale. Les missions des CCAS diffèrent d'une commune à l'autre, ainsi afin d'optimiser l'action sociale et de mutualiser les moyens, il s'agirait de créer des centres sociaux intercommunaux.</p> <p><u>Dynamiser les parcours d'insertion par une offre de formations qualifiantes délocalisées :</u> Les actions de formations qualifiantes sont inexistantes au sein du territoire alors que des équipements pouvant les accueillir existent. Les personnes en parcours d'insertion sont souvent peu mobiles, elles ont parfois des difficultés à suivre un cursus de formation en dehors du territoire. C'est pourquoi, de façon ponctuelle, il serait intéressant de mettre en place ce type de formation dans le territoire du Pays. La formation professionnelle étant une compétence de la Région Midi-Pyrénées, elle sera un partenaire privilégié du Pays dans ce domaine.</p> <p><u>Développer des outils pour la mobilité des personnes les plus en difficulté :</u> La mobilité est un frein à l'accès à l'emploi. C'est pourquoi, il apparaît important d'améliorer la mobilité des personnes en parcours d'insertion. Pour cela, diverses initiatives peuvent être mises en œuvre. Il s'agirait également d'accompagner les actions d'insertion d'une offre de transports spécifique (covoiturage,...).</p> <p><u>Mobiliser des places d'accueil en structures pour les enfants de familles en difficulté :</u> Afin de permettre aux personnes en parcours d'insertion d'effectuer les démarches et actions nécessaires, il est primordial de proposer des solutions de garde d'enfants (accueil ponctuel, pour quelques heures, mise en place de quotas au sein des structures...). Il s'agirait de permettre aux personnes de sortir du cercle vicieux qui touche le plus souvent les parents d'enfants en bas âge qui recherchent un emploi : pas de travail donc pas de place en crèche, pas de place en crèche donc pas de possibilité d'accéder à un emploi...</p>	

Initier une politique d'implantation de structures de travail pour personnes handicapées :

Actuellement, on recense environ 200 travailleurs handicapés au sein du Pays Girou Tarn Frontonnais. Le Pays souhaite s'engager dans une politique de développement de structures de type Etablissement ou Service d'Aide par le Travail.

Initier une politique d'implantation de centres de formation : Les centres de formation sont peu nombreux sur le territoire. Au vu des besoins locaux et des difficultés de déplacement des personnes en parcours d'insertion, il s'agirait aujourd'hui que le territoire puisse accueillir un centre de formation. Cependant, ce besoin est à évaluer de façon spécifique. La formation professionnelle étant une compétence de la Région Midi-Pyrénées, elle sera un partenaire privilégié du Pays dans ce domaine.

Mise en œuvre : dès 2008

Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention :

Techniques et/ou associatifs : CBE du NET, MCEF, ADIAD, ANPE, UTAMS, MDPH, Bureau Territorial de Saint-Jean.

Institutionnels : Etat, Région, Département

Indicateurs de suivi et d'évaluation :

Evolution de l'offre de formation du territoire

Evolution du nombre d'actions entreprises

Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets

Maîtres d'ouvrage éligibles :

Communes, intercommunalités, associations....

FICHES MESURE RELATIVES A L'AXE 3 :
« Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement »

Mesure n°10 : Améliorer la desserte du territoire

Mesure n°11 : Contribuer à la préservation de l'environnement

Fiche mesure n°10	Axe 3 : Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement
Améliorer la desserte du territoire	
<p>Contexte : Les déplacements constituent une question centrale pour le Pays Girou Tarn Frontonnais dans la mesure où ils se sont nettement intensifiés aux heures de pointes en direction de l'agglomération toulousaine mais aussi car la desserte interne du territoire s'est avérée insuffisante ou mal adaptée aux besoins de tous les habitants. La recherche d'une meilleure adéquation entre l'offre en transports collectifs et les attentes spécifiques des habitants en fonction de leurs capacités d'accessibilité constitue une nécessité pour le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais.</p>	
<p>Articulation : SCOT Nord Toulousain, SCOT de la Grande Agglomération Toulousaine, PDU, Schéma Départemental des Transports, Schéma Régional des Transports.</p>	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p><u>Réaliser une étude sur la mobilité :</u> La thématique des déplacements a été analysée de façon transversale dans les diverses études déjà menées sur le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais. Aujourd'hui, il s'agit de rassembler l'ensemble des éléments existants mais également d'introduire l'approche des divers acteurs à savoir les habitants eux-mêmes mais aussi ceux qui décident de l'organisation des transports. L'étude devra clairement mettre en évidence les besoins du territoire et proposer des solutions. Elle mettra en évidence des priorités dans les actions à réaliser aussi bien dans le temps que dans la localisation. Ce travail constitue la suite logique du groupe de réflexion « Mobilité » mis en place en 2007.</p> <p><u>Favoriser l'inter modalité avec les communes comprises dans le périmètre du PDU :</u> La communauté de communes des coteaux de Bellevue est comprise dans le périmètre du PDU. Il s'agirait donc d'étudier la mise en place de navettes ou de pôles multimodaux au sein des communes concernées pour desservir l'agglomération toulousaine.</p> <p><u>Inciter la mise en œuvre de navettes de rabattement sur les pôles multimodaux (gares...) :</u> La mise en place de navettes de rabattement sur les pôles multimodaux du territoire permettrait d'optimiser l'offre locale en transports en commun. Ces navettes devront être adaptées à l'offre TER/bus.</p> <p><u>Améliorer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :</u> La loi prévoit que les services de transports soient accessibles aux personnes à mobilité réduite. Dans ce contexte, la mise aux normes des moyens de transports publics constitue une priorité.</p> <p><u>Créer des structures « d'aide à la mobilité » :</u> Diverses initiatives locales peuvent permettre d'influer sur les déplacements. On peut citer en exemple, la mise en place de centrales de covoiturage, le prêt de véhicules et de cycles... ainsi qu'une offre en transports adaptée aux personnes à mobilité réduite.</p> <p><u>Agrandir les parkings des gares :</u> Le développement de l'usage des transports collectifs et notamment les transports ferrés ne pourra s'effectuer sans la mise en place d'une offre de stationnement plus importante au niveau des gares. En effet, l'agrandissement des parkings aux abords des gares doit se concevoir dans une logique de développement de l'inter modalité. Il s'agit également de permettre un accès sécurisé des cycles et piétons aux gares.</p> <p>Mise en œuvre : dès 2008</p> <p>Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention : Techniques et/ou associatifs : Société civile, Tisséo, RFF, SNCF Institutionnels : Etat, Région, Département</p> <p>Indicateurs de suivi et d'évaluation : Evolution des statistiques sur le trafic routier Evolution de la fréquentation des transports en commun <i>Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets</i></p> <p>Maîtres d'ouvrage éligibles : Communes, intercommunalités, associations....</p>	

Fiche mesure n°11	Axe 3 : Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement
Concourir à la préservation de l'environnement	
<p>Contexte : Le Pays Girou Tarn Frontonnais subit à la fois les dégradations liées à l'urbanisation mais aussi aux pollutions diverses propres aux modes vie. Dans ce cadre, la préservation du Paysage naturel apparaît comme une préoccupation importante. De même, le trafic routier important entre l'agglomération toulousaine et le territoire engendre des pollutions conséquentes. La réduction du trafic routier est liée à l'aménagement du territoire, dans ce cadre il s'agirait de rapprocher les différentes fonctions de la ville (habitat, emplois...) et de mettre en place une cohérence entre développement urbain et développement des transports collectifs (zones de cohérence urbanisme/transports). C'est également l'objet du SCOT Nord Toulousain.</p>	
<p>Articulation : SCOT Nord Toulousain, SCOT de la Grande Agglomération Toulousaine, Plan Régional « Bâtiments Economes Midi-Pyrénées ».</p>	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p>Plusieurs actions visant à améliorer la préservation de l'environnement :</p> <p><u>Veiller à la qualité environnementale des opérations d'urbanisme</u> : Il s'agirait de veiller à ce que les opérations de développement urbain ou de réalisation d'équipements publics puissent remplir un « cahier des charges » répondant aux critères de Haute Qualité Environnementale. La mise en place de ces actions devra être en concordance avec le Plan Régional Bâtiments Economes Midi-Pyrénées. En outre, il est à noter que les maîtres d'ouvrage qui percevront des subventions régionales devront répondre aux exigences de la Charte Régionale. Cette Charte constitue un référentiel, recueil des exigences environnementales et énergétiques applicables aux opérations subventionnées par la Région Midi-Pyrénées.</p> <p><u>Développer un Agenda 21 local pour le Pays</u> : Réalisation d'un Agenda 21 à l'échelle du Pays pouvant être décliné localement. Accompagnement des élus pour la mise en œuvre d'Agendas 21 locaux.</p> <p><u>Elaborer une Charte Paysagère</u> : Un tel document permettra au territoire de mettre en œuvre des actions concrètes de préservation du paysage.</p> <p><u>Préserver l'activité agricole pour préserver la qualité paysagère du territoire</u> : La préservation du paysage est conditionnée par le maintien de l'activité agricole du territoire (cf : fiche mesure n°1).</p> <p><u>Développer les énergies renouvelables</u> : Lors de la construction d'équipements, il s'agira de réfléchir à l'adoption des énergies renouvelables ainsi qu'à la réduction des gaz à effet de serre.</p> <p><u>Réduire les émissions de gaz à effet de serre</u> : Il s'agirait d'accompagner les collectivités locales dans l'achat de véhicules non polluants.</p> <p><u>Mettre en place une réflexion sur les rivières Tarn et Girou</u> : Il s'agirait de proposer un accompagnement pour mener à bien leur dépollution et leur préservation. Cela pourrait passer par la mise en place d'outils tels qu'un comité de rivière ou un plan de gestion. La structure à mettre en place est à étudier.</p> <p><u>Favoriser la sensibilisation aux particuliers sur les énergies renouvelables (solaire, éolien,...) et plus largement sur les économies d'énergie</u> : actions de sensibilisation à coupler avec des projets d'accueil touristique (expositions itinérantes, parcours pédagogiques...).</p> <p>Mise en œuvre : dès 2008</p> <p>Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention : Techniques et/ou associatifs : CAUE, agriculteurs, ADEME, DIREN, DDAF, ARPE, Espaces Info Energie... Institutionnels : Etat, Région, Département, Europe</p> <p>Indicateurs de suivi et d'évaluation :</p>	

Nombre d'initiatives de type Agenda 21

Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets

Maîtres d'ouvrage éligibles :

Communes, intercommunalités, associations....

FICHES MESURE RELATIVES A L'AXE 4 :

« Développer les activités touristiques et culturelles »

Mesure n°12 : Inciter le développement touristique

Mesure n°13 : Développer les activités culturelles

Fiche mesure n°12	Axe 4 : Développer les activités touristiques et culturelles
Inciter le développement touristique	
<p>Contexte : Le Pays Girou Tarn Frontonnais dispose d'atouts pour un tourisme de proximité : un patrimoine naturel, des chemins de randonnées, le terroir du Frontonnais... Afin de conforter ces atouts, deux projets touristiques d'envergure sont en cours : la Maison des vins et du tourisme de Fronton, le Domaine de Bonrepos-Riquet. La proximité de l'agglomération toulousaine représente un gisement potentiel pour le développement de ces activités. Actuellement, ce territoire bénéficie d'une image rurale fortement liée au terroir grâce à la viticulture. Il s'agirait d'affiner cette représentation auprès du grand public afin de mettre en avant toutes les potentialités du secteur qui ne se limitent pas à ce domaine. Le potentiel touristique du Pays Girou Tarn Frontonnais reste à structurer, c'est pourquoi une étude touristique va être réalisée en 2008. Cette étude analysera l'offre globale du territoire afin de cibler les produits touristiques du territoire.</p>	
<p>Articulation : Schéma Culturel, Plan de soutien Régional à l'Economie Touristique.</p>	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p>Réaliser une étude touristique : Cette étude devra mettre en évidence le potentiel touristique du territoire. En association avec les élus et les professionnels du territoire, une stratégie de développement touristique pour le Pays Girou Tarn Frontonnais sera élaborée. Ce travail s'attachera à répondre à deux questions centrales en la matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comment structurer l'offre touristique ? - Dans quelle mesure le secteur touristique peut-il constituer une filière de développement économique pour le territoire ? - Comment organiser l'activité touristique du territoire : coordination des initiatives, quel positionnement pour l'Office de Tourisme en projet à Fronton... ? <p>Le programme opérationnel qui découlera de cette étude pourrait s'appuyer sur les projets structurants comme la Maison des Vins et du Tourisme de Fronton et le Domaine de Bonrepos-Riquet.</p> <p>Mise en œuvre : dès 2008 Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention : Techniques et/ou associatifs : CDT, CRT, DDAF, Coramip, DRT, FROTSI, Chambre d'Agriculture, ARPE, DADRE Institutionnels : Etat, Région, Département, Europe Indicateurs de suivi et d'évaluation : Fréquentation des sites Nombre de structures touristiques créées, visitées Nombre d'emplois créés <i>Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets</i> Maîtres d'ouvrage éligibles : Communes, intercommunalités, associations....</p>	

Fiche mesure n°13	Axe 4 : Développer les activités touristiques et culturelles
Développer les activités culturelles	
<p>Contexte :</p> <p>Le Diagnostic culturel mené en 2006 sur le Pays a montré la multitude d'activités culturelles présentes sur le territoire et leurs potentialités de développement. Le Pays Girou Tarn Frontonnais est un territoire contrasté qui dispose d'atouts pouvant permettre la mise en place d'une politique culturelle à l'échelle de tout le territoire. C'est l'objet du Schéma culturel. Sur la base d'un état des lieux de l'existant, ce Schéma Culturel a défini les enjeux d'une politique culturelle pour le Pays. Il a été validé par les élus du territoire et est actuellement en cours de validation auprès des services de Région Midi-Pyrénées. La signature d'une convention entre le territoire et la Région Midi-Pyrénées permettra la mise en œuvre de la politique culturelle du Pays.</p> <p>Le Schéma Culturel s'articule autour de cinq thématiques : Cohérence, compétence et organisation ; les enjeux patrimoniaux ; bibliothèques et médiathèques ; enseignements et pratiques artistiques ; action culturelle. Pour répondre aux enjeux du territoire la mise en place de 24 actions est proposée. Une partie de ces actions peuvent être mises en œuvre à court terme (information, centre de ressources...), d'autres sont plus structurantes et pourraient être réalisées à moyen ou long terme (école des pratiques artistiques, structuration de résidences d'artistes...).</p>	
Articulation : Schéma Culturel.	
ACTIONS ENVISAGEES	
<p><u>Mettre en œuvre le Schéma Culturel</u> : Les actions envisagées dans le cadre du Schéma Culturel s'articulent autour de cinq thématiques :</p> <p>1) Cohérence, compétence et organisation</p> <p>Dans ce cadre, il s'agira de construire l'image culturelle du Pays. Certains outils pourront être mis en œuvre pour favoriser l'information et la communication culturelles comme la création d'un centre de ressources culturelles ou d'un bulletin culturel. La mise en œuvre du Schéma Culturel nécessitera la création d'un poste de « chef de projet culture ».</p> <p>2) Les enjeux patrimoniaux</p> <p>Il s'agit de mettre en œuvre une politique patrimoniale pour le territoire. Un état des lieux du patrimoine existant doit être mené afin d'identifier l'identité patrimoniale du Pays afin de le promouvoir et de le valoriser. La création d'un centre de ressources du patrimoine du Pays comprenant un espace muséal, un centre de documentation et un espace de recherches pourrait permettre de valoriser le patrimoine.</p> <p>Enfin, la conservation de certains pôles patrimoniaux thématiques est proposée ; il s'agit des friches Brusson de Villemur-sur-Tarn, du Château de Bonrepos-Riquet, de la Maison des Vins et du Tourisme de Fronton et de l'Espace de recherche archéologique et historique-musée de Villariès.</p> <p>3) Bibliothèques et médiathèques</p> <p>Suite à un état des lieux concernant la lecture publique sur le territoire du Pays, il est apparu que le territoire dispose d'une répartition des équipements assez homogène avec toutefois un potentiel de développement élevé pour certaines communes. C'est pourquoi, il s'agirait de renforcer l'offre de lecture publique sur le territoire en accompagnant la création d'établissements mais aussi en professionnalisant les établissements existants. Il s'agirait également de structurer l'offre de lecture publique à l'échelle du Pays par la mise en réseau des bibliothèques et d'intégrer l'offre de lecture publique dans la dynamique culturelle du territoire (renforcement des animations en faveur du livre et de la lecture...).</p>	

4) Enseignements et pratiques artistiques

Le Schéma Culturel préconise la consolidation de certaines structures qui pourraient être mise en réseau afin de mutualiser leurs moyens et proposer des projets pédagogiques complémentaires.

5) Action culturelle

Le Schéma Culturel propose de mener une réflexion sur les festivals à mettre en œuvre et sur la pérennisation des structures liées à l'action culturelle.

Mise en œuvre : dès 2008

Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention :

Techniques et/ou associatifs : Associations locales, ADDA 31, DRAC

Institutionnels : Etat, Région, Département

Indicateurs de suivi et d'évaluation :

Des indicateurs précis devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets

Maîtres d'ouvrage éligibles :

Communes, intercommunalités, associations....

FICHES MESURE TRANSVERSALES :

Mesure n°14 : Expérimentation

Mesure n°15 : Ingénierie territoriale

Mesure n°16 : Accompagner le développement des NTIC

Fiche mesure n°14

Expérimentation

Contexte :

Dans les nouveaux dispositifs d'intervention de la Région pour la prochaine génération des politiques territoriales 2007-2013 a été mise en place une dotation « vocation territoriale » consacrée aux projets spécifiques ou innovants.

La plupart des territoires souhaitent avoir la possibilité de développer une forme « d'exemplarité » et/ou « d'expérimentation » dans un ou plusieurs domaines particuliers significatifs de leur propre spécificité.

C'est pourquoi, la Région a décidé de créer dès 2008 une dotation spécifique « exemplarité et/ou expérimentation » d'un montant de 5 M€ par an.

Cette dotation annuelle repose sur les principes suivants :

- la dotation annuelle de 5M€ sera répartie à titre indicatif entre les Pays et les PNR pour la première moitié de façon égale entre les Pays/PNR, pour la seconde moitié en fonction du nombre de communes et du nombre d'habitants, la Région pourra soutenir dans ce cadre, les actions d'investissements correspondant à une ou deux thématiques adaptées aux spécificités du territoire et proposées par le Pays ou le PNR lors de l'élaboration de la Convention Territoriale de Pays ou de PNR,
- le solde non programmé de cette dotation annuelle par Pays/PNR pourra être reporté sur l'année suivante dans la limite d'une seule fois sur la période 2008-2013,

la programmation de cette dotation s'effectuera conjointement entre la Région et le territoire et devra être inscrite dans le Programmes Opérationnels des Conventions Territoriales de Pays ou de PNR.

Articulation : Etudes et réflexions menées dans le cadre du SCOT Nord Toulousain

ACTIONS ENVISAGEES

Le Pays Girou Tarn Frontonnais souhaite s'inscrire pleinement dans des projets expérimentaux et/ou exemplaires et mène une réflexion quant aux thématiques qu'il souhaiterait aborder dans la cadre de ce dispositif et dont le choix sera proposé à la Région dès validation des élus du Pays. La mise en œuvre de sa stratégie d'action « vocation territoriale » se fera à l'issue de cette réflexion. Les actions inscrites dans le cadre de cette stratégie seront définies après avoir déterminé son champ d'application.

Mise en œuvre : dès 2008

Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention :

Techniques et/ou associatifs : Appui technique Région Midi-Pyrénées, Conseil Général Haute-Garonne.

Institutionnels : Etat, Région, Département, Europe

Indicateurs de suivi et d'évaluation :

Nombre de communes et communautés de communes concernées

Nombre de personnes touchées par cette expérimentation

Les indicateurs devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets

Maîtres d'ouvrage éligibles :

Pays, Communes, Communautés de communes.

Ingénierie Territoriale

Contexte :

L'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais, dans le cadre de la première phase de contractualisation, a permis de doter le territoire de schémas de référence dans les domaines économiques, culturels et des équipements et services à la population. Par un accompagnement constant auprès des porteurs de projets, c'est également un ensemble d'équipements qui ont pu voir le jour grâce aux cofinancements.

L'année 2008 engage le Pays Girou Tarn Frontonnais dans une nouvelle phase de contractualisation. En effet, l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais doit poursuivre le travail entrepris ces dernières années sur les actions dont elle garde la maîtrise d'ouvrage :

- développer l'accompagnement des acteurs économiques en s'appuyant sur les travaux antérieurs du pays (diagnostic économique, schéma territorial des infrastructures économiques),
- développer une politique d'animation culturelle en déclinaison du schéma culturel de pays grâce à un conventionnement régional,
- développer une stratégie touristique sur la base des deux projets structurants du territoire (la Maison des Vins et du Tourisme et le Domaine de Bonrepos-Riquet),
- développer une communication valorisante pour le territoire.

En ce qui concerne l'animation du programme Pays Girou Tarn Frontonnais trois volets peuvent être identifiés :

(1) L'animation proprement dite :

Dans ce cadre, l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais a délégué l'animation territoriale, l'ingénierie, l'assistance technique et la coordination des différents acteurs au Comité de Bassin d'Emploi du Nord Est Toulousain. L'équipe technique est composée d'une coordinatrice, d'un gestionnaire, d'une chargée de mission activité économique, d'une chargée de mission mouvement associatif et économie solidaire et d'une assistante administrative.

Cette équipe est composée de 5,6 équivalents temps plein, en fonction des missions 4,8 personnes travaillent pour le compte de l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais.

Missions :

- animation et repérage des porteurs de projets potentiels, accueil, information, première évaluation et conseil
- recherche de partenaires pour appui sous forme de conseils ou formations spécifiques
- recherche d'aide financière, accompagnement et suivi
- aide à la mise en réseau des structures porteuses de projets et des maîtres d'ouvrage
- animation de la structure associative, des commissions thématiques et suivi des actions dont elle a le pilotage

Le Pays Girou Tarn Frontonnais bénéficie par ailleurs de l'appui technique du Conseil Général de la Haute-Garonne.

(2) La réalisation d'études :

L'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais a été maître d'ouvrage de plusieurs études de type Schéma Directeur définissant les politiques thématiques du Pays. Ainsi, la définition de stratégies à l'échelle des bassins de vie a permis de décliner ces politiques thématiques de portée Pays. Dans ce cadre, l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais a souhaité inscrire ces actions intercommunales et communales dans la convention 2008-2013 (fiches mesure).

(3) La communication :

En ce qui concerne la communication, l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais a mis en place plusieurs outils : charte graphique et logotype, site internet, et journal de pays.

Articulation : Etudes et réflexions menées dans le cadre du SCOT Nord Toulousain

ACTIONS ENVISAGEES

Volet animation

Accompagner et pourvoir au financement des postes d'animation du Pays

Volet études

L'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais, les EPCI et les communes pourront initier toute étude qu'elles jugeront nécessaires à la réalisation d'actions spécifiques. A ce titre, elles solliciteront les partenaires financiers ayant compétence dans le domaine concerné.

Volet communication

- Réaliser des supports de communication Pays (dépliants, journal de pays, affiches ...)
- Organiser des journées type manifestations ou expositions
- Reconfigurer le site internet du Pays

Mise en œuvre : dès 2008

Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention :

Partenaires techniques : Appui technique Conseil Général de la Haute-Garonne

Partenaires institutionnels : Europe, Etat, Conseil Régional Midi-Pyrénées, Conseil Général Haute-Garonne

Indicateurs de suivi et d'évaluation :

Evaluation des procédures Pays (convention notamment)

Fréquentation des journées organisées par le Pays

Nombre de connexions au site internet

Maîtres d'ouvrage éligibles : Association du Pays Girou Tarn Frontonnais, Communes, Communautés de communes.

Fiche mesure n°16

Accompagner le développement des NTIC

Contexte :

Les communes du Pays Girou Tarn Frontonnais sont de mieux en mieux desservies en matière de réseau internet à haut débit (wifi, réseau ADSL...). Le réseau numérique étant devenu un élément incontournable pour bénéficier d'un accès à l'ensemble des sources d'information et de communication, de plus en plus de résident souhaitent en bénéficier.

Dans le Pays Girou Tarn Frontonnais, seules 4 communes ont été recensées comme étant en zone blanche (il s'agit de communes dont moins de 90% de la population est couverte en ADSL).

Articulation : SCOT Nord Toulousain, Programme Départemental de couverture haut-débit du Département de la Haute-Garonne, Dispositif d'accompagnement du Conseil Régional.

ACTIONS ENVISAGEES

Veiller à la cohérence des différents dispositifs d'accès au réseau haut débit : Dans ce cadre, le Pays pourrait être à l'interface entre les actions mises en œuvre par le Conseil Général qui se charge de l'équipement de 144 communes du département et le Conseil Régional qui propose un dispositif d'accompagnement technique et financier aux communes et intercommunalités situées en zones blanches.

Favoriser le très haut débit sur les pôles et les principales zones d'activités : Dans le cadre du Programme Départemental de couverture haut-débit du Département de la Haute-Garonne, un réseau de collecte très haut débit a été étudié afin de permettre la couverture en très haut débit de zones d'activités, la couverture de sites tels que les collèges, les bâtiments administratifs...

Encourager les actions de formation et d'éducation des publics aux NTIC : Le réseau cyber-base Midi-Pyrénées permet de proposer une offre de formation au public. On ne dénombre pas de structure de ce type sur le territoire du Pays Girou Tarn Frontonnais. Il s'agirait d'identifier un besoin potentiel pour la mise en place de ce type d'action.

Permettre une offre de services publics numériques de qualité : Ce service pourrait être mis en place grâce à la mise en place d'actions de sensibilisation en direction des élus, la production de contenus... Les actions précises à mettre en œuvre sont à définir.

Mise en œuvre : dès 2008

Partenaires, selon leurs propres dispositifs d'intervention :

Techniques :

Institutionnels : Europe, Etat, Région Midi-Pyrénées, Conseil Général Haute-Garonne

Indicateurs de suivi et d'évaluation :

Evolution de la couverture du territoire par le réseau à haut débit

Evolution de la couverture des zones d'activités par le réseau à très haut débit

Evolution du nombre d'équipements publics dans lesquels les NTIC ont été introduites

D'autres indicateurs devront être définis lors de la mise en œuvre concrète des projets

Maîtres d'ouvrages : Association du Pays Girou Tarn Frontonnais, Communautés de communes, communes

Annexe 3 : Présentation des dispositifs d'intervention de l'Etat, de la Région et du Département

3.1 : PRESENTATION DES DISPOSITIFS D'INTERVENTION DE L'ETAT

I. Le cadre d'intervention de l'Etat

Le caractère stratégique du CPER s'est traduit par un choix de champs d'action autour de trois objectifs et des thématiques liées à :

- la compétitivité et l'attractivité des territoires
- la dimension environnementale du développement durable
- la cohésion sociale et territoriale

A partir de ces principes fondamentaux, l'Etat a souhaité, à l'instar du précédent CPER, instaurer un volet territorial destiné à permettre la prise en compte d'opérations s'inscrivant dans une démarche territoriale infrarégionale.

Pour l'Etat, ces démarches pourront venir en appui de certains grands projets dont les financements auront été définis dans le cadre du volet régional ou s'articuler avec les projets retenus au titre des programmes cofinancés par les crédits européens.

Comme les autres domaines du CPER, le soutien par l'Etat doit par ses orientations et sa sélectivité, rechercher un effet de levier maximum et contribuer de manière efficace au dynamisme des territoires. Il s'agira ainsi d'aider les territoires (Pays, PNR, Agglomérations) à s'inscrire dans les dynamiques de projets touchant des thématiques pour lesquels la ressource leur fait défaut.

De façon générale, L'Etat à travers le volet territorial s'attachera particulièrement dans les Pays et les PNR à :

- mobiliser les territoires et réduire les inégalités entre eux. L'aménagement du territoire de Midi-Pyrénées doit permettre de compenser les handicaps territoriaux des zones rurales et favoriser l'émergence de nouveaux pôles de développement en s'appuyant notamment sur les fonctions des agglomérations ;

- jeter les bases du développement durable : c'est à dire un développement qui concilie progrès économique, protection sociale, qualité et valorisation des milieux et des ressources. Ce souci de ménager le territoire doit conduire à ne plus considérer les milieux naturels, comme une variable d'ajustement économique mais comme une ressource à part entière qu'il convient de mettre en valeur comme un atout pour le développement et la qualité de vie.

Sur cette base, l'Etat interviendra dans le volet territorial par le soutien aux thématiques suivantes :

❑ Le développement culturel,

La culture joue un rôle important dans l'économie régionale à travers son impact touristique mais aussi à travers le maillage territorial qu'elle induit. Dans cette optique, L'Etat s'attachera à aménager et moderniser les équipements culturels; à aménager les pôles archéologiques; Et à assurer une offre culturelle de qualité;

❑ Le développement économique,

L'objectif retenu est de permettre aux territoires organisés d'affirmer et de valoriser leurs vocations territoriales. Il s'agit ainsi de :

- concourir au développement de l'économie résidentielle, de l'artisanat et du commerce, afin d'offrir aux populations la couverture de services marchands nécessaires à leur maintien mais également créatrice d'activités et d'emplois
- d'offrir des zones d'activités nécessaires à l'implantation d'entreprises;
- de valoriser les potentialités touristiques qui constituent une alternative porteuse de développement.

Par ailleurs, et en complément de ces actions du volet territorial, lorsque les territoires sont confrontés à des crises économiques ou à des restructurations dont l'impact a des répercussions sur les équilibres locaux, l'Etat apporte son soutien dans des actions collectives vers les entreprises quand elles correspondent aux critères de compétitivité du projet 1 « soutien de la compétitivité économique régionale ».

❑ **Les services à la personne et des équipements structurants :**

Il s'agit d'assurer l'équité territoriale pour l'accès aux services à la personne; offrir des équipements structurants et favoriser la qualité du cadre de vie. L'Etat interviendra tout particulièrement sur les actions concourant à améliorer l'offre de prise en charge des personnes âgées et handicapées.

❑ **Le développement numérique :**

L'Etat se veut garant d'un développement numérique équitable pour accompagner les acteurs économiques mais aussi les populations dans l'accès à la société de l'information ; Outre les actions financées dans le cadre du volet territorial, l'appui de l'Etat à l'aménagement numérique des territoires est matérialisé par trois grandes thématiques :

- l'information sur les politiques de développement TIC local, la constitution de dossiers techniques et juridiques...
- la mise en réseau des acteurs qui favorise la transversalité, la mutualisation et l'ouverture à d'autres pratiques, à d'autres ressources.
- l'assistance technique qui consiste à accompagner les porteurs de projets d'un point de vue technique, méthodologique, financiers...

❑ **Le développement durable :**

L'inscription des objectifs de développement durable prend tout son sens dans les projets de territoires : Pays, Agglomérations et Parcs Naturels Régionaux. Il s'agit d'accompagner les projets de développement durable qui concourent à la préservation et à l'attractivité des territoires. En complément, des actions soutenues dans le volet territorial (préservation et restauration des milieux aquatiques et mise en œuvre d'Agenda 21 et des Plans Climats Territoriaux), l'Etat, en partie par le biais des agences ADEME et Agence de l'Eau étend son action sur l'ensemble du territoire de Midi-Pyrénées aux problématiques énergétiques, de prévention des risques, de préservation de la biodiversité

❑ **L'Ingénierie et à l'assistance technique**

Il convient de bien centrer l'intervention de l'Etat sur l'accompagnement de projets s'inscrivant dans les thématiques ouvertes par le volet territorial. Il s'agira alors d'assurer l'égalité entre les territoires dans l'accès à la matière grise au service de projets concrets.

Pour ce faire, l'Etat apportera son soutien à l'Ingénierie et à l'assistance technique afin, de :

- permettre aux maîtres d'ouvrage locaux de concevoir, d'initier et de conduire les projets structurants grâce notamment à des équipes techniques de qualité,
- d'encourager la coordination et la mutualisation des compétences et des savoir-faire.

L'Etat apportera principalement son soutien autour des tâches telles que :

- études de faisabilité ;
- études techniques sur projets ;
- mise en réseau des acteurs et mutualisation autour d'un projet ;
- animation d'un territoire ;
- ...

Parallèlement à ces dispositions, l'Etat contribuera à l'ingénierie des territoires par la poursuite de la mobilisation de ses agents.

L'Etat s'engage à faciliter l'émergence de projets et leur mise en œuvre, notamment par la mise à disposition des informations de caractère socio-économique, environnemental et démographique disponibles au sein de ses services.

Sous l'autorité du Préfet de département, les services déconcentrés de l'Etat concernés, pourront en tant que de besoin, être sollicités pour apporter l'information, leur appui technique, juridique et leur expertise.

II : Les Principes financiers

Les engagements pluriannuels pris par l'Etat dans la présente convention-cadre sont subordonnés à l'ouverture de moyens financiers votés par les lois de finances et prévus annuellement dans les BOP.

Tout dossier présenté par le Pays Girou Tarn Frontonnais en lien avec cette convention-cadre, fera l'objet d'une instruction et d'une décision de subvention spécifique en application du décret du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat et selon les procédures liées au BOP sollicité d'une part et d'autre part, selon les procédures propres aux agences de l'Etat (ADEME, Agence de l'eau Adour-Garonne).

De manière générale, l'attribution des crédits de l'Etat sera subordonnée à la réglementation et aux procédures d'instruction en vigueur.

Pour les projets d'investissement financés par l'Etat, l'ensemble des dispositions du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999, modifié par le décret n°2003-367 du 18 avril 2003, s'applique ainsi que la circulaire du 9 novembre 2000 relative à l'intervention du fonds national d'aménagement du territoire (FNADT).

3.2: Présentation des dispositifs d'intervention de la Région en faveur des Pays et PNR décidé par l'Assemblée Plénière du Conseil Régional du 15 octobre 2007

3.2.1 : Dans le cadre des Conventions Territoriales de Pays ou de Parcs Naturels Régionaux, la Région mobilisera ses moyens au titre de ses crédits sectoriels et du Fonds des Politiques Territoriales en faveur de sept thèmes prioritaires décrits ci-après.

Les projets soutenus par la Région devront s'inscrire dans les démarches de « Développement Durable » fixée dans l'agenda 21 Régional, notamment dans les domaines de la maîtrise de l'énergie, la promotion des Energies renouvelables et d'Accessibilité en faveur des personnes à mobilité réduite ou handicapées

- Accompagner le développement économique (Parcs d'Activités Economiques ...)
- Conforter les potentialités du développement du tourisme,
- Développer les services essentiels en espace rural (pôles de service, pôles petite enfance, maisons de santé pluridisciplinaires ...)
- Créer des équipements structurants (culturels, sportifs, pôles multi-modaux)
- Valoriser l'habitat et le cadre de vie.
- Soutenir le développement numérique
- Participer à la préservation et à la valorisation de l'environnement

a) Accompagner le développement économique

Le développement des Pays et des PNR repose en partie sur leur attractivité économique et leur capacité à se doter d'infrastructures d'accueil des activités économiques durables et adaptées aux besoins des entreprises.

Afin de poursuivre le partenariat engagé dans le cadre des politiques territoriales sur la période précédente 2000-2006 et du Schéma Régional de Développement Economique, les Pays et Parcs Naturels Régionaux, poursuivront notamment la mise en œuvre de leur Schéma Territorial des Infrastructures Economiques, validé à l'échelon du territoire, afin de constituer une offre foncière aménagée, diversifiée, et d'offrir des équipements de qualité adaptés aux différents besoins des entreprises.

La Région pourra soutenir les projets correspondants selon ses dispositifs et critères d'intervention à caractère économique.

Les nouvelles formes d'activités seront favorisées dans le cadre des dispositifs d'intervention de la Région relevant de l'économie sociale et solidaire.

b) Conforter les potentialités de développement du tourisme

La Région pourra soutenir les projets correspondants selon les dispositifs et critères d'intervention prévus dans son plan de soutien de la Production touristique adopté le 29 novembre 2007, à savoir :

1- Poursuivre l'effort de modernisation et de diversification de l'offre touristique d'hébergements et de produits dans le cadre du Plan Qualité Tourisme de Midi-Pyrénées ;

2- Favoriser l'attractivité touristique des territoires, des départements et de la région en soutenant l'offre de produits pertinents vis à vis des marchés dans les différents secteurs :

- le tourisme culturel ;
- le tourisme de montagne et de sports d'hiver ;
- le thermalisme et le thermoludisme ;
- le tourisme scientifique et technique ;
- le tourisme fluvial ;
- la randonnée et activités sportives et de pleine nature.

3- Protéger, valoriser et organiser les Grands Sites touristiques culturels et naturels ;

4- Favoriser l'offre de séjour dans les territoires ruraux et de montagne. (Contrats de Pôles Touristiques Pyrénéens).

c) Les services essentiels en espace rural

Dans le cadre des Conventions territoriales de Pays et de Parcs Naturels Régionaux, la Région pourra accompagner le maintien et le développement de services essentiels en milieu rural en direction :

- des maisons de santé pluridisciplinaires,
- des pôles « petite enfance »
- des réseaux de télémedecine.

La Région pourra soutenir ces projets selon ses dispositifs et critères d'intervention correspondants.

d) La création d'équipements structurants

Sur la période 2000-2006, la mise en œuvre des politiques territoriales a permis à de nombreux projets d'équipements à vocation intercommunale d'émerger.

La Région, soutiendra la création d'équipements structurants (médiathèques, équipements sportifs, ...), notamment dans le domaine de la culture à l'échelle de bassins de vie pertinents tout en veillant à la complémentarité de ces projets à l'échelle du Pays ou du PNR.

La Région participera au financement des Equipements Structurants à vocation collective selon les critères définis par la Commission Permanente du 13 mars 2008.

Pour les projets structurants présentant une forte valeur ajoutée et un intérêt majeur pour le Pays ou le Parc Naturel Régional concerné mais aussi pour l'aménagement du territoire régional, la Région se réserve la possibilité d'apprécier et de fixer son niveau de participation indépendamment de ces taux.

Priorité sera donnée aux projets d'aménagement des parkings dans les gares et les projets d'intermodalité ainsi que leur complémentarité avec les modes doux et la voiture particulière.

e) L'habitat et le cadre de vie

Les conventions territoriales conclues avec les Pays et les Parcs Naturels Régionaux contribueront à favoriser une offre attractive d'habitat locatif et un cadre de vie amélioré selon les dispositifs d'intervention propres à chacun des signataires des conventions territoriales.

La Région pourra soutenir ces projets selon ses dispositifs et critères et taux d'intervention correspondants.

f) Soutenir le développement numérique dans les territoires

La transversalité des TIC doit être coordonnée pour assurer une organisation numérique des territoires susceptible de relancer, stabiliser ou moderniser certaines zones rurales en difficulté.

La Région pourra soutenir notamment les projets s'inscrivant dans les deux thèmes d'intervention suivants :

1) - Développement d'une administration électronique locale et citoyenne

- administration et démocratie : dématérialisation des procédures entre administrations ou vers l'utilisateur, portails de services publics mutualisés, démocratie participative ;
- éducation : généralisation des Environnements Numériques de Travail (ENT) dans l'enseignement secondaire;
- santé : télé-santé, soutien aux projets visant le maintien des personnes à domicile, notamment par le télé-diagnostic et la télé-surveillance médicale.

2) - Maillage du territoire en espaces d'animation et de ressources numériques de qualité :

- aide à la création, labellisation et mise en réseau d'espaces d'animation et de ressources numériques pour tous publics, favorisant une démarche qualité par la qualification et le maintien des animateurs ;
- actions d'appropriation et immersion de filières dans la société de l'information (TPE, artisanat, agriculture et agro-alimentaire notamment).

g) Participer à la préservation et à la valorisation de l'environnement.

Seront privilégiées par la Région, les actions permettant de gérer durablement la ressource en eau, la qualité des sols, la biodiversité, les espaces naturels et les paysages.

Les actions contribuant à améliorer l'efficacité énergétique et la promotion des Energies renouvelables seront également soutenues

3.2.2 -Les Grands Projets de Pays :

Créé en 2006, ce dispositif, doté de 40 M€ sur la période 2006-2010, a pour objectifs de :

- renforcer la visibilité et l'efficacité des politiques territoriales, en complément des politiques actuelles,
- développer des actions d'importance régionale, fondées sur l'identité et les atouts propres à chacun,
- fédérer les acteurs locaux et porter l'image du territoire à l'extérieur, contribuant ainsi au maintien et à la création d'emploi sur ces territoires.

Les domaines d'intervention des GPP concernent prioritairement :

- le développement économique : valorisation d'une ressource naturelle, de productions locales : création d'activités nouvelles à forte valeur ajoutée...
- la valorisation des ressources culturelles, identitaires, patrimoniales et touristiques,
- le développement des services au public et la valorisation de l'environnement et du cadre de vie : création ou développement de nouveaux services de qualité (aide à la personne, santé...) ;
- le développement de conditions d'accueil innovantes en faveur de nouvelles populations.

3.2.3 – La dotation spécifique « Vocations Territoriales et Expérimentation » par Pays et par an.

La plupart des territoires souhaitent avoir la possibilité de développer une forme « d'exemplarité » et/ou « d'expérimentation » dans un ou plusieurs domaines particuliers significatifs de leur propre spécificité.

Ce nouveau dispositif bénéficiera d'une dotation spécifique « exemplarité et/ou expérimentation » d'un montant de 5 M€ par an répartis entre les territoires selon les critères approuvés par l'Assemblée Plénière du 15 octobre 2007 et complétés par la Commission Permanente du 13 mars 2008.

Cette dotation repose sur les principes suivants :

- La Région pourra soutenir dans ce cadre, les actions d'investissements correspondant à une ou deux thématiques adaptées aux spécificités du territoire et proposées par le Pays ou le PNR lors de l'élaboration de la Convention Territoriale de Pays ou de PNR.

- Le solde non programmé de cette dotation annuelle par Pays/PNR pourra être reporté sur l'année suivante dans la limite d'une seule fois sur la période 2008-2013.

3.2.4 - Soutien à l'ingénierie territoriale :

Remarque préalable : l'Ingénierie des Parcs Naturels Régionaux est financée par la Région dans le cadre de sa contribution statutaire aux Syndicats Mixtes.

Il est proposé que la Région poursuive son soutien à l'ingénierie territoriale en agissant à trois niveaux :

- **premier niveau :** en participant au financement des équipes d'ingénierie territoriale des Pays dans le cadre de conventions d'objectifs pluriannuelles qui constitueront un sous ensemble contractuel de la Convention Territoriale de Pays et dans le respect des 3 principes suivants :

- l'existence d'une « équipe minimum du Pays » composée au moins d'un coordonnateur et d'un gestionnaire administratif et financier,
- une participation minimum du territoire fixée à 1,5 €/habitant/an.
- une participation de l'ordre de 40 % de la Région reposant sur une assiette de dépenses éligibles limitées aux dépenses salariales (salaires, charges, frais de déplacement) directement supportées par le Pays ou le PNR dans la limite de 5 agents maximum aidés financièrement par la Région à l'échelle du Pays ou du Parc Naturel Régional.

- **deuxième niveau :** en organisant un « Pôle d'Appui aux Territoires » au niveau des services de la Région et de ses opérateurs (Midi-Pyrénées Expansion, Agence Régionale Pour l'Environnement, ARDESI, Comité Régional du Tourisme) afin d'informer les acteurs du développement territorial, de favoriser une mise en réseau des expériences, de mobiliser des compétences extérieures au territoire en direction des porteurs de projets, de participer à la formation continue l'aide à la formation continue et à la mise en réseau des développeurs territoriaux (échanges d'expérience et de savoir faire..., veille réglementaire nationale et européenne ...), de valoriser les politiques régionales.

- **troisième niveau :** pour les Conseils de Développement.

Le dispositif actuel d'intervention de la Région pouvant se situer entre 40 et 50 % du coût des travaux d'études et d'animation avec un coût plafonné à 40.000 €HT par an, est maintenu.

3.3: Présentation des dispositifs d'intervention du Département conformément à la délibération du Conseil Général de la Haute-Garonne du 23 janvier 2004.

La nouvelle donne démographique, le développement urbain, l'évolution des modes de vie partout en Haute-Garonne plaident plus que jamais pour une coopération effective et encore efficace des acteurs locaux autour d'un foisonnement de projets dont la réalisation et la pérennité détermineront l'avenir de la Haute-Garonne.

Fortement attaché à promouvoir un développement respectueux des hommes, des territoires et des ressources qui composent le département, le Conseil général s'engage à continuer de promouvoir un authentique développement au service des Haut-garonnais.

Cela se traduira par une intervention publique volontaire qui, tout en s'appuyant sur ses compétences propres, trace ses lignes directrices en vue de conforter le rééquilibrage et l'attractivité territoriales autour d'objectifs clairement identifiés et qui visent à :

Renforcer la solidarité des territoires en vue d'une meilleure cohésion de l'espace départemental.

Accompagner les territoires dans la nécessaire diversification et modernisation de leurs équipements au service des populations.

Soutenir les investissements qui permettent aux territoires de se structurer pour être en capacité d'offrir des services adaptés aux exigences d'un développement durable et de qualité.

Pour mener à bien ce triple objectif, le Conseil Général interviendra uniquement pour des projets structurants de portée intercommunale ou interdépartementale qui pourront être portés soit par des collectivités publiques, soit par des structures associatives, c'est-à-dire des projets d'investissement à incidence sur le développement durable du territoire apportant une plus value au niveau départemental.

Les demandes d'aide en fonctionnement ne pourront relever de ce dispositif.

Pour les projets structurants retenus, l'aide départementale interviendra de préférence à parité avec les autres collectivités publiques. Cette aide se cumulera avec celles accordées par les autres partenaires publics ou privés dans la limite du plafond de 80% de l'investissement, y compris la DGE par dérogation à nos règles habituelles d'intervention et quelle que soit la nature de ces aides (subvention, avance remboursable).

De plus, il est rappelé que l'aide départementale concerne les coûts de travaux hors taxes, hors études et honoraires, et que pour les projets portés par les groupements de coopération locale dont le territoire est situé sur plusieurs départements, il conviendra de se référer aux dispositions de la délibération du Conseil Général du 25 juin 2003.

En outre, seront exclus de la procédure contrat de pays, les projets relevant d'une programmation ou d'une contractualisation telles que : programmation scolaire, ordures ménagères, alimentation eau potable, assainissement eaux usées et pluvial, travaux d'urbanisation, pool routier, enfouissement de réseaux, contractualisation touristique, équipements sportifs liés à la construction d'un collège

Projets non structurants

Les projets qui ne seront pas considérés comme structurants par le Conseil Général, mais qui seraient intégrés dans la maquette financière des pays et financés par d'autres collectivités publiques, seront instruits et pourront être financés selon les règles classiques en vigueur.

Le calcul de l'aide s'effectuera alors sur la part restant à la charge du bénéficiaire déduction faite des participations des autres partenaires.

Enfin, il est précisé que le Conseil Général met à disposition gratuitement auprès des structures qui en font la demande, une équipe pluridisciplinaire pour l'assistance technique à l'émergence de projets. Une convention entre la structure du Pays et le Conseil Général fixe la nature des missions confiées. Dans ce cas, une valorisation financière de la prestation sera établie et pourra servir de contrepartie pour solliciter des aides des autres collectivités.

Annexe 4 : Support administratif commun pour la présentation des programmes opérationnels

Cette annexe vise à lister les informations (à minima) devant figurer dans les programmes opérationnels annuels présentés par le Pays ou PNR.

La présentation se fera avec une mise en page « à l'italienne » et les Programmes Opérationnels seront transmis aux différents partenaires par voie électronique sous format Excel.

Chaque page du document constituant le programme opérationnel annuel devra comporter les rubriques suivantes :

- **en tête :** le nom du Pays ou PNR avec l'année concernée de programmation
(ex : année 1 – phase 1 – 2008)

- **un exposé des motifs** s'appuyant sur les synthèses des comités territoriaux et comités des financeurs au cours desquels les opérations ont été présentées.

- **colonnes :**

- . intitulé de l'opération,
- . localisation du projet,
- . maître d'ouvrage,
- . total TTC,
- . total HT,
- . total des aides publiques sollicitées (1 colonne montant et 1 colonne %)
- . une colonne par partenaire financeur - Europe, Etat, Région, Département, autre -
(1 colonne montant et 1 colonne %)
- . autofinancement (1 colonne montant et 1 colonne %),
- . observations.
- . Voir tableau de répartition des financements proposé par l'Etat

Index des éléments cartographiques et illustrations

Ce document a été réalisé en partenariat entre l'association du Pays Girou Tarn Frontonnais et le Conseil Général de la Haute-Garonne.

Cartographie

Les cartes présentées dans ce document ont été réalisées par la Direction des Affaires Economiques et du Développement Local du Conseil Général de la Haute-Garonne

FICHE D'IDENTITE DU PAYS GIROU TARN FRONTONNAIS	P 2
POSITIONNEMENT DU PAYS GIROU TARN FRONTONNAIS	P 26
EPCI A FISCALITE PROPRE DANS LE PAYS GIROU TARN FRONTONNAIS	P 28
LE PAYS GIROU TARN FRONTONNAIS ET LE SCOT NORD TOULOUSAIN.....	P 64

Crédits photographiques

Les photos présentées dans ce document ont été réalisées par la Direction des Affaires Economiques et du Développement Local du Conseil Général de la Haute-Garonne.

TERRES AGRICOLES-GARGAS.....	P 46
VIGNES-FRONTON	P 46
RUE COMMERÇANTE-CASTELNAU D'ESTRETEFONDS	P 47
ZA PECHNAUQUIE-VILLEMUR-SUR-TARN	P 48
UTAMS VILLEMUR/BOULOC-BOULOC.....	P 51
A68.....	P 56
GARE-GRAGNAGUE.....	P 56
BONDIGOUX	P 57
LA MAGDELEINE-SUR-TARN	P 59
ESPACE SOLEILLA-BESSIERES	P 60